



EASO

Rapport d'information sur
les pays d'origine (COI)
Fédération de Russie

La situation des
Tchéchènes en Russie



Août 2018



EASO

Rapport d'information
sur les pays d'origine
(COI)

Fédération de Russie

La situation des
Tchéchènes en Russie

Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.

Un numéro unique gratuit (*):

00 800 6 7 8 9 10 11

(*) Certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès aux numéros 00 800 ou peuvent facturer ces appels.

D'autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur internet (<http://europa.eu>).

ISBN: 978-92-9476-492-8

doi: 10.2847/282238

© European Asylum Support Office 2018

La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source, sauf indication contraire.

S'agissant du matériel de parties tierces reproduit dans la présente publication, il est fait référence aux mentions de copyright des différentes parties tierces.

Photo de couverture: © wastesoul/Gubin Yury, *Taganskaya metro station*, iStock, 6 mai 2016 (<https://www.istockphoto.com/photo/taganskaya-metro-station-gm521305474-91309099>).

Remerciements

EASO tient à remercier les services qui ont contribué à la rédaction du présent rapport:

République tchèque, service de la politique d'asile et de migration, unité des affaires internationales et européennes;

Lituanie, département de la migration, service de l'asile;

Pays-Bas, service de l'immigration et de la naturalisation, Office de l'analyse linguistique et des informations sur le pays d'origine (OCILA).

Les services suivants ont révisé le présent rapport en collaboration avec EASO:

Autriche, Office fédéral de l'immigration et de l'asile, département «Informations sur les pays d'origine»;

Belgique, Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, Cedoca (centre de documentation et de recherche);

Estonie, Office de police et des gardes-frontières, département des enquêtes et de la gestion des renseignements, bureau de la gestion des renseignements;

France, Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), division «Information, documentation et recherche»;

Pologne, Bureau des étrangers, service des procédures relatives aux réfugiés, unité «Information sur les pays d'origine».

Table des matières

Remerciements	3
Table des matières	5
Avertissement	7
Glossaire et abréviations	8
Introduction.....	9
Méthodologie.....	9
Structure et utilisation du présent rapport.....	9
Carte	11
1. Vue générale de la communauté tchétchène en Russie (hors Caucase du Nord)	12
1.1 Données démographiques	12
1.2 Caractéristiques générales des communautés tchétchènes les plus importantes.....	14
1.2.1 Moscou	14
1.2.2 Saint-Pétersbourg.....	16
1.2.3 Volgograd.....	17
2. Exigences juridiques	19
2.1 Enregistrement de résidence	19
2.1.1 Procédure	19
2.1.2 Dans la pratique.....	21
2.2 Passeport intérieur.....	22
2.2.1 Procédure	22
2.2.2 Dans la pratique.....	24
2.3 Passeport extérieur.....	24
2.3.1 Procédure	24
2.3.2 Dans la pratique.....	27
3. Conditions socio-économiques	28
3.1 Introduction	28
3.2 Logement	29
3.3 Éducation	29
3.4 Marché du travail.....	30
3.5 Soins de santé	32
4. Profils spécifiques.....	34
4.1 Femmes.....	34
4.1.1 Traditions et politiques du président Kadyrov préjudiciables pour les femmes... 34	
4.1.2 Cas particuliers de persécutions à l'encontre de femmes.....	37
4.2 LGBT	39
4.2.1 Enfants de parents LGBT.....	40
4.3 Tchétchènes aptes au service militaire.....	41
4.4 Dissidents et militants des droits de l'homme.....	42
4.4.1 Dissidents.....	42
5. Le système judiciaire pénal	46
5.1 Traitement par les forces de police	46
5.2 Système pénitentiaire	47
5.3 Procédures pénales à l'encontre de Tchétchènes	47
5.4 Recours judiciaires	49
6. Portée d'action des autorités tchétchènes hors de Tchétchénie.....	50
6.1 Influence sur les diasporas tchétchènes.....	50
6.1.1 Établissement de représentations du chef de la République de Tchétchénie dans d'autres régions de Russie.....	50
6.1.2 Le principe de la «responsabilité collective» du président Kadyrov	50

6.2 La portée d'action des services répressifs tchétchènes dans d'autres parties de la Fédération de Russie.....	52
6.2.1 Mépris de la compétence fédérale et impunité des services répressifs tchétchènes (kadyrovtsy)	52
6.2.2 Localisation et transfert de personnes recherchées depuis des entités administratives russes vers la République tchétchène	54
7. Accueil des rapatriés tchétchènes.....	57
7.1 Aspects juridiques	57
7.2 Traitement des rapatriés par les autorités	57
Bibliographie.....	60
Annexe 1. Termes de référence	77

Avertissement

Le présent rapport a été rédigé conformément à la méthodologie du Bureau d'appui relative aux rapports d'information sur les pays d'origine (2012) ⁽¹⁾. Le rapport se base sur des sources d'information soigneusement sélectionnées. Toutes les sources utilisées sont référencées. Toutes les informations présentées, exception faite des faits incontestables ou évidents, ont fait l'objet de vérifications par recoupement dans la mesure du possible, sauf indication contraire.

Les informations que contient le présent rapport ont fait l'objet de recherches, d'évaluations et d'analyses approfondies. Ce document ne prétend toutefois pas être exhaustif. Le fait que certains événements, personnes ou organisations ne soient pas mentionnés dans le présent rapport ne signifie pas que ces événements ne se sont pas produits ou que les personnes ou organisations concernées n'existent pas.

Par ailleurs, le présent document ne permet pas de se prononcer sur l'issue ou le bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile. La terminologie utilisée ne doit pas être considérée comme révélatrice d'une position juridique particulière.

Des termes tels que «réfugié», «risque» et toute autre terminologie similaire sont utilisés de façon générique et non au sens de la définition juridique figurant dans l'acquis de l'Union en matière d'asile et dans la Convention de Genève.

Ni EASO ni aucune personne agissant en son nom ne peut être tenu pour responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans la présente publication.

Le public cible se compose des agents chargés du traitement des dossiers d'asile, des chercheurs en matière d'informations sur les pays d'origine, des responsables politiques et des autorités décisionnelles.

La rédaction du présent rapport a été achevée le 30 avril 2018. Aucun événement survenu après cette date n'est mentionné dans ce rapport. La section «Méthodologie» de l'introduction contient de plus amples informations sur la période couverte par le présent document.

Il convient de souligner que la révision apportée par les départements, experts ou organisations susmentionnés contribue à la qualité globale du rapport, mais ne suppose pas nécessairement leur approbation formelle du rapport final, qui relève pleinement de la responsabilité de l'EASO.

⁽¹⁾ La méthodologie de l'EASO se base en grande partie sur les lignes directrices communes à l'UE pour le traitement de l'information sur le pays d'origine(2008) et peut être téléchargée sur le site web de l'EASO: <http://www.easo.europa.eu>.

Glossaire et abréviations

<i>adat</i>	Traditions et pratiques coutumières locales observées par les communautés islamiques du Caucase du Nord
Charia	Loi islamique, ensemble de prescriptions juridiques, morales, éthiques et religieuses de l'islam
CMF	Centre multifonctionnel
Gosuslugi	Portail des services publics de la Fédération de Russie
GUVM MVD RF	Direction générale des affaires migratoires du ministère de l'intérieur de la Fédération de Russie (Glavnoe upravlenie po voprosam migracii Ministerstva vnoutrennih del Rossijskoj Federacii, GUVM MVD Rossii / Главное управление по вопросам миграции Министерства внутренних дел Российской Федерации, ГУВМ МВД России)
JMG	Groupe mobile conjoint de défenseurs des droits de l'homme en Tchétchénie
MVD	Ministère de l'intérieur (Ministerstvo vnoutrennih del/Министерство внутренних дел)
RUB	Rouble
<i>Teip</i>	Cellule de base du système de clans autour duquel s'organise la société tchétchène

Introduction

Le présent rapport a été rédigé en collaboration avec des spécialistes de l'information sur les pays d'origine (COI) des unités COI et des bureaux d'asile de République tchèque, de Lituanie et des Pays-Bas, comme indiqué dans la section «Remerciements».

Ce rapport donne une vue d'ensemble de la situation des Tchétchènes qui vivent en Russie, hors du Caucase du Nord. L'objectif est de dresser un tableau cohérent de la situation actuelle en recourant à une grande variété de sources, en se concentrant sur différents sujets tels que les exigences juridiques, le système de justice pénale, les conditions socio-économiques et le rôle des autorités, ainsi qu'en examinant la situation de plusieurs groupes spécifiques, parmi lesquels les rapatriés.

Méthodologie

Les termes de référence ont été définis lors d'une réunion de l'équipe de rédaction le 12 mars 2018, en tenant compte des informations fournies par les membres du Réseau de spécialistes COI de l'EASO sur la Fédération de Russie.

La période de rédaction a débuté après la réunion pour s'achever le 30 avril. Aucune nouvelle recherche n'a été réalisée après cette date, même si des informations complémentaires ont été ajoutées après la phase de révision par les pairs.

Afin de garantir le respect par les coauteurs de la méthodologie de l'EASO relative aux rapports d'information sur les pays d'origine, des spécialistes COI des pays cités en tant que réviseurs dans la section «Remerciements», à savoir l'Autriche, la Belgique, l'Estonie, la France et la Pologne, ont procédé à une révision en mai 2018. Tous les commentaires formulés par les réviseurs ont été pris en considération et la plupart d'entre eux ont été intégrés dans la version finale du présent rapport.

En ce qui concerne la transcription des sources russes, les titres ont été indiqués dans leur version originale, avec une traduction anglaise entre crochets. Le nom des auteurs a été traduit lorsqu'il existait une traduction anglaise reconnue (par exemple, dans le cas des autorités russes). Dans les autres cas, le texte cyrillique a été transcrit en lettres latines afin de faciliter la consultation de la bibliographie.

Structure et utilisation du présent rapport

Le premier chapitre donne un aperçu des communautés tchétchènes qui vivent en Russie, hors du Caucase du Nord, en mentionnant notamment la taille et la localisation de ces communautés, ainsi que des informations sur les plus grandes d'entre elles.

Dans le chapitre 2, les exigences juridiques auxquelles les Tchétchènes doivent se soumettre, par exemple pour renouveler un passeport intérieur, obtenir un passeport extérieur ou s'inscrire en tant que résident, sont examinées à la fois du point de vue de la procédure et sur le plan pratique.

Le chapitre 3 s'intéresse à quatre aspects de la situation socio-économique: le logement, l'éducation, l'emploi et les soins de santé. Chaque section comporte plusieurs sous-sections qui examinent les recoupements avec l'enregistrement de résidence, le fonctionnement du système en Russie et l'accès des Tchétchènes à ces services dans chaque région.

Le chapitre 4 décrit la situation pour les profils suivants: les femmes (ventilées en fonction de leur état civil), les personnes LGBT, les enfants, les Tchétchènes aptes au service militaire, les militants des droits de l'homme et les dissidents.

Le chapitre 5 présente le système de justice pénale au travers des sous-sections suivantes: le traitement par les forces de police (y compris les contrôles d'identité), les poursuites pénales contre des Tchétchènes, le signalement d'un crime, la procédure de plainte, les recours judiciaires, l'accès à un avocat et le droit d'appel.

Le chapitre 6 examine l'échange potentiel d'informations entre les autorités tchétchènes et les autorités fédérales russes, ainsi que le rôle de la communauté tchétchène dans la fourniture d'informations aux autorités tchétchènes et la coopération de ces dernières avec les autorités fédérales.

Le dernier chapitre s'intéresse à l'accueil des rapatriés tchétchènes.

Carte



Carte 1: Fédération de Russie, © Nations unies (?).

(?) UN, Geospatial Information Section, Russian Federation, January 2004 ([url](#)).

1. Vue générale de la communauté tchétchène en Russie (hors Caucase du Nord)

1.1 Données démographiques

D'après le recensement de 2010, les Tchétchènes constituent l'une des sept nationalités représentées dans la Fédération de Russie par une population comptant plus d'un million de personnes (1,43 million) ⁽³⁾. D'après les derniers chiffres officiels publiés le 1^{er} avril 2018 par la branche tchétchène de l'agence russe des statistiques (Rosstat), ce nombre s'élève exactement à 1 413 446 personnes ⁽⁴⁾.

Un tassement de la croissance démographique a été observé en République de Tchétchénie ces dernières années. Environ 150 000 Tchétchènes ont quitté le pays entre 2008 et 2015, d'après des données provenant de Rosstat et de Chechenstat citées par l'agence de presse russe RBC ⁽⁵⁾. En règle générale, le taux de départ des Tchétchènes est beaucoup plus important que celui des arrivées. Cette tendance persiste encore aujourd'hui. Les Tchétchènes partent dans d'autres régions de la Fédération de Russie et à l'étranger ⁽⁶⁾.

Selon les médias et certaines organisations de défense des droits de l'homme, cette émigration s'explique par différents facteurs, parmi lesquels la répression exercée par les autorités, la conjoncture économique, les crimes d'honneur, l'absence de soins de santé de qualité, les violences domestiques et le harcèlement pour des motifs religieux ⁽⁷⁾. D'après un représentant de l'International Crisis Group, de nombreuses personnes en Tchétchénie travaillent dans le secteur informel et beaucoup partent travailler dans d'autres régions – à Moscou ou dans les champs pétrolifères – pour envoyer de l'argent à leurs proches ⁽⁸⁾. Les Tchétchènes dont l'histoire a été publiée en décembre 2016 par le site d'actualités Meduza ont déclaré qu'ils avaient été contraints de quitter la Tchétchénie en raison de leur lien de parenté avec des salafistes tués, pour fuir des violences sexuelles filmées (utilisées plus tard à des fins de chantage), parce qu'ils n'étaient pas payés pour leur travail dans une entreprise

⁽³⁾ Federal State Statistics Service (Rosstat), Информационные материалы об окончательных итогах Всероссийской переписи населения 2010 года, Об итогах Всероссийской переписи населения 2010 года (презентация) [Information materials on the final results of the All-Russian Population Census 2010, On the Results of the All-Russian Population Census of 2010 (presentation)], n.d ([url](#)), slide 14.

⁽⁴⁾ Territorial body of the Federal State Statistics Service for the Chechen Republic (The) (Chechenstat), Численность населения Чеченской Республики на 1 апреля 2018 года, [Population of the Chechen Republic, as of April 1, 2018], 28 May 2018 ([url](#)).

⁽⁵⁾ RBC, Что изменилось в Чечне за 10 лет правления Рамзана Кадырова [What has changed in Chechnya during the 10 years of Ramzan Kadyrov's rule], 15 February 2017 ([url](#)).

⁽⁶⁾ Kavkaz.Realii, Перепечатывается с разрешения Радио Свободная Европа / Радио Свобода, Прирост населения Чечни сокращается из года в год [Increment of the population of Chechnya is declining from year to year], 19 February 2017 ([url](#)).

⁽⁷⁾ Legal dialogue, Чеченские беженцы в Европе: причины бегства из России и трудности получения статуса [Chechen refugees in Europe: the reasons for fleeing Russia and the difficulty in obtaining a status], 26 April 2017 ([url](#)); Saucasian Knot, Правозащитники: беженцы из Чечни стремятся в Германию из-за репрессий в республике [Human rights activists: Chechnya's refugees seek asylum in Germany because of repressions in the Republic], 3 June 2016 ([url](#)); Kavkaz.Realii, Перепечатывается с разрешения Радио Свободная Европа / Радио Свобода, Прирост населения Чечни сокращается из года в год [Increment of the population of Chechnya is declining from year to year], 19 February 2017 ([url](#)).

⁽⁸⁾ RBC, Исследование РБК: 20 главных фактов о Чечне [Study of RBK: 20 main facts about Chechnya], 1 February 2016 ([url](#)).

publique ou encore à cause de la répression violente exercée contre toute forme de dissidence ⁽⁹⁾.

D'après les sources de la mission d'information réalisée par le Service de l'immigration du Danemark en 2014, des communautés tchétchènes sont présentes aux quatre coins de la Russie ⁽¹⁰⁾. Une source gouvernementale tchétchène a confirmé qu'on dénombrait des personnes d'origine tchétchène dans bon nombre de régions de Russie ⁽¹¹⁾. Le tableau ci-dessous reprend les régions de Russie qui comptent le plus grand nombre de Tchétchènes, d'après les résultats du recensement de 2010 ⁽¹²⁾:

Région	Population totale	Nombre de Tchétchènes
Moscou	11 503 501	14 524
République de Kalmoukie	289 481	3 343
Oblast d'Astrakhan	1 010 073	7 229
République du Daghestan	2 910 249	93 658
République d'Ingouchie	412 529	18 765
République de Kabardino-Balkarie	859 939	1 965
République d'Ossétie du Nord	712 980	2 264
Oblast de Volgograd	2 610 161	9 649
Oblast de Rostov	4 277 976	11 449
Kraï de Stavropol	2 786 281	11 980
Oblast de Saratov	2 521 892	5 738
District autonome des Khantys-Mansis – Iougra	1 532 243	6 889

Une partie de la population n'a pas déclaré de nationalité durant le recensement de 2010. Le nombre réel de Tchétchènes dans certaines régions peut donc différer du nombre officiel. Par exemple, d'après des données rassemblées par le Service de l'immigration du Danemark (DIS) au cours d'une mission d'information en 2014, le nombre réel de résidents tchétchènes dans l'oblast de Volgograd serait deux fois plus important que le nombre officiel ⁽¹³⁾. Un autre exemple est celui de la diaspora de Saint-Petersbourg. D'après le recensement de 2010, celle-

⁽⁹⁾ Meduza, Когда вернетесь, мы вас убьем [When you return, we will kill you], 6 December 2016 ([url](#)).

⁽¹⁰⁾ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, January 2015 ([url](#)), p. 73.

⁽¹¹⁾ Grozny Inform, О жизни чеченцев и роли Представительства Главы ЧР в Волгоградской области [On the life of Chechens and the role of the Representative Office of the Head of the Chechen Republic in the Volgograd Region], 1 June 2016 ([url](#)).

⁽¹²⁾ Federal State Statistics Service (Rosstat), Информационные материалы об окончательных итогах Всероссийской переписи населения 2010 года, Приложение 7, Национальный состав населения по субъектам Российской Федерации [Information materials on the final results of the All-Russia Population Census of 2010, Appendix 7, National composition of population in subjects of the Russian Federation], n.d. ([url](#)).

⁽¹³⁾ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, January 2015 ([url](#)), p. 73.

ci ne compterait que 1 482 résidents tchétchènes. La fiabilité de ce chiffre est difficile à établir, étant donné que, d'après les représentants de la diaspora, 10 000 Tchétchènes se seraient installés à Saint-Petersbourg lors de la dernière guerre tchétchène en 1999-2009 ⁽¹⁴⁾. La population tchétchène à Moscou est sans doute, elle aussi, plus importante que le chiffre officiel ⁽¹⁵⁾.

D'après le groupe russe de défense des droits de l'homme Comité d'assistance civique ⁽¹⁶⁾, les régions de la Fédération de Russie ne sont pas disposées à accueillir les personnes fuyant la République de Tchétchénie: «[i]l n'existe aucun mécanisme d'admission, ces personnes ne bénéficient pas du statut de déplacés internes et la procédure d'enregistrement est "complexe"» ⁽¹⁷⁾. En décembre 2016, le Centre de surveillance des déplacements internes (IDMC) a estimé à 22 600 le nombre de personnes déplacées en Russie. L'IDMC a affirmé que 19 000 d'entre elles ont été déplacées en raison du conflit tchétchène. Par ailleurs, des rapports ont signalé que «certains de ces déplacés fuyant le conflit en Tchétchénie vivent encore dans des conditions précaires, notamment dans des logements insalubres sans sanitaires ni électricité». Néanmoins, le gouvernement ne reconnaît pas les personnes déplacées en raison du conflit en Tchétchénie comme des «migrants forcés» (le terme utilisé pour désigner les déplacés internes en Fédération de Russie) ⁽¹⁸⁾.

1.2 Caractéristiques générales des communautés tchétchènes les plus importantes

1.2.1 Moscou

La communauté tchétchène de Moscou a commencé à se former dans les années 1960 et 1970, mais le plus grand flux migratoire s'est produit dans les années 1990 à la suite des deux guerres tchétchènes: entre 1989 et 2002, le nombre de Tchétchènes à Moscou a été multiplié par sept. Le recensement de 2010 a fourni des chiffres pratiquement inchangés par rapport à celui de 2002 ⁽¹⁹⁾. Les Tchétchènes représentent encore 14 524 habitants sur une population de près de 11 millions de personnes ⁽²⁰⁾. Un article publié sur le site web russe Bolshoi Gorod affirme que ce chiffre est dû à la réticence des Tchétchènes moscovites à participer aux recensements. Par ailleurs, le chiffre officiel ne tient pas compte du nombre relativement important de Tchétchènes qui vivent à Moscou tout en étant officiellement domiciliés en Tchétchénie. Quoi qu'il en soit, la communauté tchétchène de Moscou est bien plus petite

⁽¹⁴⁾ Online 812, Насколько петербургские чеченцы зависят от Рамзана Кадырова [The extent to which the Chechens of Chechnya depend on Ramzan Kadyrov], 27 April 2016 ([url](#)).

⁽¹⁵⁾ Bolshoi Gorod, Чеченцы [Chechens], 16 May 2012 ([url](#)).

⁽¹⁶⁾ Le comité d'assistance civique est une ONG qui vient en aide aux migrants et réfugiés, soutient les victimes de crimes haineux, et soutient les personnes en provenance d'Ingouchie et de Tchétchénie qui sont victimes de discrimination fondée sur l'origine ethnique en prison. Dans leurs bureaux, des consultations juridiques sont offertes ainsi que des consultations en soins de santé avec des médecins et des psychologues. Site internet: www.refugee.ru.

⁽¹⁷⁾ Rambler, Почему за 200 лет чеченцы с русскими так и не ассимилировались? [Why were Chechens not assimilated with Russians for 200 years?], 4 September 2017 ([url](#)).

⁽¹⁸⁾ US DoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Russia, 20 April 2018 ([url](#)), p. 37.

⁽¹⁹⁾ Bolshoi Gorod, Чеченцы [Chechens], 16 May 2012 ([url](#)).

⁽²⁰⁾ Federal State Statistics Service (Rosstat), Информационные материалы об окончательных итогах Всероссийской переписи населения 2010 года, Приложение 7, Национальный состав населения по субъектам Российской Федерации [Information materials on the final results of the All-Russia Population Census of 2010, Appendix 7, National composition of population in subjects of the Russian Federation, n.d. ([url](#)).

que ce que semblent penser les Moscovites, qui tendent à en exagérer le nombre, d'après une étude citée par l'article sans être nommée ⁽²¹⁾.

La communauté tchétchène de Moscou n'est pas aussi homogène qu'on le croit habituellement. On y constate une disparité des richesses, mais aussi des convictions politiques – Bolshoi Gorod affirme que «les opposants de Doudaev, de Maskhadov, puis de Kadyrov se sont réfugiés à Moscou à des moments différents et il n'est pas facile de trouver une langue commune» ⁽²²⁾.

Un jeune Tchétchène évoquant la situation dans une interview accordée à l'organe de presse en ligne Snob a déclaré:

«On dit souvent que les Tchétchènes de Moscou ont tendance à oublier d'où ils viennent. En réalité, je pense que c'est l'inverse: lorsqu'une personne est éloignée de sa terre d'origine, elle essaie par tous les moyens possibles de rester proche de ses racines. J'ai rencontré des Tchétchènes qui ont vécu toute leur vie à Moscou et j'ai été surpris de constater à quel point l'identité ethnique de ces personnes était forte. Ils s'expriment davantage en tchétchène et ont conservé des règles que plus personne n'applique au pays. En dehors de quelques exceptions, nous avons tendance à ne pas nous mélanger avec les autres ethnies que nous côtoyons. Dans un sens, notre société est en vase clos [...]» ⁽²³⁾.

À Moscou, les Tchétchènes sont particulièrement présents dans le secteur automobile, ainsi que dans le secteur hôtelier et de la restauration, mais ils possèdent aussi de nombreuses stations-essence. Les Tchétchènes préfèrent souvent employer des personnes qui non seulement font partie de leur clan, mais appartiennent aussi au même *teip* (cellule de base du système de clans autour duquel s'organise la société tchétchène) ⁽²⁴⁾. Durant une interview où ils expliquaient à un journaliste pourquoi ils envisageaient une carrière militaire, de jeunes Tchétchènes avaient également expliqué que la Tchétchénie n'offrait aucune perspective d'emploi pour les jeunes hommes et qu'ils étaient aujourd'hui des milliers à travailler sur différents sites de construction à Moscou et dans d'autres villes, prêts à accepter pratiquement n'importe quel travail ⁽²⁵⁾. La mission d'information danoise de 2014 mentionne également de grandes communautés tchétchènes vivant dans la région de Moscou et travaillant essentiellement dans le secteur de la construction ou comme chauffeur de taxi ⁽²⁶⁾.

Les hommes tchétchènes épousent généralement des membres de leur propre *teip*. S'ils épousent une Russe, ils le feront à l'insu de leurs proches ⁽²⁷⁾. Une autre source laisse entendre que les Tchétchènes les plus conservateurs n'épouseront que d'autres Tchétchènes, tandis que les autres accorderont peu d'importance à l'ethnie pour autant que le partenaire

⁽²¹⁾ Bolshoi Gorod, Чеченцы [Chechens], 16 May 2012 ([url](#)).

⁽²²⁾ Bolshoi Gorod, Чеченцы [Chechens], 16 May 2012 ([url](#)); openDemocracy, Convert and love: Russia's Muslim wives, 1 March 2017 ([url](#)).

⁽²³⁾ Snob, Москва чеченская [Moscow is Chechen], 31 July 2017 ([url](#)).

⁽²⁴⁾ Bolshoi Gorod, Чеченцы [Chechens], 16 May 2012 ([url](#)).

⁽²⁵⁾ Caucasian Knot, Первые призывники отправлены в армию из Чечни [The first conscripts sent to the army from Chechnya], 18 October 2017 ([url](#)).

⁽²⁶⁾ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, January 2015 ([url](#)), p. 179.

⁽²⁷⁾ Bolshoi Gorod, Чеченцы [Chechens], 16 May 2012 ([url](#)).

soit musulman ⁽²⁸⁾. Dans un article, la revue moscovite Bolshoi Gorod fait référence à un livre intitulé *L'Islam à Moscou*, qui prétend que les cas de bigamie sont fréquents, tant au sein de la communauté tchétchène qu'avec des femmes d'autres nationalités ⁽²⁹⁾.

Plus de dix groupes tchétchènes à Moscou fournissent un soutien armé en cas de «litiges entre entités économiques». L'un des incidents durant lequel 30 Tchétchènes armés sont entrés et ont fait feu dans une société moscovite en 2015 a permis de comprendre que les personnes employées pour ce genre de services travaillaient par roulement: une brigade de combattants travaille la moitié de l'année et est relayée par un autre groupe pour les mois restants ⁽³⁰⁾.

D'après le quotidien Novaya Gazeta, il existerait une unité permanente de gardes du corps tchétchènes – une trentaine d'hommes du président Kadyrov – déployée dans la capitale pour exécuter des missions de sécurité. Ces gardes du corps séjourneraient dans des appartements du President Hotel. Ils possèdent des armes automatiques, des dispositifs de communication et des voitures munies de laissez-passer spéciaux. Les médias font état de poursuites pénales intentées à l'encontre du chef du groupe, qui aurait des contacts au sein du gouvernement, mais toutes les enquêtes ont été classées sans suite. Ces affaires impliquaient des incidents armés, un enlèvement et des cas de torture ⁽³¹⁾. En mars 2013, des agents du bureau central du FSB ont refusé de continuer à exercer leurs fonctions, car des membres de ce groupe avaient été remis en liberté alors qu'ils étaient accusés d'enlèvement, d'extorsion de fonds et de torture. Le principal enquêteur a également été licencié ⁽³²⁾.

1.2.2 Saint-Pétersbourg

Les Tchétchènes de Saint-Pétersbourg sont relativement peu mentionnés dans les médias par rapport à d'autres groupes ethniques présents dans cette ville. Ce phénomène peut s'expliquer par le fait que les Tchétchènes de Saint-Pétersbourg sont considérés comme un groupe ethnique relativement nouveau et petit, officiellement composé de 1 482 personnes, bien que sa taille réelle ne soit pas connue ⁽³³⁾. Durant la seconde guerre de Tchétchénie (en phase active de 1999 à 2000), les membres de la diaspora de Saint-Pétersbourg ont envoyé une aide humanitaire à leurs compatriotes et se sont efforcés de mettre leurs proches à l'abri. Une grande partie des Tchétchènes qui vivent à Saint-Pétersbourg aujourd'hui sont arrivés durant cette seconde guerre. Un représentant de l'ancienne diaspora de Saint-Pétersbourg, Abdoulla Daoudov, doyen de la faculté d'histoire de l'université de Saint-Pétersbourg et président de l'organisation «Congrès vaïnakh», estime qu'environ 10 000 personnes sont arrivées à ce moment-là ⁽³⁴⁾.

Beaucoup viennent à Saint-Pétersbourg dans l'espoir de trouver du travail, les emplois se faisant rares en Tchétchénie. D'après le doyen de la faculté d'histoire, la condition la plus importante pour qu'une personne décide de déménager est la présence de connaissances susceptibles de lui apporter de l'aide ou de l'accueillir temporairement. Un professeur

⁽²⁸⁾ Village (The), Как всё устроено. Чеченская девушка [How everything works. The Chechen girl], 1 July 2015 ([url](#)).

⁽²⁹⁾ Bolshoi Gorod, Чеченцы [Chechens], 16 May 2012 ([url](#)).

⁽³⁰⁾ ura.ru, Пули свистели повсюду [Bullets whistled everywhere], 6 February 2015 ([url](#)).

⁽³¹⁾ Novaya Gazeta, Москва-Юрт [Moscow yurt], 24 March 2013 ([url](#)); Crime Russia, Armed Kadyrov fighters in Moscow as Chechen phenomenon, 27 April 2016 ([url](#)).

⁽³²⁾ Novaya Gazeta, Москва-Юрт [Moscow yurt], 24 March 2013 ([url](#)).

⁽³³⁾ Fadeev, P.V., 'Этнические группы Санкт-Петербурга в представлении СМИ' ['Ethnic groups of St. Petersburg in the media presentation'], 2017 ([url](#)), p. 116.

⁽³⁴⁾ Online 812, Насколько петербургские чеченцы зависят от Рамзана Кадырова [The extent to which the Chechens of Chechnya depend on Ramzan Kadyrov], 27 April 2016 ([url](#)).

d'université a admis que le nombre d'étudiants tchétchènes à Saint-Pétersbourg était encore très faible ⁽³⁵⁾.

La composition sociale de la population tchétchène est variée. Presque tous parlent la langue tchétchène et continuent d'agir conformément à leurs traditions nationales ⁽³⁶⁾. D'après des représentants de la diaspora, la population tchétchène de Saint-Pétersbourg se compose d'hommes d'affaires, d'agents de sécurité, d'avocats et de franchisés McDonald's. On compte également des médecins, des professeurs d'université et des peintres. Beaucoup travaillent dans le secteur de la construction et dans l'industrie pétrolière, mais principalement dans des entreprises de taille moyenne: ils sont généralement propriétaires de leur propre magasin ou d'une petite entreprise. Traditionnellement, les Tchétchènes ne s'adonnent pas au commerce sur les marchés en plein air de la ville ⁽³⁷⁾.

Herman Sadoulaev, écrivain tchétchène installé à Saint-Pétersbourg, ne croit pas que la structure clanique soit compatible avec une société tchétchène moderne. Selon lui, «[l]a nation tchétchène n'est pas plus clanique que la nation russe. Les éventuelles relations et communautés reposent uniquement sur des liens de parenté ou sociaux». Il fait aussi remarquer qu'il n'est pas dans l'habitude des Tchétchènes de former des quartiers ethniques et de créer des sous-cultures – ils s'intègrent généralement assez bien dans la culture commune ⁽³⁸⁾.

D'après les Tchétchènes de Saint-Pétersbourg, la diaspora ne serait pas particulièrement soudée. Ils disent se rassembler davantage autour d'activités culturelles organisées soit par la représentation de la République tchétchène dans la ville, soit par le fameux Congrès vainakh – une organisation que l'on désigne souvent comme «la diaspora tchétchène». Le Congrès vainakh se compose d'un conseil et de groupes responsables de différentes tâches et activités, telles que la mise en place de programmes culturels et linguistiques ou la protection des droits des individus ⁽³⁹⁾.

1.2.3 Volgograd

Alors que l'oblast de Volgograd est confronté à un phénomène de dépeuplement en raison des processus migratoires, certaines communautés ont vu leur population augmenter considérablement. C'est le cas des groupes ethniques du Caucase, qui demeurent les diasporas régionales les plus représentées ⁽⁴⁰⁾. D'après le Centre statistique local, on recenserait plus de 9 000 Tchétchènes dans la région de Volgograd ⁽⁴¹⁾. Cependant, lors d'une réunion avec le Service de l'immigration du Danemark, des représentants du Centre des droits

⁽³⁵⁾ Online 812, Насколько петербургские чеченцы зависят от Рамзана Кадырова [The extent to which the Chechens of Chechnya depend on Ramzan Kadyrov], 27 April 2016 ([url](#)).

⁽³⁶⁾ Fadeev, P.V., 'Этнические группы Санкт-Петербурга в представлении СМИ' ['Ethnic groups of St. Petersburg in the media presentation'], 2017 ([url](#)), p. 116.

⁽³⁷⁾ Online 812, Насколько петербургские чеченцы зависят от Рамзана Кадырова [The extent to which the Chechens of Chechnya depend on Ramzan Kadyrov], 27 April 2016 ([url](#)).

⁽³⁸⁾ Online 812, Насколько петербургские чеченцы зависят от Рамзана Кадырова [The extent to which the Chechens of Chechnya depend on Ramzan Kadyrov], 27 April 2016 ([url](#)).

⁽³⁹⁾ Online 812, Насколько петербургские чеченцы зависят от Рамзана Кадырова [The extent to which the Chechens of Chechnya depend on Ramzan Kadyrov], 27 April 2016 ([url](#)).

⁽⁴⁰⁾ Sushchiy, S.Ya., Этнoдемографический Потенциал и Миграционная Динамика в Волгоградской Области: Тренды и Прогнозы [Ethnodemographic Potential and Migratory Dynamics in the Volgograd Region: Trends and Forecasts], 2016 ([url](#)).

⁽⁴¹⁾ Grozny Inform, О жизни чеченцев и роли Представительства Главы ЧР в Волгоградской области [On the life of Chechens and the role of the Representative Office of the Head of the Chechen Republic in the Volgograd Region], 1 June 2016 ([url](#)).

de l'homme «Memorial»⁽⁴²⁾ ont indiqué qu'en réalité, plus de 20 000 Tchétchènes vivaient dans la région de Volgograd. Certains vivent là depuis une trentaine d'années⁽⁴³⁾.

D'après une agence de presse gouvernementale tchétchène, les Tchétchènes qui vivent dans la région de Volgograd travaillent dans «différentes sphères de la vie économique»⁽⁴⁴⁾.

(42) Le Centre commémoratif des droits de l'homme, possède des bureaux dans 4 régions de Russie et 39 bureaux du réseau de la migration et du droit. Website: <http://www.memohrc.org/>.

(43) DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, January 2015 ([url](#)), p. 73.

(44) Grozny Inform, О жизни чеченцев и роли Представительства Главы ЧР в Волгоградской области [On the life of Chechens and the role of the Representative Office of the Head of the Chechen Republic in the Volgograd Region], 1 June 2016 ([url](#)).

2. Exigences juridiques

2.1 Enregistrement de résidence

2.1.1 Procédure

La loi sur le droit des citoyens de la Fédération de Russie à la liberté de circulation et au choix du lieu de séjour et de résidence sur le territoire de la Fédération de Russie oblige les citoyens de la Fédération à faire enregistrer leur lieu de résidence permanente ou temporaire auprès des autorités ⁽⁴⁵⁾. L'enregistrement en tant que tel consiste simplement à communiquer aux autorités son adresse ou son lieu de résidence ⁽⁴⁶⁾.

L'enregistrement de résidence s'effectue dans un bureau local du MVD, dans un centre multifonctionnel (CMF), sur le portail électronique Gosuslugi ⁽⁴⁷⁾ ou par courrier électronique (seulement pour un enregistrement temporaire) ⁽⁴⁸⁾. L'enregistrement de résidence permanente est l'enregistrement de l'adresse où la personne vit en permanence. Il est également possible d'enregistrer une adresse temporaire, par exemple, dans un hôtel, un établissement médical, une prison, un appartement ou autre ⁽⁴⁹⁾.

Enregistrement de résidence permanente

Lorsqu'une personne change son adresse de résidence permanente, elle doit le signaler aux autorités dans un délai de sept jours. Pour procéder à l'enregistrement, la personne doit se munir de son passeport, d'une demande d'enregistrement et d'un document prouvant qu'elle a le droit de s'enregistrer à l'adresse en question, par exemple un contrat de bail. Le document en tant que tel n'est pas nécessaire lorsque les autorités ont déjà accès aux informations qu'il contient ⁽⁵⁰⁾. Une fois achevé, l'enregistrement de résidence permanente est confirmé au moyen d'un tampon dans le passeport intérieur ⁽⁵¹⁾.

⁽⁴⁵⁾ base.garant.ru, Закон РФ от 25 июня 1993 г. N 5242-1 "О праве граждан Российской Федерации на свободу передвижения, выбор места пребывания и жительства в пределах Российской Федерации" (с изменениями и дополнениями) [Law of the Russian Federation nr 5242-1 "On the Right of the Citizens of the Russian Federation to the Freedom of Movement, the Choice of the Place of Stay and Residence within the Russian Federation" (as amended)], 25 June 1993 ([url](#)).

⁽⁴⁶⁾ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, January 2015 ([url](#)), p. 75.

⁽⁴⁷⁾ Moi dokumenty, gosudarstvennye i municipal'nye uslugi [My Documents – Municipal and State Services], Как прописаться через МФЦ [How to register through an MFC], 18 January 2018 ([url](#)).

⁽⁴⁸⁾ Main Directorate for Migration Affairs of the Ministry of the Interior of the Russian Federation (The), Регистрационный учет [Registration], n.d. ([url](#)).

⁽⁴⁹⁾ Main Directorate for Migration Affairs of the Ministry of the Interior of the Russian Federation (The), Регистрационный учет [Registration], n.d. ([url](#)).

⁽⁵⁰⁾ Main Directorate for Migration Affairs of the Ministry of the Interior of the Russian Federation (The), Регистрационный учет [Registration], n.d. ([url](#)); garant.ru, Приказ МВД России от 31 декабря 2017 г. № 984 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по регистрационному учету граждан Российской Федерации по месту пребывания и по месту жительства в пределах Российской Федерации" [Administrative rules of MVD RF concerning the registration of citizens of the Russian Federation at a temporary or permanent residence within the Russian Federation], 31 December 2017 ([url](#)), article 49.

⁽⁵¹⁾ garant.ru, Приказ МВД России от 31 декабря 2017 г. № 984 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по регистрационному учету граждан Российской Федерации по месту пребывания и по месту жительства в пределах Российской Федерации" [Administrative rules of MVD RF concerning the registration of citizens of the Russian Federation at a temporary or permanent residence within the Russian Federation], 31 December 2017 ([url](#)), article 26.1, 118.2.

L'enregistrement ne peut être supprimé que sur demande de la personne concernée ⁽⁵²⁾. La procédure ne doit pas forcément être lancée auprès des autorités de l'adresse initiale, mais peut aussi se faire auprès des autorités du nouveau domicile ⁽⁵³⁾. La suppression de l'enregistrement est confirmée par un tampon dans le passeport intérieur ⁽⁵⁴⁾. L'enregistrement d'une nouvelle adresse permanente entraîne automatiquement la suppression de l'ancien enregistrement par les autorités de la nouvelle adresse ⁽⁵⁵⁾.

Enregistrement de résidence temporaire

Un enregistrement temporaire doit être effectué lorsqu'une personne réside à une adresse différente de celle de son domicile permanent pendant plus de 90 jours. L'enregistrement d'une adresse temporaire ne remet pas en cause l'enregistrement de résidence permanente. Pour faire enregistrer une adresse temporaire, il faut se munir de son passeport, d'une demande d'enregistrement temporaire, ainsi que d'un document prouvant qu'on a le droit de s'enregistrer à l'adresse en question. Une personne qui réside temporairement à une adresse sur la base d'un contrat de bail social n'est pas tenue de présenter ce document, étant donné que les autorités ont déjà accès à ces informations. Une fois l'enregistrement effectué, la personne reçoit une attestation d'enregistrement temporaire ⁽⁵⁶⁾.

L'enregistrement temporaire prend automatiquement fin à la date mentionnée au moment où l'enregistrement a été demandé. L'enregistrement temporaire dans un endroit tel qu'un hôtel, un camping ou un établissement médical prend automatiquement fin au moment du départ de la personne. Si cette dernière part plus tôt que prévu, les autorités doivent en être informées ⁽⁵⁷⁾.

⁽⁵²⁾ Main Directorate for Migration Affairs of the Ministry of the Interior of the Russian Federation (The), Регистрационный учет [Registration], n.d. ([url](#)).

⁽⁵³⁾ garant.ru, Приказ МВД России от 31 декабря 2017 г. № 984 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по регистрационному учету граждан Российской Федерации по месту пребывания и по месту жительства в пределах Российской Федерации" [Administrative rules of MVD RF concerning the registration of citizens of the Russian Federation at a temporary or permanent residence within the Russian Federation], 31 December 2017 ([url](#)), article 54.1.

⁽⁵⁴⁾ garant.ru, Приказ МВД России от 31 декабря 2017 г. № 984 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по регистрационному учету граждан Российской Федерации по месту пребывания и по месту жительства в пределах Российской Федерации" [Administrative rules of MVD RF concerning the registration of citizens of the Russian Federation at a temporary or permanent residence within the Russian Federation], 31 December 2017 ([url](#)), article 118.3.1.

⁽⁵⁵⁾ garant.ru, Приказ МВД России от 31 декабря 2017 г. № 984 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по регистрационному учету граждан Российской Федерации по месту пребывания и по месту жительства в пределах Российской Федерации" [Administrative rules of MVD RF concerning the registration of citizens of the Russian Federation at a temporary or permanent residence within the Russian Federation], 31 December 2017 ([url](#)), articles 118.2.1, 118.2.2.

⁽⁵⁶⁾ Main Directorate for Migration Affairs of the Ministry of the Interior of the Russian Federation (The), Регистрационный учет [Registration], n.d. ([url](#)); garant.ru, Приказ МВД России от 31 декабря 2017 г. № 984 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по регистрационному учету граждан Российской Федерации по месту пребывания и по месту жительства в пределах Российской Федерации" [Administrative rules of MVD RF concerning the registration of citizens of the Russian Federation at a temporary or permanent residence within the Russian Federation], 31 December 2017 ([url](#)), article 118.1.

⁽⁵⁷⁾ Main Directorate for Migration Affairs of the Ministry of the Interior of the Russian Federation (The), Регистрационный учет [Registration], n.d. ([url](#)).

2.1.2 Dans la pratique

Bien que tous les Russes puissent rencontrer des problèmes au cours de la procédure, l'enregistrement de résidence semble plus compliqué pour les personnes originaires du Caucase. D'après l'organisation de surveillance SOVA, «les migrants en provenance du Caucase sont souvent soumis à des contrôles supplémentaires de la part du ministère de l'intérieur et d'autres structures de surveillance»⁽⁵⁸⁾.

D'un point de vue légal, l'absence d'enregistrement ne constitue pas un motif suffisant pour limiter les droits et les devoirs que la Constitution russe confère aux citoyens de la Fédération de Russie⁽⁵⁹⁾. Dans la pratique, toutefois, le ministère des affaires étrangères américain a constaté en 2017 que «[l]es autorités ont souvent refusé de fournir des services gouvernementaux aux personnes qui ne possédaient pas de passeport interne ou qui n'étaient pas enregistrées, et de nombreux gouvernements régionaux ont continué de restreindre ce droit en appliquant des règles d'enregistrement très proches des réglementations de l'époque soviétique»⁽⁶⁰⁾. D'après l'organisation Freedom House, «certaines autorités régionales imposent des règles d'enregistrement qui restreignent le droit des citoyens à choisir leur lieu de résidence, en particulier pour les minorités ethniques et les migrants en provenance du Caucase et d'Asie centrale»⁽⁶¹⁾.

Un rapport publié en 2015 par le Service de l'immigration du Danemark sur les Tchétchènes dans la Fédération de Russie a révélé que l'enregistrement n'était généralement pas un problème pour les Tchétchènes et que ceux-ci, même s'ils étaient parfois confrontés à des pratiques de discrimination ou de corruption de la part des fonctionnaires, finissaient toujours par obtenir leur enregistrement⁽⁶²⁾. Aucune nouvelle information sur ce sujet n'a été portée à notre connaissance durant nos recherches dans le cadre du présent rapport.

En 2013, afin de lutter contre les «appartements fictifs», c'est-à-dire des appartements où sont enregistrées (en masse) des personnes qui n'y vivent pas, les autorités russes ont durci les règles d'enregistrement en ajoutant un article concernant les enregistrements fictifs dans le Code pénal. Bien qu'il ait été un temps possible de s'enregistrer à un endroit et de vivre à un autre, cette pratique est désormais formellement interdite. L'article 322, paragraphe 2, du Code pénal prévoit des amendes de 100 000 à 500 000 RUB ou jusqu'à trois ans d'emprisonnement en cas d'enregistrement frauduleux (autrement dit, le fait de demander un enregistrement sur la base de fausses informations/de faux documents ou de s'enregistrer à une adresse sans avoir l'intention d'y vivre)⁽⁶³⁾. Par ailleurs, l'amende administrative pour les personnes qui vivent quelque part sans avoir procédé à l'enregistrement a été augmentée

⁽⁵⁸⁾ SOVA Center for Information and Analysis, Crimea SOS, FIDH, ADC Memorial, Racism, discrimination and fight against "extremism" in contemporary Russia and its controlled territories, 2017 ([url](#)), p. 31.

⁽⁵⁹⁾ [base.garant.ru](#), Закон РФ от 25 июня 1993 г. N 5242-1 "О праве граждан Российской Федерации на свободу передвижения, выбор места пребывания и жительства в пределах Российской Федерации" (с изменениями и дополнениями) [Law of the Russian Federation nr 5242-1 "On the Right of the Citizens of the Russian Federation to the Freedom of Movement, the Choice of the Place of Stay and Residence within the Russian Federation" (as amended)], 25 June 1993 ([url](#)), Article 3.

⁽⁶⁰⁾ US DoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Russia, 20 April 2018 ([url](#)), p. 36.

⁽⁶¹⁾ Freedom House, Freedom in the World 2018, 2018 ([url](#)), accessed 17 April 2018.

⁽⁶²⁾ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, January 2015 ([url](#)), p. 75.

⁽⁶³⁾ [base.garant.ru](#), Уголовный кодекс [Criminal Code of the Russian Federation], 21 December 2013 ([url](#)), article 322.

et varie désormais entre 2 000 et 3 000 RUB. Ces amendes sont encore plus lourdes à Moscou et à Saint-Pétersbourg ⁽⁶⁴⁾.

En mai 2017, le MVD a annoncé qu'entre le 1^{er} janvier 2014 et le 1^{er} janvier 2016, le nombre de ces «appartements fictifs» avait pratiquement été divisé par 200, passant de 10 090 à 59. En 2016, plus de 3 000 infractions concernant des enregistrements fictifs concernant des citoyens russes ont été recensées ⁽⁶⁵⁾. En 2017, les autorités du Primorié ont supprimé 338 enregistrements jugés fictifs ⁽⁶⁶⁾.

Malgré cela, le ministère américain des affaires étrangères a constaté en 2017 que de nombreux propriétaires préféraient ne pas enregistrer leurs locataires pour des raisons fiscales ⁽⁶⁷⁾.

Pour plus d'informations sur le traçage des Tchétchènes grâce aux procédures d'enregistrement, voir la [Section 6.2.2](#).

2.2 Passeport intérieur

2.2.1 Procédure

La direction générale des affaires migratoires du ministère de l'intérieur de la Fédération de Russie (GUVM MVD RF) est responsable de l'émission des passeports intérieurs ⁽⁶⁸⁾. Les citoyens russes sont obligés de posséder un tel passeport ⁽⁶⁹⁾. Le premier passeport est délivré à l'âge de 14 ans. Ensuite, ce document doit être renouvelé lorsque la personne atteint l'âge de 20 ans et de 45 ans, lorsqu'elle change de nom ou que des changements sont apportés à sa date ou à son lieu de naissance, lorsqu'elle a subi un changement de sexe, ou encore lorsque le passeport est endommagé ou qu'il contient des informations inexacts ⁽⁷⁰⁾. Le passeport doit être renouvelé dans les 30 jours qui suivent l'apparition de l'une de ces situations ⁽⁷¹⁾.

⁽⁶⁴⁾ garant.ru, Федеральный закон от 21 декабря 2013 г. N 376-ФЗ "О внесении изменений в отдельные законодательные акты Российской Федерации" [Survey of document – Federal Law of 21 December 2013 nr 376-FZ "On implementing changes in different legislative acts of the Russian Federation], 23 December 2013 ([url](#)); garant.ru, Кодекс Российской Федерации об административных правонарушениях [Code of the Russian Federation nr 195-FZ on Administrative Offenses], 30 December 2001 ([url](#)), article 19.5.

⁽⁶⁵⁾ TASS, Количество "резиновых квартир" сократилось в России почти в 200 раз [The number of 'rubber apartments' in Russia has fallen by almost 200 times], 6 May 2017 ([url](#)).

⁽⁶⁶⁾ Primorsky Krai Administration, «Резиновые квартиры» обнаружены во Владивостоке, Уссурйске и Артеме ["Rubber apartments" found in Vladivostok, Ussuriysk and Artem], 28 January 2018 ([url](#)).

⁽⁶⁷⁾ US DoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Russia, 20 April 2018 ([url](#)), p. 39.

⁽⁶⁸⁾ Main Directorate for Migration Affairs of the Ministry of the Interior of the Russian Federation (The), Выдача паспорта гражданина Российской Федерации [Issuance of internal passports to citizens of the Russian Federation], n.d. ([url](#)).

⁽⁶⁹⁾ base.garant.ru, Постановление Правительства РФ от 8 июля 1997 г. N 828 "Об утверждении Положения о паспорте гражданина Российской Федерации, образца бланка и описания паспорта гражданина Российской Федерации" (с изменениями и дополнениями) [Internal Passport Regulations], 8 July 1997 ([url](#)), article 1.

⁽⁷⁰⁾ base.garant.ru, Постановление Правительства РФ от 8 июля 1997 г. N 828 "Об утверждении Положения о паспорте гражданина Российской Федерации, образца бланка и описания паспорта гражданина Российской Федерации" (с изменениями и дополнениями) [Internal Passport Regulations], 8 July 1997 ([url](#)), articles 7, 12.

⁽⁷¹⁾ base.garant.ru, Постановление Правительства РФ от 8 июля 1997 г. N 828 "Об утверждении Положения о паспорте гражданина Российской Федерации, образца бланка и описания паспорта гражданина Российской Федерации" (с изменениями и дополнениями) [Internal Passport Regulations], 8 July 1997 ([url](#)), article 15.

La demande de passeport intérieur peut se faire sur le lieu de résidence permanente, sur le lieu de résidence temporaire ou à n'importe quel autre endroit ⁽⁷²⁾. Elle s'effectue dans un bureau local du MVD ou sur le portail électronique des services publics Gosuslugi ⁽⁷³⁾. Depuis le 1^{er} février 2017, il est également possible de demander ou de faire renouveler un passeport intérieur via un CMF ⁽⁷⁴⁾. Il n'est toutefois pas possible de passer par un CMF ou par le portail électronique lorsque le passeport demandé est le premier passeport délivré à l'âge de 14 ans ou, d'une manière générale, après l'obtention de la citoyenneté russe, ou encore lorsque le passeport est demandé en raison du vol ou de la perte du passeport précédent ⁽⁷⁵⁾.

Les documents nécessaires pour demander/faire renouveler un passeport intérieur sont les suivants ⁽⁷⁶⁾:

- un formulaire de demande;
- un acte de naissance;
- deux photographies;
- des documents indiquant le statut militaire/le livret militaire;
- les certificats de mariage/divorce;
- les actes de naissance des enfants âgés de moins de 14 ans;
- une preuve de paiement des frais administratifs;
- dans le cas d'un renouvellement de passeport, l'ancien passeport.

Si le passeport est volé ou perdu, son titulaire doit adresser une demande, dans laquelle il décrit dans quelles circonstances, à quel moment et à quel endroit le passeport a été perdu, et qu'il accompagne de deux photographies et d'une preuve de paiement. En cas de vol, il faut

⁽⁷²⁾ garant.ru, Приказ МВД России от 13 ноября 2017 г. N 851 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по выдаче, замене паспортов гражданина Российской Федерации, удостоверяющих личность гражданина Российской Федерации на территории Российской Федерации" [Administrative rules of the MVD RF for issuing and replacing passports for citizens of the Russian Federation in the Russian Federation], 13 November 2017 ([url](#)), article 71.

⁽⁷³⁾ base.garant.ru, Постановление Правительства РФ от 8 июля 1997 г. N 828 "Об утверждении Положения о паспорте гражданина Российской Федерации, образца бланка и описания паспорта гражданина Российской Федерации" (с изменениями и дополнениями) [Internal Passport Regulations], 8 July 1997 ([url](#)), article 14; garant.ru, Приказ МВД России от 13 ноября 2017 г. N 851 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по выдаче, замене паспортов гражданина Российской Федерации, удостоверяющих личность гражданина Российской Федерации на территории Российской Федерации" [Administrative rules of the MVD RF for issuing and replacing passports for citizens of the Russian Federation in the Russian Federation], 13 November 2017 ([url](#)), articles 72, 73, 74.

⁽⁷⁴⁾ Rossiyskaya Gazeta, Стол меняет адрес [The Desk changes its address], 27 September 2016 ([url](#)).

⁽⁷⁵⁾ garant.ru, Приказ МВД России от 13 ноября 2017 г. N 851 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по выдаче, замене паспортов гражданина Российской Федерации, удостоверяющих личность гражданина Российской Федерации на территории Российской Федерации" [Administrative rules of the MVD RF for issuing and replacing passports for citizens of the Russian Federation in the Russian Federation], 13 November 2017 ([url](#)), articles 72, 73, 74.

⁽⁷⁶⁾ Main Directorate for Migration Affairs of the Ministry of the Interior of the Russian Federation (The), Выдача паспорта гражданина Российской Федерации [Issuance of internal passports to citizens of the Russian Federation], n.d. ([url](#)); garant.ru, Приказ МВД России от 13 ноября 2017 г. N 851 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по выдаче, замене паспортов гражданина Российской Федерации, удостоверяющих личность гражданина Российской Федерации на территории Российской Федерации" [Administrative rules of the MVD RF for issuing and replacing passports for citizens of the Russian Federation in the Russian Federation], 13 November 2017 ([url](#)), articles 30, 32, 33.

également inclure le rapport de police ou expliquer soi-même dans quel commissariat le vol a été déclaré ⁽⁷⁷⁾.

L'émission d'un nouveau passeport coûte 300 RUB, tandis que le remplacement d'un passeport perdu ou endommagé coûte 1 500 RUB ⁽⁷⁸⁾.

Les personnes qui ne possèdent pas d'acte de naissance peuvent en obtenir un nouveau au service d'état civil de leur lieu de naissance ou de leur lieu de résidence permanente. S'il n'est pas possible de fournir un acte de naissance, par exemple parce que l'original n'est pas consigné dans les archives (auquel cas cette perte doit être confirmée par un officier de l'état civil en Russie) ou parce que la naissance a été déclarée à l'étranger, un passeport peut être délivré sur la base d'autres documents fournissant les informations nécessaires ⁽⁷⁹⁾. Lorsque l'acte de naissance ne peut être obtenu car non consigné dans les archives, il est également possible de demander l'établissement d'un nouvel acte de naissance par décision judiciaire ⁽⁸⁰⁾.

2.2.2 Dans la pratique

Aucune information directement liée à la délivrance de passeports pour les Tchétchènes n'a été portée à notre connaissance durant nos recherches dans le cadre du présent rapport.

2.3 Passeport extérieur

2.3.1 Procédure

Il existe deux types de passeports extérieurs: les passeports biométriques, qui restent valables pendant dix ans, et les anciens passeports, d'une validité de cinq ans. Dans les deux cas, les

⁽⁷⁷⁾ garant.ru, Приказ МВД России от 13 ноября 2017 г. N 851 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по выдаче, замене паспортов гражданина Российской Федерации, удостоверяющих личность гражданина Российской Федерации на территории Российской Федерации" [Administrative rules of the MVD RF for issuing and replacing passports for citizens of the Russian Federation in the Russian Federation], 13 November 2017 ([url](#)), article 32.1; Main Directorate for Migration Affairs of the Ministry of the Interior of the Russian Federation (The), Выдача паспорта гражданина Российской Федерации [Issuance of internal passports to citizens of the Russian Federation, n.d. ([url](#)).

⁽⁷⁸⁾ Main Directorate for Migration Affairs of the Ministry of the Interior of the Russian Federation (The), Выдача паспорта гражданина Российской Федерации [Issuance of internal passports to citizens of the Russian Federation, n.d. ([url](#)); garant.ru, Приказ МВД России от 13 ноября 2017 г. N 851 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по выдаче, замене паспортов гражданина Российской Федерации, удостоверяющих личность гражданина Российской Федерации на территории Российской Федерации" [Administrative rules of the MVD RF for issuing and replacing passports for citizens of the Russian Federation in the Russian Federation], 13 November 2017 ([url](#)), article 49.

⁽⁷⁹⁾ garant.ru, Приказ МВД России от 13 ноября 2017 г. N 851 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по выдаче, замене паспортов гражданина Российской Федерации, удостоверяющих личность гражданина Российской Федерации на территории Российской Федерации" [Administrative rules of the MVD RF for issuing and replacing passports for citizens of the Russian Federation in the Russian Federation], 13 November 2017 ([url](#)), article 37; base.garant.ru, Постановление Правительства РФ от 8 июля 1997 г. N 828 "Об утверждении Положения о паспорте гражданина Российской Федерации, образца бланка и описания паспорта гражданина Российской Федерации" (с изменениями и дополнениями) [Internal Passport Regulations], 8 July 1997 ([url](#)), article 11.

⁽⁸⁰⁾ base.garant.ru, Федеральный закон N 143-ФЗ "Об актах гражданского состояния" (с изменениями и дополнениями) [Federal law of the Russian Federation nr 143-FZ "On civil registry acts"], 15 November 1997 ([url](#)), article 74.

demandes peuvent se faire dans un bureau du MVD, dans un CMF ou sur le portail électronique Gosuslugi ⁽⁸¹⁾.

Elles s'effectuent sur le lieu de résidence permanente, sur le lieu de résidence temporaire ou sur le lieu de résidence effective ⁽⁸²⁾.

Pour demander un passeport extérieur, il convient de présenter les documents suivants:⁸³

- le formulaire de demande en deux exemplaires;
- une pièce d'identité;
- l'ancien passeport extérieur, s'il est toujours valide;
- l'autorisation écrite du commandant si la personne exerce en tant que militaire;

⁽⁸¹⁾ garant.ru, Приказ МВД России от 16 ноября 2017 г. N 864 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по оформлению и выдаче паспортов гражданина Российской Федерации, удостоверяющих личность гражданина Российской Федерации за пределами территории Российской Федерации" [Administrative rules of the MVD RF on delivering the state service of producing and issuing passports for citizens of the Russian Federation, confirming their identity outside the territory of the Russian Federation], 16 November 2017 ([url](#)), articles 23, 37 and 41; garant.ru, №889 "Об Утверждении Административного Регламента Министерства Внутренних Дел Российской Федерации По Предоставлению Государственной Услуги По Оформлению И Выдаче Паспортов Гражданина Российской Федерации, Удостоверяющих Личность Гражданина Российской Федерации За Пределами Территории Российской Федерации, Содержащих Электронный Носитель Информации" [Administrative rules of the MVD RF on delivering the state service of producing and issuing passports for citizens of the Russian Federation, confirming their identity outside the territory of the Russian Federation, containing an electronic information chip], 27 November 2017 ([url](#)), articles 23, 24, 37, 41 and 100.

⁽⁸²⁾ Main Directorate for Migration Affairs of the Ministry of the Interior of the Russian Federation (The), Оформление загранпаспорта [Obtaining a foreign passport], n.d. ([url](#)); garant.ru, Приказ МВД России от 16 ноября 2017 г. N 864 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по оформлению и выдаче паспортов гражданина Российской Федерации, удостоверяющих личность гражданина Российской Федерации за пределами территории Российской Федерации" [Administrative rules of the MVD RF on delivering the state service of producing and issuing passports for citizens of the Russian Federation, confirming their identity outside the territory of the Russian Federation], 16 November 2017 ([url](#)), article 100; garant.ru, №889 "Об Утверждении Административного Регламента Министерства Внутренних Дел Российской Федерации По Предоставлению Государственной Услуги По Оформлению И Выдаче Паспортов Гражданина Российской Федерации, Удостоверяющих Личность Гражданина Российской Федерации За Пределами Территории Российской Федерации, Содержащих Электронный Носитель Информации" [Administrative rules of the MVD RF on delivering the state service of producing and issuing passports for citizens of the Russian Federation, confirming their identity outside the territory of the Russian Federation, containing an electronic information chip], 27 November 2017 ([url](#)), article 100.

⁽⁸³⁾ garant.ru, Приказ МВД России от 16 ноября 2017 г. N 864 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по оформлению и выдаче паспортов гражданина Российской Федерации, удостоверяющих личность гражданина Российской Федерации за пределами территории Российской Федерации" [Administrative rules of the MVD RF on delivering the state service of producing and issuing passports for citizens of the Russian Federation, confirming their identity outside the territory of the Russian Federation], 16 November 2017 ([url](#)), article 37; garant.ru, №889 "Об Утверждении Административного Регламента Министерства Внутренних Дел Российской Федерации По Предоставлению Государственной Услуги По Оформлению И Выдаче Паспортов Гражданина Российской Федерации, Удостоверяющих Личность Гражданина Российской Федерации За Пределами Территории Российской Федерации, Содержащих Электронный Носитель Информации" [Administrative rules of the MVD RF on delivering the state service of producing and issuing passports for citizens of the Russian Federation, confirming their identity outside the territory of the Russian Federation, containing an electronic information chip], 27 November 2017 ([url](#)), article 37.

- pour les hommes âgés de 18 à 27 ans, une preuve écrite (livret militaire avec les indications correspondantes) que la personne n'est pas appelée à effectuer un service régulier ou de remplacement;
- trois photographies.

Des documents supplémentaires peuvent être exigés dans certains cas, par exemple lorsque le demandeur est mineur ou lorsque le passeport précédent a été volé ⁽⁸⁴⁾

Lorsque la demande est effectuée sur le lieu de résidence permanente, la procédure prend un mois. Lorsqu'elle est effectuée sur le lieu de résidence temporaire, la procédure nécessite quatre mois ⁽⁸⁵⁾.

Une personne peut se voir temporairement empêchée de quitter le territoire dans les cas suivants ⁽⁸⁶⁾:

- la personne a accès à des informations classifiées dans le cadre de ses fonctions professionnelles et son contrat prévoit une interdiction de quitter le pays pendant une période maximale de cinq ans;
- la personne est appelée à effectuer un service militaire régulier ou de remplacement et ne peut quitter le territoire pendant la durée de son service;
- la personne est soupçonnée ou accusée dans une affaire pénale;
- la personne a été reconnue coupable d'un crime et ne peut quitter le territoire avant la fin de sa peine;
- la personne ne se conforme pas à une décision de justice;

⁽⁸⁴⁾ garant.ru, Приказ МВД России от 16 ноября 2017 г. N 864 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по оформлению и выдаче паспортов гражданина Российской Федерации, удостоверяющих личность гражданина Российской Федерации за пределами территории Российской Федерации" [Administrative rules of the MVD RF on delivering the state service of producing and issuing passports for citizens of the Russian Federation, confirming their identity outside the territory of the Russian Federation], 16 November 2017 ([url](#)), article 37; garant.ru, №889 "Об Утверждении Административного Регламента Министерства Внутренних Дел Российской Федерации По Предоставлению Государственной Услуги По Оформлению И Выдаче Паспортов Гражданина Российской Федерации, Удостоверяющих Личность Гражданина Российской Федерации За Пределами Территории Российской Федерации, Содержащих Электронный Носитель Информации" [Administrative rules of the MVD RF on delivering the state service of producing and issuing passports for citizens of the Russian Federation, confirming their identity outside the territory of the Russian Federation, containing an electronic information chip], 27 November 2017 ([url](#)), article 37.

⁽⁸⁵⁾ garant.ru, Приказ МВД России от 16 ноября 2017 г. N 864 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по оформлению и выдаче паспортов гражданина Российской Федерации, удостоверяющих личность гражданина Российской Федерации за пределами территории Российской Федерации" [Administrative rules of the MVD RF on delivering the state service of producing and issuing passports for citizens of the Russian Federation, confirming their identity outside the territory of the Russian Federation], 16 November 2017 ([url](#)), articles 27.1 and 27.3; garant.ru, №889 "Об Утверждении Административного Регламента Министерства Внутренних Дел Российской Федерации По Предоставлению Государственной Услуги По Оформлению И Выдаче Паспортов Гражданина Российской Федерации, Удостоверяющих Личность Гражданина Российской Федерации За Пределами Территории Российской Федерации, Содержащих Электронный Носитель Информации" [Administrative rules of the MVD RF on delivering the state service of producing and issuing passports for citizens of the Russian Federation, confirming their identity outside the territory of the Russian Federation, containing an electronic information chip], 27 November 2017 ([url](#)), articles 28.1 and 28.3.

⁽⁸⁶⁾ garant.ru, Федеральный закон от 15 августа 1996 г. N 114-ФЗ "О порядке выезда из Российской Федерации и въезда в Российскую Федерацию" (с изменениями и дополнениями) [Federal Law of the Russian Federation 114-FZ on exit from the Russian Federation and entry to the Russian Federation], 15 August 1996 ([url](#)), article 15.

- la personne a fourni de fausses informations lors de l'établissement de documents de voyage;
- la personne travaille pour le Service fédéral de sécurité et ne peut quitter le pays pendant la durée de son contrat.

N'importe laquelle de ces conditions constitue un motif suffisant pour refuser d'émettre ou de délivrer un passeport extérieur ⁽⁸⁷⁾. Lorsqu'il est décidé de refuser d'octroyer un passeport extérieur, la personne concernée en est informée par courriel ou par tout autre moyen de communication électronique, ou via le portail électronique ⁽⁸⁸⁾.

2.3.2 Dans la pratique

Aucune information concernant d'éventuels problèmes pour obtenir un passeport extérieur en raison de certaines origines ethniques n'a été portée à notre connaissance.

⁽⁸⁷⁾ garant.ru, Приказ МВД России от 16 ноября 2017 г. N 864 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по оформлению и выдаче паспортов гражданина Российской Федерации, удостоверяющих личность гражданина Российской Федерации за пределами территории Российской Федерации" [Administrative rules of the MVD RF on delivering the state service of producing and issuing passports for citizens of the Russian Federation, confirming their identity outside the territory of the Russian Federation], 16 November 2017 ([url](#)), article 52; garant.ru, №889 "Об Утверждении Административного Регламента Министерства Внутренних Дел Российской Федерации По Предоставлению Государственной Услуги По Оформлению И Выдаче Паспортов Гражданина Российской Федерации, Удостоверяющих Личность Гражданина Российской Федерации За Пределами Территории Российской Федерации, Содержащих Электронный Носитель Информации" [Administrative rules of the MVD RF on delivering the state service of producing and issuing passports for citizens of the Russian Federation, confirming their identity outside the territory of the Russian Federation, containing an electronic information chip], 27 November 2017 ([url](#)), article 54.

⁽⁸⁸⁾ garant.ru, Приказ МВД России от 16 ноября 2017 г. N 864 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по оформлению и выдаче паспортов гражданина Российской Федерации, удостоверяющих личность гражданина Российской Федерации за пределами территории Российской Федерации" [Administrative rules of the MVD RF on delivering the state service of producing and issuing passports for citizens of the Russian Federation, confirming their identity outside the territory of the Russian Federation], 16 November 2017 ([url](#)), article 181.2; garant.ru, №889 "Об Утверждении Административного Регламента Министерства Внутренних Дел Российской Федерации По Предоставлению Государственной Услуги По Оформлению И Выдаче Паспортов Гражданина Российской Федерации, Удостоверяющих Личность Гражданина Российской Федерации За Пределами Территории Российской Федерации, Содержащих Электронный Носитель Информации" [Administrative rules of the MVD RF on delivering the state service of producing and issuing passports for citizens of the Russian Federation, confirming their identity outside the territory of the Russian Federation, containing an electronic information chip], 27 November 2017 ([url](#)), article 189.2.

3. Conditions socio-économiques

3.1 Introduction

Les Tchétchènes étant des citoyens russes, ils sont libres de choisir leur lieu de résidence en Russie et ont droit aux mêmes prestations que n'importe quel autre citoyen russe. Dans la pratique, cependant, les Tchétchènes et les autres peuples du Caucase sont parfois exposés à des discriminations, d'après les conclusions d'un rapport établi par plusieurs ONG locales. Parmi les peuples du Caucase, «il existe une sorte de hiérarchie discriminatoire fondée sur les stéréotypes véhiculés par la société: les Tchétchènes et les Daghestanais seront plus souvent confrontés à des discriminations que les Arméniens ou les Géorgiens lors de leurs rapports avec les forces de l'ordre. Cette différence de traitement s'explique par les stéréotypes associés à certains groupes ethniques (agressivité, adhésion à l'Islam radical, etc.)»⁽⁸⁹⁾.

D'après un sondage d'opinion réalisé en juillet 2017 par une organisation russe de recherche, le Centre Levada, les sentiments xénophobes/ethnophobes chez les Russes n'ont jamais été aussi bas qu'actuellement. Cette tendance s'est amorcée en 2014. Les experts qui ont analysé le sondage attribuent cette amélioration à l'absence de discours xénophobes de la part des institutions gouvernementales et des mouvements politiques ou sociaux, à la baisse de la criminalité au sein des minorités ethniques, à la manière dont les sanctions imposées par les États-Unis et l'Union européenne ont uni tous les citoyens russes, sans distinction d'ethnie, ainsi qu'à une désaffection pour les problématiques internes au profit des problématiques externes. La peur des migrants a été remplacée par une peur de la guerre et des difficultés économiques⁽⁹⁰⁾. Une autre source explique la situation par le fait que l'attention a été détournée vers le conflit en Ukraine. Dans ce conflit, la Russie se positionne en tant qu'acteur de premier plan dans la lutte contre le fascisme et la xénophobie. La problématique relative aux peuples du Caucase devient dès lors moins urgente⁽⁹¹⁾. Par ailleurs, les sentiments xénophobes se sont déportés sur les migrants en provenance d'Asie centrale⁽⁹²⁾. Le fait que les chiffres n'aient jamais été aussi bas ne signifie pas pour autant que la xénophobie a disparu: 54 % des Russes estiment que le nombre d'ethnies vivant en Russie devrait être limité (bien qu'il ne soit pas précisé si cette remarque s'applique seulement aux ethnies étrangères ou aussi aux ethnies russes non slaves)⁽⁹³⁾.

D'après les premiers chiffres du SOVA, le nombre de personnes agressées en raison de leur origine ethnique non slave a diminué en 2017 par rapport à 2016. En 2017, le SOVA a recensé 28 agressions, contre 44 en 2016 (dont sept avaient entraîné le décès de la victime). Sur les 28 victimes, trois étaient originaires du Caucase, 16 d'Asie centrale et le reste d'autres pays. En plus de ces agressions individuelles, au moins deux agressions collectives visant des personnes d'Asie centrale et du Caucase se sont produites dans le métro ou dans le train. La religion ne semble pas jouer un rôle majeur dans ces agressions: les motifs étaient davantage ethniques que religieux. Bien que des agressions aient également visé des musulmans en raison de leur religion, la plupart se produisent en ligne⁽⁹⁴⁾. Cependant, les crimes de haine

⁽⁸⁹⁾ SOVA Center for Information and Analysis, Crimea SOS, FIDH, ADC Memorial, Racism, discrimination and fight against "extremism" in contemporary Russia and its controlled territories, 2017 ([url](#)), p. 28.

⁽⁹⁰⁾ Levada-center, The level of xenophobia in Russia has reached a minimum, 23 August 2017 ([url](#)).

⁽⁹¹⁾ Kavkaz.Realii, Кавказцы в России [Caucasians in Russia], 30 October 2016 ([url](#)).

⁽⁹²⁾ SOVA Center for Information and Analysis, Crimea SOS, FIDH, ADC Memorial, Racism, discrimination and fight against "extremism" in contemporary Russia and its controlled territories, 2017 ([url](#)), p. 34.

⁽⁹³⁾ Levada-center, The level of xenophobia in Russia has reached a minimum, 23 August 2017 ([url](#)).

⁽⁹⁴⁾ SOVA Center for Information and Analysis, Xenophobia in Figures: Hate Crime in Russia and Efforts to Counteract It in 2017, 12 February 2018 ([url](#)).

n'étant souvent pas classés comme tels par les autorités russes, leur véritable nombre peut être supérieur à celui mentionné par le SOVA.⁹⁵

3.2 Logement

Comme indiqué dans la [section 2.1 sur l'enregistrement de résidence](#), les citoyens doivent vivre à l'endroit où ils sont enregistrés. Cela signifie qu'une personne qui souhaite déménager dans une autre partie de la Russie doit trouver un logement dans lequel elle pourra s'enregistrer (de façon permanente ou temporaire).

Les personnes d'origine non slave peuvent rencontrer plus de difficultés à trouver un logement que les autres. Les petites annonces mentionnent souvent que les propriétaires ne loueront qu'à des Slaves ou qu'un appartement est à louer, mais pas pour les personnes du Caucase. La fréquence à laquelle ce genre de situations se produit n'apparaît pas clairement, si ce n'est que le SOVA et d'autres affirment qu'il s'agit d'un phénomène répandu dans les villes russes (⁹⁶).

Selon une étude menée par le projet Robustory, un blog spécialisé dans le journalisme de données tenu par des chercheurs universitaires (⁹⁷) qui épluchent les petites annonces relatives à des logements en location à Moscou, au 2 avril 2017, 16 % des annonces exprimaient des préférences concernant l'appartenance ethnique. Il ressortait de cette étude que plus les appartements étaient chers, moins l'origine ethnique était mentionnée (⁹⁸).

D'après Varvara Tretyak, coordinatrice du groupe de soutien pour les travailleurs migrants au sein du Comité d'assistance civique, en pratique, les personnes qui viennent à Moscou pour travailler savent en général à l'avance où elles vont loger. Elles peuvent compter sur des membres de la famille ou d'autres contacts, et certains groupes thématiques sur les réseaux sociaux fournissent aussi des informations sur les logements disponibles (⁹⁹).

3.3 Éducation

D'après la loi russe relative à l'éducation, le droit à l'instruction est garanti à chaque personne, quel que soit son lieu de résidence (¹⁰⁰).

Dans la pratique, un article paru sur le site d'actualités Meduza affirme que les écoles ont tendance à refuser les enfants qui ne sont pas dûment enregistrés. Cette situation est problématique non seulement pour les enfants de migrants, mais aussi pour ceux des citoyens russes qui souhaitent envoyer leurs enfants dans une école qui ne se situe pas à proximité directe de leur domicile (temporaire ou permanent) (¹⁰¹).

(⁹⁵) SOVA Center for Information and Analysis, Crimea SOS, FIDH, ADC Memorial, Racism, discrimination and fight against "extremism" in contemporary Russia and its controlled territories, 2017 ([url](#)), p. 5.

(⁹⁶) SOVA Center for Information and Analysis, Crimea SOS, FIDH, ADC Memorial, Racism, discrimination and fight against "extremism" in contemporary Russia and its controlled territories, 2017 ([url](#)), p. 31.

(⁹⁷) Moscow Times (The), Moscow's Most Racist Landlords Revealed, 21 June 2017 ([url](#)).

(⁹⁸) Robustory, Рассмотрим славян [Consider the Slavs], n.d. ([url](#)).

(⁹⁹) Miloserdie.ru, Национальный квартирный вопрос [National apartment issue], 20 February 2018 ([url](#)).

(¹⁰⁰) base.garant.ru, Закон об образовании [Federal law of the Russian federation nr 273-FZ on Education], 29 December 2012 ([url](#)), article 5.

(¹⁰¹) Meduza, Возьмут ли в школу ребенка без регистрации? [Will they take a child to school without registration?], 29 August 2015 ([url](#)); Meduza, Куда бежать Почему российские школы отказываются принимать детей мигрантов [Where to run Why Russian schools refuse to accept the children of migrants], 5 August 2015 ([url](#)).

Les enfants qui vivent officiellement près d'une école y sont inscrits en priorité. Ce n'est que dans un second temps que les enfants qui vivent ailleurs ou qui ne peuvent pas prouver leur enregistrement peuvent s'y inscrire à leur tour⁽¹⁰²⁾. L'absence d'enregistrement n'est normalement pas un motif suffisant pour refuser un enfant. Un décret publié par le ministère de l'éducation en 2014 le confirme: la seule raison valable pour refuser un enfant est le manque de place⁽¹⁰³⁾. Néanmoins, ce décret indique aussi que les parents doivent présenter la preuve de l'enregistrement de résidence de leur enfant⁽¹⁰⁴⁾. D'après le Bureau du procureur général, les écoles doivent être habilitées à demander la preuve d'enregistrement pour pouvoir déterminer quels sont les enfants qui vivent dans les environs et qui doivent être inscrits en priorité. Les écoles qui, en invoquant le décret, refusent d'inscrire des enfants au seul motif qu'ils ne sont pas enregistrés sont dans l'illégalité⁽¹⁰⁵⁾.

En août 2015, la Cour suprême a confirmé le décret, affirmant que l'absence d'enregistrement n'était pas un motif valable pour refuser l'inscription dans une école. Par ailleurs, le décret ne concerne que les enfants inscrits en première année⁽¹⁰⁶⁾. Un représentant du Comité d'assistance civique interviewé par le Kommersant avait déduit de la décision de la Cour que la mauvaise interprétation du décret par les directeurs d'écoles était un problème du ressort des autorités locales, en dépit de certains éléments pointant vers l'existence d'un problème de nature systémique dans certaines régions telles que Moscou⁽¹⁰⁷⁾.

Rien ne semble indiquer que les Tchétchènes rencontrent des difficultés à inscrire leurs enfants dans les écoles en raison de leur appartenance ethnique. Par ailleurs, aucun élément ne permet d'affirmer qu'inscrire un enfant dans une école ne se trouvant pas à proximité directe de son domicile soit plus difficile pour les Tchétchènes que pour les autres citoyens russes.

3.4 Marché du travail

L'article 64 du Code du travail russe établit que le lieu de résidence (et l'absence d'enregistrement) ne peut être un obstacle à l'obtention d'un contrat de travail⁽¹⁰⁸⁾. Bien que facultatif pour la conclusion d'un contrat de travail, l'enregistrement est indispensable à d'autres égards (voir également la [section 2.1.](#)). À ce sujet, le ministère des affaires étrangères américain signale dans son rapport 2017 que «[i]l n'est pas rare que des employeurs refusent d'engager un candidat au motif que son domicile n'est pas enregistré, ce qui est fréquent

⁽¹⁰²⁾ Kommersant, МВД включилось в школьную программу [MVD got involved in the school program], 12 August 2017 ([url](#)).

⁽¹⁰³⁾ Kommersant, МВД включилось в школьную программу [MVD got involved in the school program], 12 August 2017 ([url](#)).

⁽¹⁰⁴⁾ Rossiyskaya Gazeta, Приказ Министерства образования и науки Российской Федерации (Минобрнауки России) от 22 января 2014 г. N 32 г. Москва "Об утверждении Порядка приема граждан на обучение по образовательным программам начального общего, основного общего и среднего общего образования" [Decree of the Ministry of Education and Science of the Russian Federation nr 32 "On confirmation of the order of acceptance of citizens for education at primary and secondary schools"], 22 January 2014 ([url](#)).

⁽¹⁰⁵⁾ Meduza, Возьмут ли в школу ребенка без регистрации? [Will they take a child to school without registration?], 29 August 2015 ([url](#)).

⁽¹⁰⁶⁾ Kommersant, МВД включилось в школьную программу [MVD got involved in the school program], 12 August 2017 ([url](#)).

⁽¹⁰⁷⁾ Kommersant, МВД включилось в школьную программу [MVD got involved in the school program], 12 August 2017 ([url](#)).

⁽¹⁰⁸⁾ base.garant.ru, Трудовой кодекс [Labour Code], 30 December 2001 ([url](#)), article 64.

compte tenu de l'habitude des propriétaires de ne pas enregistrer leurs locataires pour des raisons fiscales» ⁽¹⁰⁹⁾.

D'après différentes sources, la discrimination sur la base de l'appartenance ethnique dans le monde de l'emploi est une réalité en Russie. L'avocat Timirlan Akhmadov, spécialisé dans les affaires de discrimination, confirme cet état de fait. M. Akhmadov affirme que les dirigeants des sociétés donnent souvent l'instruction orale de ne pas engager des personnes appartenant à certains groupes ethniques. Il prétend que cette situation est difficile à prouver, car les sociétés ne l'admettront jamais officiellement. Une loi fédérale entrée en vigueur en 2015 oblige pourtant les employeurs à préciser par écrit (si on leur demande) les raisons pour lesquelles ils n'ont pas retenu un candidat. D'après M. Akhmadov, il est naïf de croire qu'un employeur va reconnaître ne pas avoir engagé une personne en raison de sa nationalité ⁽¹¹⁰⁾.

Plusieurs sources ont rapporté qu'en 2016, une personne dont la candidature n'avait pas été retenue par le bureau de police local à Tver s'était vue informer par le chef du personnel que la police de Tver n'engageait pas de Caucasiens, de Tchétchènes, de Daghestanais, de Tatars ou de musulmans. La personne avait publié un enregistrement de la conversation en cause, mais avait ensuite été poursuivie pour incitation à la haine contre des fonctionnaires du MVD et outrage à des représentants des forces de l'ordre. En août 2016, cette personne a été reconnue coupable d'outrage à agents, mais relaxée en ce qui concerne l'accusation d'incitation à la haine à l'égard de la police ⁽¹¹¹⁾.

D'autres cas de discrimination ont été signalés, comme celui du photographe d'un centre culturel de Moscou, licencié lorsqu'un nouveau directeur a été engagé. À en juger par les dires de ce dernier, le photographe devait son licenciement à ses origines tchétchènes ⁽¹¹²⁾.

L'avocat Mikhaïl Kostoev est lui aussi catégorique quant à l'existence de discriminations sur le marché du travail. D'après lui, les bureaux des grandes sociétés ne comptent pratiquement aucun employé d'origine asiatique ou caucasienne. Ces derniers sont plus nombreux dans les tribunaux, les établissements de soins de santé et les universités, probablement parce que les locaux rechignent à occuper ces emplois mal payés. Kostoev a souvent entendu parler de documents secrets donnant l'instruction de ne pas engager des gens du Caucase, mais il n'a jamais eu l'occasion d'en voir ⁽¹¹³⁾.

D'après le centre SOVA, qui a examiné en détail la situation dans la ville de Surgut, où vivent, parmi d'autres ethnies, entre 35 000 et 40 000 Daghestanais et plus de 2 000 Tchétchènes, les personnes originaires du Caucase subissent plus de discriminations que les autres minorités. Cette différence de traitement est particulièrement évidente dans le domaine de l'emploi. Il semble qu'il existe une règle non écrite utilisée par les grandes sociétés pour ne pas engager des personnes du Caucase. On dit aussi qu'il est pratiquement impossible pour une personne d'origine caucasienne, même qualifiée, d'être engagée au sein de la police, du parquet, etc.

⁽¹⁰⁹⁾ US DoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Russia, 20 April 2018 ([url](#)), p. 39.

⁽¹¹⁰⁾ Kavkaz.Realii, Дагестанец? Давай, до свидания [From Dagestan? Goodbye], 16 January 2017 ([url](#)).

⁽¹¹¹⁾ SOVA Center for Information and Analysis, В Твери мусульманина судят за комментарий об отказе в приеме на работу в полицию [In Tver, a Muslim is judged for commenting on the refusal to apply for a job in the police], 24 June 2016 ([url](#)); Kavkaz.Realii, Дагестанец? Давай, до свидания [From Dagestan? Goodbye], 16 January 2017 ([url](#)); Radio Svoboda, Признан виновным автор видеоролика о полиции Твери [Author of video about Tver police found guilty], 11 August 2016 ([url](#)).

⁽¹¹²⁾ Kavkaz.Realii, Чеченец? Давай, до свидания! [From Chechnya? Goodbye], 3 March 2017 ([url](#)).

⁽¹¹³⁾ On Kavkaz, Чеченцам, дагестанцам, ингушам в России не место. От кавказцев зачищают силовые структуры и офисы [There is no place in Russia for people from Chechnya, Dagestan, Ingushetiya. Power structures and offices are cleansed from Caucasians], 11 March 2017 ([url](#)).

Dans l'industrie pétrolière et le secteur public, les employés tchétchènes affirment qu'il existe une règle non écrite visant à leur interdire toute promotion. Par ailleurs, des plaintes ont été déposées selon lesquelles les personnes originaires du Caucase gagneraient moins que leurs collègues à poste égal, et ne recevraient pas non plus de primes. Bien qu'elles éprouvent des difficultés à se faire engager dans les grandes sociétés gazières et les institutions publiques, les personnes originaires du Caucase trouvent des emplois dans les secteurs de l'éducation et des soins de santé, d'après le centre SOVA. Sinon, elles travaillent essentiellement dans le secteur privé, exercent en tant que commerçants ambulants ou sont à la tête de sociétés de construction et de cliniques privées. Les entreprises publiques dirigées par des Daghestanais font toutefois exception: celles-ci-ci n'hésitent pas à engager des personnes originaires du Caucase du Nord ⁽¹¹⁴⁾.

En ce qui concerne la position des femmes nord-caucasiennes sur le marché du travail, le SOVA constate ce qui suit:

«Les données recueillies sur le terrain montrent que les femmes rencontrent moins de difficultés à trouver un emploi. Cette différence s'explique non seulement par le fait que les autres Caucasiens leur font davantage confiance et ressentent moins d'animosité à leur égard, mais aussi par le type même de postes que ces femmes recherchent. Il s'agit principalement d'emplois dans le secteur des services, ainsi que de postes subalternes ou intermédiaires dans des institutions médicales ou des établissements préscolaires, ou, plus rarement, des écoles. Dans ces secteurs, le niveau de salaire et de concurrence est faible, de sorte que les femmes nord-caucasiennes ont tout le loisir d'occuper ces niches.

(...)

Seules les femmes qui portent le hijab peuvent rencontrer des obstacles et faire l'objet de discriminations lors de leur recherche d'emploi. Cependant, elles courent le même risque dans leur région d'origine, en dépit du fait que le hijab y soit fréquemment porté. Ce type de discrimination n'est pas lié à la région d'origine ou à l'ethnie, mais à l'affiliation religieuse, et c'est d'autant plus vrai à une époque où beaucoup craignent les pratiquants de l'islam radical, systématiquement associés aux femmes voilées» ⁽¹¹⁵⁾.

3.5 Soins de santé

D'après la loi, l'État doit garantir aux citoyens l'accès à des soins de santé, quel que soit leur lieu de résidence ⁽¹¹⁶⁾. Officiellement, les soins de santé sont gratuits pour les citoyens russes. Tous les citoyens possèdent une assurance santé obligatoire et bénéficient, en contrepartie, d'un accès à tout un éventail de soins médicaux. En fonction de l'adresse du domicile

⁽¹¹⁴⁾ SOVA Center for Information and Analysis, Crimea SOS, FIDH, ADC Memorial, Racism, discrimination and fight against "extremism" in contemporary Russia and its controlled territories, 2017 ([url](#)), pp. 28-31.

⁽¹¹⁵⁾ SOVA Center for Information and Analysis, Crimea SOS, FIDH, ADC Memorial, Racism, discrimination and fight against "extremism" in contemporary Russia and its controlled territories, 2017 ([url](#)), pp. 30-31.

⁽¹¹⁶⁾ Consultant Plus, Федеральный закон от 21.11.2011 N 323-ФЗ (ред. от 19.07.2018) "Об основах охраны здоровья граждан в Российской Федерации" [*Federal Law of the Russian Federation nr FZ-323 on "The rights of citizens in the field of occupational health and safety and their State guarantees"*], 21 November 2011 ([url](#)), article 5.

enregistré, une clinique spécifique est assignée. Celle-ci est chargée de diriger le patient vers des institutions connexes en cas de soins spécialisés ou autres ⁽¹¹⁷⁾.

La loi prévoit que tout individu a le droit de choisir une clinique, ou d'en changer, une fois par an, sauf s'il déménage à une autre adresse, auquel cas il peut faire un nouveau choix ⁽¹¹⁸⁾.

En Russie, les établissements médicaux publics offrent des soins gratuits ainsi que certains soins payants. Les hôpitaux privés proposent exclusivement des soins payants. En plus de l'assurance obligatoire, qui couvre l'ensemble des Russes, qu'ils travaillent ou pas, les citoyens russes peuvent choisir une assurance complémentaire, qui couvre certains traitements payants dans certains hôpitaux publics. Beaucoup d'hôpitaux privés acceptent les assurances privées ⁽¹¹⁹⁾.

Aucune information ne nous est parvenue concernant des discriminations dans le système de soins de santé russe. La seule information récente à cet égard est une recommandation adressée aux autorités russes dans un rapport du SOVA, de la FIDH et d'autres organisations, leur demandant de «lutter contre les pratiques discriminatoires illégales explicites, y compris leur expression publique, dans les espaces publics, dans le cadre des services de logement, d'éducation et de soins de santé, à l'égard des migrants et des non-citoyens» ⁽¹²⁰⁾. Il semblerait donc que ce type de discrimination existe, mais le rapport ne fournit aucun détail à ce sujet. Les quelques exemples spécifiques de discriminations constatées dans les soins de santé sont plus anciens, tels que celui d'un gynécologue en Carélie qui, en 2013, a refusé d'aider une femme qui portait un foulard. Le médecin a été réprimandé par la clinique ⁽¹²¹⁾. En 2014, le médiateur tchétchène a réprouvé le ministère de la santé de l'oblast d'Astrakan pour avoir interdit la fourniture de soins de santé à des habitants des républiques du Caucase du Nord ⁽¹²²⁾.

En ce qui concerne les soins de santé mentale, aucune information n'a été obtenue quant à la situation spécifique des Tchétchènes au sein du système.

⁽¹¹⁷⁾ United Nations Research Institute for Social Development, Constraints on Universal Health Care in the Russian Federation, February 2015 ([url](#)), p. 12.

⁽¹¹⁸⁾ garant.ru, Нарушение права на получение медицинской помощи [Violation of the right to receive medical care], n.d. ([url](#)); Insurance Portal, О праве застрахованного лица на выбор медицинской организации по ОМС и механизме его реализации [On the right of insured persons to choose a medical organization according to their insurance and the mechanism to realise this], n.d. ([url](#)).

⁽¹¹⁹⁾ Polovinka, A., Three Essays on Informal Payments in the Health Care Sector in Russia, 2016 ([url](#)), p. 14.

⁽¹²⁰⁾ SOVA Center for Information and Analysis, Crimea SOS, FIDH, ADC Memorial, Racism, discrimination and fight against “extremism” in contemporary Russia and its controlled territories, 2017 ([url](#)), p. 47.

⁽¹²¹⁾ Gazeta.ru, «Я еврейка и пациенток в платочках не буду принимать» [“I am jewish and I will not see a patient in a headscarf”], 23 July 2013 ([url](#)).

⁽¹²²⁾ Ombudsman of Chechnya, Доклад О Деятельности Уполномоченного По Правам Человека В Чеченской Республике В 2014 Году [Annual Report of the Chechen Ombudsman for 2014/2015], 2015 ([url](#)), p. 319.

4. Profils spécifiques

4.1 Femmes

4.1.1 Traditions et politiques du président Kadyrov préjudiciables pour les femmes

Plusieurs organisations locales de défense des droits humains ont dénoncé le manque d'informations disponibles quant à la situation des femmes tchétchènes. Memorial affirme que ce manque d'informations se traduit par une mauvaise compréhension de la situation, tant en Russie qu'à l'extérieur. Les relations entre les hommes et les femmes, les viols, les enfants nés hors mariage et les personnes LGBT sont des sujets absolument tabous dans la culture tchétchène ⁽¹²³⁾.

Dans une interview pour le site internet *Lenta.ru*, un expert du Centre d'études islamiques du Caucase du Nord, Rouslan Gereev, a expliqué que l'*adat* – les traditions et pratiques coutumières locales observées par les communautés islamiques du Caucase du Nord ⁽¹²⁴⁾ – joue encore un rôle important dans la société caucasienne et gagne même encore du terrain. Gereev a également observé que les communautés nord-caucasiennes, lorsqu'elles s'installent dans d'autres régions de Russie, «exportent» l'*adat* et continuent de s'y conformer: «une personne originaire du Caucase du Nord suivra toujours les mêmes règles, peu importe l'endroit où elle se trouve; la ligne comportementale reste partout la même» ⁽¹²⁵⁾.

D'après Memorial, les problèmes qui découlent d'une application trop stricte des traditions sont aggravés par la manière dont le chef de la République de Tchétchénie interprète ces traditions. Son interprétation des coutumes caucasiennes suit «ses propres intérêts et même parfois son humeur du moment». Par exemple, alors qu'il considérait jusque-là le mariage par enlèvement comme «une belle tradition caucasienne», le président Kadyrov a soudain annoncé que toute personne s'adonnant à ce genre de pratiques s'exposait à de graves sanctions. Memorial signale ainsi qu'une même situation peut être «interprétée comme conforme ou contraire aux traditions, en fonction de l'identité de l'auteur» ⁽¹²⁶⁾.

L'International Crisis Group affirme que les efforts du président Kadyrov en vue de faire appliquer les traditions et les valeurs morales affectent plus les femmes que les hommes ⁽¹²⁷⁾. Il a affirmé, par le passé, que les femmes étaient la propriété de leur époux et que leur rôle premier consistait à enfanter. Il encourage la polygamie ⁽¹²⁸⁾, qu'il estime être le meilleur moyen d'éviter les crimes d'honneur: «il vaut mieux être deuxième ou troisième épouse qu'être tuée [...]. Nos coutumes sont très strictes [...]. Si une jeune femme ou une femme divorcée a un amant, elle sera tuée, ainsi que son amant, par son propre frère» ⁽¹²⁹⁾.

⁽¹²³⁾ Memorial Human Rights Center and The Civic Assistance Committee, Chechens in Russia, 2014 ([url](#)), p. 24.

⁽¹²⁴⁾ Russia Beyond, Caucasian edicts of the mountains, 20 July 2015 ([url](#)).

⁽¹²⁵⁾ Lenta.ru, «Их хоронят отдельно, как самоубийц» ["They are buried separately, like suicides"], 25 March 2016 ([url](#)).

⁽¹²⁶⁾ Memorial Human Rights Center and The Civic Assistance Committee, Chechens in Russia, 2014 ([url](#)), pp. 24-25.

⁽¹²⁷⁾ International Crisis Group (The), Chechnya: The Inner Abroad, 30 June 2015 ([url](#)), p. 33.

⁽¹²⁸⁾ Komsomolskaya Pravda, Рамзан Кадыров: 'Россия – это матушка родная' [Ramzan Kadyrov: 'Russia is our dear mummy'], 24 October 2008 ([url](#)).

⁽¹²⁹⁾ International Crisis Group (The), Chechnya: The Inner Abroad, 30 June 2015 ([url](#)), p. 33; Infox.ru, Кадыров призвал чеченцев брать по второй жене [Kadyrov appealed to Chechens to get a second wife], 7 April 2009 ([url](#)).

Les militants des droits de l'homme ont à plusieurs reprises soulevé la question des mariages précoces en Tchétchénie⁽¹³⁰⁾, mais le président Kadyrov ferme les yeux sur cette pratique⁽¹³¹⁾. Il peut également s'avérer difficile pour les familles de résister face aux pressions d'hommes puissants qui cherchent à prendre des filles mineures pour deuxième épouse⁽¹³²⁾.

En vertu de l'*adat*, qui exige que les enfants vivent dans la famille de leur père et qui stipule que l'enfant est la «propriété» du père et de sa famille⁽¹³³⁾, les enfants de parents tchétchènes divorcés restent avec leur père. Les très jeunes enfants vivent d'abord avec leur mère, mais seront ensuite récupérés par le père, tandis que la mère pourra se voir accorder un droit de visite⁽¹³⁴⁾. Cependant, il arrive très fréquemment que la famille de l'époux n'autorise pas la mère à voir l'enfant. Dans ce cas, les chefs religieux, qui décident de la garde de l'enfant, s'informent des droits des mineurs auprès d'un service de tutelle, d'officiers de police et d'employés du service de police. Malheureusement, les conseils de ces institutions peuvent être traités comme de simples recommandations et sont souvent ignorés⁽¹³⁵⁾. Il arrive toutefois qu'un accord soit trouvé entre les anciens époux pour que la femme puisse entretenir des contacts réguliers avec ses enfants. Les femmes ne font appel à la justice qu'en dernier recours, car cela revient, pour ainsi dire, à déclarer la guerre à la famille du mari. Bon nombre d'entre elles reçoivent des menaces de la part de leur ancienne belle-famille. En général, les affaires qui sont portées devant les tribunaux concernent l'aménagement d'un droit de visite. Il est très rare que la mère se voie accorder la garde totale de l'enfant⁽¹³⁶⁾.

Cependant, Tanya Lokshina évoque plusieurs affaires, survenues ces dernières années, dans lesquelles des juges tchétchènes ont tranché en faveur de la mère, au nom de l'intérêt supérieur de l'enfant⁽¹³⁷⁾. D'après un avocat tchétchène cité dans un rapport de l'EASO sur les femmes en Tchétchénie, il peut être difficile pour une mère d'assumer la garde totale de son enfant faute de ressources financières et de travail. Les femmes éduquées avec un emploi ont plus de chances de parvenir à un accord concernant les enfants et ont moins besoin d'une assistance juridique. Pour pouvoir instaurer un régime de visite, une femme a besoin du soutien de sa famille⁽¹³⁸⁾.

En juin 2017, le président Kadyrov a lancé une initiative visant à réconcilier les couples divorcés⁽¹³⁹⁾ «pour le bien-être des enfants» et pour lutter contre le terrorisme⁽¹⁴⁰⁾. En août,

⁽¹³⁰⁾ Lenta.ru, Салам, шайтаны! Кто настоящие враги Рамзана Кадырова [Hello, shaitans. Who are Kadyrov's real enemies], 7 September 2018 ([url](#)); US DoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Russia, 20 April 2018 ([url](#)), p. 47.

⁽¹³¹⁾ Lenta.ru, Салам, шайтаны! Кто настоящие враги Рамзана Кадырова [Hello, shaitans. Who are Kadyrov's real enemies], 7 September 2018 ([url](#)).

⁽¹³²⁾ Novaya Gazeta, Кадыров вновь подтвердил свадьбу 17-летней чеченки с начальником РОВД [Kadyrov again confirmed the wedding of a 17-year-old Chechen woman with the head of the ROVD], 14 May 2015 ([url](#)).

⁽¹³³⁾ EASO, COI Report: Chechnya Women, Marriage, Divorce and Child Custody, September 2014 ([url](#)), p. 28.

⁽¹³⁴⁾ Kaliszewska, I., Everyday life in North Caucasus, December 2010 ([url](#)), p. 104.

⁽¹³⁵⁾ DAPTAR, Развод По-Чеченски: А Дети Чьи? [Divorce in Chechnya: and whose children?], 11 October 2017 ([url](#)).

⁽¹³⁶⁾ EASO, COI Report: Chechnya Women, Marriage, Divorce and Child Custody September 2014 ([url](#)), p. 28.

⁽¹³⁷⁾ openDemocracy, In Chechnya, a ruthless strongman orders family reunification, 4 September 2017 ([url](#)).

⁽¹³⁸⁾ EASO, COI Report: Chechnya Women, Marriage, Divorce and Child Custody, September 2014 ([url](#)), p. 28.

⁽¹³⁹⁾ openDemocracy, In Chechnya, a ruthless strongman orders family reunification, 4 September 2017 ([url](#)); New York Times (The), Chechnya Pushes Divorced Couples to Reunite 'for the Children', 26 August 2017 ([url](#)).

⁽¹⁴⁰⁾ Lenta.ru, Салам, шайтаны! Кто настоящие враги Рамзана Кадырова [Hello, shaitans. Who are Kadyrov's real enemies], 7 September 2018 ([url](#)).

les médias ont annoncé que le programme avait permis de réunir 948 familles ⁽¹⁴¹⁾. D'après plusieurs ONG, beaucoup de ces réunifications étaient forcées ⁽¹⁴²⁾.

Rouslan Gereev du Centre d'études islamiques du Caucase du Nord explique que les crimes d'honneur constituent une vieille coutume héritée de l'*adat*. Ces crimes sont courants dans le Caucase du Nord, même si «dans l'ensemble, ils ne sont pas si fréquents, car tous les conflits et différends sont tranchés par les chefs religieux» ⁽¹⁴³⁾.

Il n'existe pas de statistiques fiables sur les crimes d'honneur perpétrés contre des femmes dans le Caucase du Nord. D'après Olga Gnezdilova, une avocate qui travaille pour la fondation Justice Initiative, établie aux Pays-Bas:

«Dans la plupart des cas, leur mort n'est même pas recensée en tant que meurtre. Ces jeunes femmes sont juste enterrées sans véritables funérailles ou dans un simple trou creusé quelque part. Naturellement, les voisins savent tout, mais ne disent rien» ⁽¹⁴⁴⁾. Néanmoins, deux grandes organisations de défense des droits humains, Memorial et le Comité d'assistance civique, ont affirmé dans un rapport conjoint publié en 2014 que «les crimes d'honneur, qui sanctionnent une déviation par rapport au comportement attendu de la part d'une fille tchétchène, sont devenus de plus en plus fréquents ces dernières années» ⁽¹⁴⁵⁾. Les membres de la famille ne sont pas les seuls impliqués dans les représailles: les proches qui travaillent dans la police ou pour les autorités y participent également ⁽¹⁴⁶⁾. Plusieurs organisations de défense des droits humains ont souligné que ces crimes d'honneur perpétrés à l'encontre de femmes faisaient rarement l'objet de poursuites, même si quelques cas avaient débouché sur des condamnations ⁽¹⁴⁷⁾. En 2013, le chef du comité d'enquête de Tchétchénie a été remplacé, juste après avoir commencé à enquêter sur le meurtre de trois femmes impliquant des agents de police ⁽¹⁴⁸⁾. L'organisation Memorial a recensé plusieurs cas de femmes qui, après avoir tenté d'échapper à un crime d'honneur, sont poursuivies par leurs proches dans toute la Fédération de Russie et à l'étranger ⁽¹⁴⁹⁾. Une source évoque aussi un réel risque de voir les crimes d'honneur s'exporter, en raison de la diaspora tchétchène ⁽¹⁵⁰⁾.

En février 2017, un groupe se faisant appeler Carthage s'est formé sur le réseau social russe VKontakte. Les administrateurs de ce groupe ont commencé à partager des photos, trouvées sur les réseaux sociaux, de filles qu'ils jugeaient indécentes sous prétexte qu'elles ne portaient pas de voile, qu'elles étaient vêtues de jupes courtes, qu'elles avaient les épaules, les jambes ou le cou dénudés, etc. Outre les liens vers les pages concernées, les membres du groupe postaient régulièrement les adresses de filles et les coordonnées de leurs proches, lesquels

⁽¹⁴¹⁾ New York Times (The), Chechnya Pushes Divorced Couples to Reunite 'for the Children', 26 August 2017 ([url](#)).

⁽¹⁴²⁾ US DoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Russia, 20 April 2018 ([url](#)), p. 47.

⁽¹⁴³⁾ Lenta.ru, «Их хоронят отдельно, как самоубийц» ["They are buried separately, like suicides"], 25 March 2016 ([url](#)).

⁽¹⁴⁴⁾ openDemocracy, "Honour killings" in Russia's North Caucasus, 16 August 2017 ([url](#)). Original text in Russian available here: MediaZona, «По селу ходили слухи». Почему на Северном Кавказе женщин убивают их родственники, и как расследуют «убийства чести» ["There were rumors about the village". Why in the North Caucasus women are killed by their relatives, and how to investigate the "murder of honor"], 28 July 2017 ([url](#)).

⁽¹⁴⁵⁾ Memorial Human Rights Center and The Civic Assistance Committee, Chechens in Russia, 2014 ([url](#)), p. 25.

⁽¹⁴⁶⁾ International Crisis Group (The), Chechnya: The Inner Abroad, 30 June 2015 ([url](#)), p. 34; Memorial Human Rights Center and The Civic Assistance Committee, Chechens in Russia, 2014 ([url](#)), pp. 25-28.

⁽¹⁴⁷⁾ US DoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Russia, 20 April 2018 ([url](#)), p. 47.

⁽¹⁴⁸⁾ International Crisis Group (The), Chechnya: The Inner Abroad, 30 June 2015 ([url](#)), p. 34.

⁽¹⁴⁹⁾ Memorial Human Rights Center and The Civic Assistance Committee, Chechens in Russia, 2014 ([url](#)), p. 31-32.

⁽¹⁵⁰⁾ Meduza, Мы всех их поправим [We will fix them all], 22 May 2017 ([url](#)).

étaient encouragés à «réduquer» les victimes. Début septembre 2017, ce groupe fermé comptait apparemment 55 000 membres ⁽¹⁵¹⁾. Le 13 septembre 2017, toutefois, le groupe a été fermé par VKontakte sur ordre du service fédéral du Ministère des communications de la Fédération de Russie, au motif qu'il abritait des contenus extrémistes ⁽¹⁵²⁾.

D'après l'ONG Russian LGBT Network, les femmes lesbiennes vivant en Tchétchénie sont «les plus vulnérables», compte tenu des valeurs traditionnelles défendues là-bas. Le réseau fait état d'«informations alarmantes concernant des cas de harcèlement et de mauvais traitements», mais observe que ces cas n'ont été que très rarement signalés lors de la campagne anti-LGBT de 2017 ⁽¹⁵³⁾. D'après ILGA-Europe, 12 femmes ont été arrêtées lors des purges (voir la [section 4.2](#)) et beaucoup d'autres ont quitté la Tchétchénie et la Russie afin d'y échapper ⁽¹⁵⁴⁾. Les problèmes qui touchent les femmes en Tchétchénie s'appliquent aussi aux lesbiennes, qui courent en outre des risques supplémentaires de devenir les victimes d'agressions ou de crimes d'honneur si leurs préférences sexuelles sont découvertes ⁽¹⁵⁵⁾.

4.1.2 Cas particuliers de persécutions à l'encontre de femmes

Des ONG locales ont rapporté plusieurs cas de persécution de filles et de femmes originaires de Tchétchénie ⁽¹⁵⁶⁾.

Le cas Doudourkaeva

Louiza Doudourkaeva, 22 ans, a quitté la Tchétchénie d'où elle était originaire après avoir reçu des menaces de la part des membres du mouvement Carthage. Victime de harcèlement en ligne, elle a également été forcée par un homme à monter dans une voiture. Avec l'aide de plusieurs organisations de défense des droits humains, Louiza Doudourkaeva a réussi à obtenir le statut de réfugiée en Norvège. Alors qu'elle s'y rendait, accompagnée de son avocat et d'un psychologue, Louiza Doudourkaeva a été arrêtée par la police biélorusse à l'aéroport de Minsk le 4 septembre 2017. Elle a ensuite été forcée à faire face à son père, qui l'a ramenée en Tchétchénie ⁽¹⁵⁷⁾.

Cas de «tchétchénilisation» de filles tchétchènes vivant dans des pays européens

La présidente du Comité d'assistance civique et responsable du Migration Rights Network, Svetlana Gannouchkina, a signalé qu'il arrivait que des jeunes filles tchétchènes mineures vivant dans des pays européens plus libéraux soient trahies par leurs proches et renvoyées en Tchétchénie dans le but d'en faire «de vraies filles tchétchènes». Le mariage à un homme

⁽¹⁵¹⁾ Meduza, Если узнаю, что вайнахская семья убила свою дочь за проступок, то буду стоя хлопать им [If I find out that a Vainakh family killed its daughter for a misconduct, then I'll applaud them standing], 12 September 2017 ([url](#)); Meduza, Мы всех их поправим [We will fix them all], 22 May 2017 ([url](#)).

⁽¹⁵²⁾ Meduza, Паблик «Карфаген» заблокировали за экстремизм [Group "Carthage" was blocked for extremism], 12 September 2017 ([url](#)).

⁽¹⁵³⁾ Russian LGBT Network and Novaya Gazeta, LGBT Persecution in the North Caucasus: a Report, 2017 ([url](#)), pp. 23-25.

⁽¹⁵⁴⁾ Euobserver, The Chechnya LGBT crisis – one year on, 12 March 2018 ([url](#)).

⁽¹⁵⁵⁾ Russian LGBT Network and Novaya Gazeta, LGBT Persecution in the North Caucasus: a Report, 2017 ([url](#)), pp. 23-25; Euobserver, The Chechnya LGBT crisis – one year on, 12 March 2018 ([url](#)).

⁽¹⁵⁶⁾ Meduza, Мы всех их поправим [We will fix them all], 22 May 2017 ([url](#)).

⁽¹⁵⁷⁾ Meduza, Если узнаю, что вайнахская семья убила свою дочь за проступок, то буду стоя хлопать им [If I find out that a Vainakh family killed its daughter for a misconduct, then I'll applaud them standing], 12 September 2017 ([url](#)); Meduza, Мы всех их поправим [We will fix them all], 22 May 2017 ([url](#)); HRW, Belarus Police Stop a Chechen Woman En Route To Safety in Norway, 7 September 2017 ([url](#)).

tchétchène est réputé être le meilleur moyen d'y parvenir⁽¹⁵⁸⁾. D'après Svetlana Gannouchkina, cette situation est de plus en plus fréquente⁽¹⁵⁹⁾: elle a elle-même connu quatre cas en huit ans, mais a entendu parler de beaucoup d'autres⁽¹⁶⁰⁾. Le militant des droits de l'homme Ahmed Gisaev, originaire de Tchétchénie mais résidant en Europe, pense que le retour de filles tchétchènes vivant en Europe n'est pas un phénomène majeur, mais s'apparente plutôt à des incidents isolés. Si Ahmet Yarlykapov, spécialiste du Caucase, ne pense pas que les autorités tchétchènes influencent le comportement des proches de ces filles, Svetlana Gannouchkina estime quant à elle que les autorités tchétchènes approuvent et encouragent même parfois ce genre d'initiatives. Dans une telle situation, les femmes ne peuvent pas rechercher de l'aide auprès des autorités⁽¹⁶¹⁾. Par ailleurs, Svetlana Gannouchkina pense que Moscou encourage la répression contre les femmes en Tchétchénie en raison de sa position conservatrice, comme le reflètent les lois conservatrices qui ont été adoptées ces dernières années en Russie. L'une d'entre elles interdit la promotion de l'homosexualité chez les mineurs, tandis qu'une autre dépénalise les «violences au sein de la cellule familiale». Cette dernière est soutenue par l'Église orthodoxe et les conservateurs qui défendent «les valeurs familiales», ceci en dépit de l'ampleur des violences contre les femmes dans le pays⁽¹⁶²⁾.

Selon Svetlana Gannouchkina, il est difficile et dangereux pour les ONG d'essayer d'aider les filles qui sont envoyées en Tchétchénie⁽¹⁶³⁾ pour être «rééduquées»⁽¹⁶⁴⁾. D'après elles, ces filles ont besoin d'aide pour contacter des ONG en dehors de Tchétchénie. Les organisations de défense des droits humains ne savent pas combien d'entre elles n'y parviennent pas. Svetlana Gannouchkina explique que si une fille arrête d'appeler, un militant local ne peut pas initier le contact de lui-même sans mettre en danger sa propre famille. En effet, il créerait alors un conflit entre les familles, ce qui peut se révéler dangereux. Évoquant le cas particulier d'une fille évacuée de Tchétchénie afin d'être ramenée en Allemagne, Svetlana Gannouchkina fait remarquer que, pendant que la fille était en route pour Moscou, la police tchétchène communiquait des informations aux proches restés en Tchétchénie. D'un autre côté, des agents de police russe ont coopéré avec l'ONG, ce qui, d'après Svetlana Gannouchkina, atteste que d'autres régions russes sont «informées de ce qui se passe en Tchétchénie». Un second enlèvement équivaut à condamner à mort la jeune fille, ajoute

⁽¹⁵⁸⁾ Kommersant, «Кого сейчас может заинтересовать судьба нескольких девочек, удерживаемых семьей?» [“Who now can be interested on the fate of a couple of girls that are detained by their families?”], 27 January 2018 ([url](#)).

⁽¹⁵⁹⁾ USA Today, In this ultra-conservative Russian region, women are being forced back into bad marriages, 7 October 2017 ([url](#)).

⁽¹⁶⁰⁾ Kommersant, «Кого сейчас может заинтересовать судьба нескольких девочек, удерживаемых семьей?» [“Who now can be interested on the fate of a couple of girls that are detained by their families?”], 27 January 2018 ([url](#)).

⁽¹⁶¹⁾ Caucasian Knot, Кавказоведы назвали нетрадиционным "перевоспитание" европейских чеченок [Experts of Caucasus called "re-education" of European Chechen girls unconventional], 30 January 2018 ([url](#)).

⁽¹⁶²⁾ USA Today, In this ultra-conservative Russian region, women are being forced back into bad marriages, 7 October 2017 ([url](#)).

⁽¹⁶³⁾ Kommersant, «Кого сейчас может заинтересовать судьба нескольких девочек, удерживаемых семьей?» [“Who now can be interested on the fate of a couple of girls that are detained by their families?”], 27 January 2018 ([url](#)).

⁽¹⁶⁴⁾ USA Today, In this ultra-conservative Russian region, women are being forced back into bad marriages, 7 October 2017 ([url](#)).

Svetlana Gannouchkina, qui affirme également que les autorités de la Fédération de Russie ont été averties du problème, sans jamais intervenir ⁽¹⁶⁵⁾.

4.2 LGBT

Entre décembre 2016 et mars 2017, les forces de sécurité tchétchènes ont enlevé, séquestré et torturé plus de 100 hommes soupçonnés d'homosexualité. Ces agressions ont fait au moins trois morts ⁽¹⁶⁶⁾. Certains ont subi une disparition forcée, tandis que d'autres ont été violemment battus avant d'être rendus à leur famille. Les familles ont été informées de l'orientation sexuelle de leur proche et auraient été encouragées à perpétrer des crimes d'honneur. D'après l'organisation Human Rights Watch, plusieurs membres haut placés des autorités locales en Tchétchénie ont soutenu la répression contre les homosexuels ⁽¹⁶⁷⁾. Des responsables tchétchènes ont à la fois nié que des meurtres aient eu lieu et excusé les exécutions extrajudiciaires de personnes LGBT ⁽¹⁶⁸⁾. D'après Tanya Lokshina, qui travaille pour Human Rights Watch, il est possible que la répression contre les homosexuels ait été un moyen de consolider l'emprise de Ramzan Kadyrov sur la société, comme l'avaient été les précédentes purges dirigées contre d'autres groupes d'indésirables: les toxicomanes, les diseuses de bonne aventure, les musulmans salafistes, les personnes soupçonnées de soutenir les insurgés et les libres penseurs locaux ⁽¹⁶⁹⁾.

Le journal Novaya Gazeta a été le premier quotidien à parler de la «purge contre les homosexuels» et ces allégations ont ensuite été confirmées par des organisations indépendantes de défense des droits de l'homme. Cependant, l'examen des plaintes réalisé par le comité d'enquête à la demande du gouvernement mais aussi de la médiatrice des droits de l'homme n'a pas confirmé l'existence de violences à l'encontre de la communauté LGBT en Tchétchénie, en raison d'un «manque d'informations spécifiques» sur les victimes.¹⁷⁰ Dans son rapport de mai 2017, Human Rights Watch a prévenu que «la peur intense et justifiée de représailles et de crimes d'honneur soutenus par les autorités, ainsi que d'une stigmatisation générale empêche bon nombre de victimes de se manifester» ⁽¹⁷¹⁾. Pendant la visite de suivi que la médiatrice des droits de l'homme a effectuée en Tchétchénie en septembre 2017, «les autorités locales l'ont orientée sur de fausses pistes et ont tenté de dissimuler les meurtres». En octobre 2017, un homme victime de la «purge contre les homosexuels» a déposé une plainte auprès du comité d'enquête. Il a fourni des informations concernant des exécutions extrajudiciaires et a affirmé avoir été torturé. La médiatrice des droits de l'homme a affirmé qu'elle veillerait à ce que ces allégations fassent l'objet d'une enquête sérieuse ⁽¹⁷²⁾.

Citée en août 2017 dans un article de l'EUobserver, Tanya Lokshina a déclaré que «les autorités tchétchènes ont suspendu leur purge contre les homosexuels». Elle affirme néanmoins que, malgré ce répit, les homosexuels tchétchènes ne sont pas en sécurité en Russie: «[i]l n'existe aucune garantie que la purge ne va pas reprendre. Et même si aucun ordre n'émane des hauts responsables tchétchènes, les hommes gay peuvent toujours être

⁽¹⁶⁵⁾ Kommersant, «Кого сейчас может заинтересовать судьба нескольких девочек, удерживаемых семьей?» [“Who now can be interested on the fate of a couple of girls that are detained by their families?”], 27 January 2018 ([url](#)).

⁽¹⁶⁶⁾ US DoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Russia, 20 April 2018 ([url](#)), p. 3.

⁽¹⁶⁷⁾ HRW, "They Have Long Arms and They Can Find Me", 26 May 2017 ([url](#)), p. 1.

⁽¹⁶⁸⁾ US DoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Russia, 20 April 2018 ([url](#)), pp. 2-3.

⁽¹⁶⁹⁾ Euroobserver, Only five countries are helping gay Chechens leave Russia, 3 August 2017 ([url](#)).

⁽¹⁷⁰⁾ US DoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Russia, 20 April 2018 ([url](#)), pp. 2-3.

⁽¹⁷¹⁾ HRW, "They Have Long Arms and They Can Find Me", 26 May 2017 ([url](#)).

⁽¹⁷²⁾ US DoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Russia, 20 April 2018 ([url](#)), p. 3.

assassinés par leur famille. Le risque de crime d'honneur est bien réel, d'autant plus que les dirigeants tchétchènes ont approuvé et même encouragé cette pratique ignoble» (173). Dans une mise à jour de mars 2018, un représentant d'ILGA, écrivant pour l'EUobserver, a fait remarquer que la situation restait problématique, dans la mesure où les allégations n'avaient fait l'objet d'aucune enquête au niveau fédéral, que le nombre de victimes s'élevait jusque-là à plus de 300 personnes, et que la situation était tout aussi grave qu'au printemps 2017. Il révélait également qu'au moins 12 femmes, dont deux femmes transsexuelles, ont également été détenues pendant les purges et que beaucoup ont quitté la Tchétchénie et la Russie, en raison des événements de 2017 (174).

En avril 2018, le Russian LGBT Network (175) a présenté les statistiques suivantes: durant l'année écoulée, l'ONG a évacué 114 personnes de Tchétchénie qui étaient persécutées en raison de leur «orientation sexuelle non traditionnelle». Sur ces 114 personnes, 92 ont quitté la Russie. 41 demandeurs ont affirmé avoir directement été soumis à une détention arbitraire, à de la torture et à des sévices corporels. 14 hommes ont déclaré que des représentants des forces de l'ordre étaient venus chez eux et les avaient menacés ou avaient offert une protection en échange de leur coopération. Sept autres se sont tournés vers l'ONG de peur que des connaissances ayant été arrêtées les dénoncent aux autorités. Sept personnes ont contacté le réseau LGBT Network après avoir reçu des menaces de la part de leurs proches. Huit personnes sur 114 sont retournées en Tchétchénie ou y ont été ramenées de force par des proches. Le décès d'au moins deux d'entre elles a été confirmé (176).

D'après ILGA Europe, les LGBT tchétchènes ne sont pas en sécurité en Russie, mais ne le sont pas forcément plus à l'étranger: «[d]e nombreuses victimes qui avaient fui la Tchétchénie ont été retrouvées par les autorités, les membres de leur famille ou des miliciens, et ont été ramenées en Tchétchénie, où se pose la question des "crimes d'honneur", qui n'ont d'honorable que le nom». Plusieurs victimes ont disparu et au moins une est présumée morte (177).

En Russie, les Tchétchènes LGBT peuvent être obligés de vivre cachés, par exemple pour éviter d'être repérés par leur famille en Tchétchénie (178). En 2016, une personne transgenre tchétchène a été obligée de quitter illégalement la Russie en direction des États-Unis après avoir été harcelée par des Tchétchènes à Moscou. En Tchétchénie, ses parents ont été encouragés à la tuer, sous peine que «quelqu'un d'autre ne s'en charge». Cette femme avait déjà été poignardée à Moscou en octobre 2015, mais la police n'aurait pas tenu compte de sa déposition (179).

4.2.1 Enfants de parents LGBT

Pour les mariages précoces, le divorce et la garde des enfants, voir la [section 4.1 sur les femmes](#).

(173) Euobserver, Only five countries are helping gay Chechens leave Russia, 3 August 2017 ([url](#)).

(174) Euobserver, The Chechnya LGBT crisis – one year on, 12 March 2018 ([url](#)).

(175) Le réseau LGBT russe est une ONG qui vient en aide aux personnes LGBT en Russie. Site internet: <https://lgbtnet.org/>, <https://help.lgbtnet.org/chechnya-en>, assistance: kavkaz@lgbtnet.org.

(176) Interfax, В ЛГБТ-сообществе заявили о вывозе из Чечни 114 подвергшихся преследованию людей [The LGBT community announced the removal of 114 people from Chechnya who were persecuted], 3 апреля 2018 ([url](#)).

(177) Euobserver, The Chechnya LGBT crisis – one year on, 12 March 2018 ([url](#)).

(178) BBC, Gay Chechens flee threats, beatings and exorcism, 6 April 2018 ([url](#)).

(179) Moscow Times (The), Chechnya's 'First Transgender Woman' Comes Forward, 18 May 2017 ([url](#)).

Dans le prolongement de ce qui précède, les enfants et les conjoints de personnes LGBT sont décrits par le Russian LGBT Network et le journal Novaya Gazeta comme

«les personnes les plus vulnérables, parce qu'elles perdent non seulement le chef de famille, mais aussi leur statut social, sans aucune possibilité de le récupérer. Pour protéger leurs enfants des agressions, beaucoup de ceux qui ont une famille (mais pas tous) ont quitté la région avec leurs proches pour leur éviter de subir davantage les conséquences de la répression. Ils ont agi de cette manière pour s'assurer que leur famille n'ait pas à endurer les violences auxquelles ils ont dû faire face» ⁽¹⁸⁰⁾.

4.3 Tchétchènes aptes au service militaire

Après la création, en 1991, de la république d'Ichkérie, de facto indépendante de la Russie, les Tchétchènes ont arrêté de servir dans l'armée russe. Après les deux guerres tchétchènes en 1994-1996 et 1999-2000, qui ont provoqué de profondes divisions ethniques entre les Russes et les Tchétchènes, le pro-russe Akhmad Kadyrov a été nommé à la tête de la Tchétchénie. Sous Akhmad Kadyrov et son fils, les Tchétchènes ne servaient plus que dans des unités spéciales sur le territoire tchétchène et n'étaient généralement pas intégrés dans l'armée russe, mais étaient placés sous le commandement du président Kadyrov. En 2014, toutefois, la conscription a été rétablie ⁽¹⁸¹⁾.

Seule une petite fraction des hommes aptes au service militaire en Tchétchénie (un quota de 500 personnes) ont été conscrits à cette époque. Plusieurs incidents violents ont éclaté dans les contingents russes où des Tchétchènes étaient présents, plusieurs heurts ayant été recensés entre des conscrits tchétchènes et d'autres soldats. À la suite d'un incident en février 2015, après lequel quatre Tchétchènes ont été accusés de voies de fait, un militant des droits de l'homme qui s'est rendu dans le contingent au sein duquel l'incident s'était produit a affirmé avoir constaté des discriminations ethniques et des préjugés contre les Tchétchènes ⁽¹⁸²⁾. Un autre soldat tchétchène a disparu dans des circonstances mystérieuses en avril 2016 et ses proches affirment que le commandement militaire du contingent n'a pas enquêté de façon sérieuse sur cette disparition ⁽¹⁸³⁾.

En 2015, la fondation Jamestown a signalé que non seulement la Tchétchénie avait subi un processus d'islamisation sous le régime de Ramzan Kadyrov, mais que la Russie était devenue également bien plus religieuse qu'elle ne l'était auparavant et que les symboles incarnant l'Église orthodoxe russe et l'appartenance ethnique russe étaient devenus plus visibles au sein de l'armée, rendant le rétablissement d'une conscription militaire russe «hautement problématique et conflictuel» ⁽¹⁸⁴⁾.

Actuellement, les Tchétchènes ne servent que dans les contingents du Commandement stratégique opérationnel Sud du ministère de la défense et dans la Garde nationale (unités de la Garde nationale situées sur le territoire tchétchène). Le nombre de conscrits n'a pas changé depuis 2014: 500 recrues, alors que 80 000 Tchétchènes étaient en âge d'être appelés lors de

⁽¹⁸⁰⁾ Russian LGBT Network and Novaya Gazeta, LGBT Persecution in the North Caucasus: a Report, 2017 ([url](#)), p. 23.

⁽¹⁸¹⁾ Jamestown Foundation (The), Irreconcilable Differences?, 25 February 2015 ([url](#)).

⁽¹⁸²⁾ Jamestown Foundation (The), Irreconcilable Differences? February 25 2015 ([url](#)); Gazeta.ru, «В части сейчас большой шухер» [“In this unit, there is disorder”], 27 February 2016 ([url](#)).

⁽¹⁸³⁾ Caucasian Knot, Местонахождение пропавшего в Адыгее военнослужащего из Чечни не установлено [The location of the missing serviceman from Adygea from Chechnya has not been established], 13 May 2016 ([url](#)).

⁽¹⁸⁴⁾ Jamestown Foundation (The), Irreconcilable Differences? February 25 2015 ([url](#)).

la campagne d'automne en octobre 2017 ⁽¹⁸⁵⁾. Il a été suggéré que l'une des raisons pour lesquelles le ministère de la défense limitait les quotas pour les républiques du Caucase était le manque de discipline. Toutefois, des experts affirment que la réduction du nombre de conscrits appelés s'explique surtout par le fait que l'armée soit passée à un système de contrats. Le nombre d'employés sous contrat est beaucoup plus important que le nombre de conscrits ⁽¹⁸⁶⁾.

Beaucoup de jeunes Tchétchènes voient dans le service militaire une occasion d'échapper au chômage et à un manque de perspectives, tandis que d'autres ont des raisons morales de ne pas faire leur service, comme le fait que des proches ou des connaissances aient été tués par des soldats des forces armées fédérales durant les campagnes militaires menées dans le pays. D'après le représentant d'un bureau de conscription, pour chaque poste disponible, 50 Tchétchènes se portent candidats ⁽¹⁸⁷⁾. Par conséquent, les Tchétchènes qui souhaitent effectuer leur service militaire le font parfois en obtenant un enregistrement de résidence temporaire dans une autre région de Russie (où le quota est plus important) et en s' enrôlant là-bas ⁽¹⁸⁸⁾.

La procédure d'inscription est la suivante: lorsqu'un homme apte au service militaire déménage et demande un enregistrement temporaire, il est tenu d'annuler son inscription militaire auprès du bureau de conscription de son ancien lieu de résidence. Lorsqu'il obtient son enregistrement de résidence temporaire, il doit s'inscrire auprès du bureau de conscription de son nouveau lieu de résidence. Il est tenu de le faire dans un délai de maximum 2 semaines. La procédure doit être suivie même si le changement de résidence est temporaire ⁽¹⁸⁹⁾.

Aucune nouvelle information concernant la situation spécifique des Tchétchènes dans les contingents russes n'a été portée à notre connaissance depuis 2017.

4.4 Dissidents et militants des droits de l'homme

4.4.1 Dissidents

D'après l'agence de presse Associated Press (AP), en janvier 2018, la plupart des opposants au président Kadyrov ont été contraints de quitter la Tchétchénie ou ont été tués ⁽¹⁹⁰⁾. Dans un rapport de 2016, Human Rights Watch affirmait que toute forme de contestation s'accompagnait de répercussions, telles que des enlèvements, des disparitions forcées, des agressions et des menaces contre les détracteurs et les membres de leur famille. Il peut s'agir de citoyens ordinaires exprimant leur mécontentement vis-à-vis des dirigeants tchétchènes, mais aussi de journalistes ou de défenseurs des droits de l'homme. Même de simples

⁽¹⁸⁵⁾ Caucasian Knot, Первые призывники отправлены в армию из Чечни [First Conscripts sent to the Army from Chechnya], 18 October 2017 ([url](#)); Kavkaz.Realii, "Не может российская армия состоять полностью из кавказцев" ["The Russian army cannot consist only out of Kavkaz people"], 3 October 2016 ([url](#)).

⁽¹⁸⁶⁾ Kavkaz.Realii, "Не может российская армия состоять полностью из кавказцев" ["The Russian army cannot consist only out of Kavkaz people"], 3 October 2016 ([url](#)).

⁽¹⁸⁷⁾ Caucasian Knot, Первые призывники отправлены в армию из Чечни [First Conscripts sent to the Army from Chechnya], 18 October 2017 ([url](#)).

⁽¹⁸⁸⁾ Военное обозрение, Давнее "табу" на чеченских призывников ведёт к осложнениям? [Does an old taboo on Chechen Conscripts Leads to Complications?], 21 August 2014 ([url](#)).

⁽¹⁸⁹⁾ KakProsto!, Совет 1: Как по временной регистрации встать на учет в военкомат [Tip 1: How to register with the military commissariat for temporary registration], n.d ([url](#)).

⁽¹⁹⁰⁾ AP news, Family of arrested Chechen activist pressured amid arrest, January 11 2018 ([url](#)).

remarques contredisant les politiques officielles tchétchènes, qu'elles soient exprimées en public ou dans des groupes fermés en ligne, peuvent suffire à provoquer des représailles ⁽¹⁹¹⁾.

Human Rights Watch estime que les journalistes qui continuent à travailler en Tchétchénie mettent réellement leur vie en danger ⁽¹⁹²⁾. Dans un rapport de 2015, l'International Crisis Group signale que les intellectuels et les artistes peuvent être en danger si leurs déclarations ou leurs œuvres déplaisent aux autorités, les universitaires peuvent être persécutés à cause de leur manière d'interpréter des faits, tandis que les journalistes et les écrivains sont soumis à une sévère censure ⁽¹⁹³⁾. À propos d'un écrivain tchétchène de Saint-Pétersbourg qui avait écrit sur la sexualité dans la société tchétchène, le président Kadyrov a déclaré qu'il n'était ni tchétchène ni musulman, tout en promettant de dire à ses proches de contrôler ses déclarations.¹⁹⁴ Un autre écrivain tchétchène a été roué de coups à Moscou après avoir publié un roman jugé contestataire par les autorités. Ses proches en Tchétchénie auraient eux aussi été menacés ⁽¹⁹⁵⁾.

Une tactique fréquemment appliquée consiste à obliger les personnes à présenter des excuses publiques pour n'importe quel type de critique ou de dénonciation. Dans une vidéo, Meduza explique que ce phénomène découle de la tradition tchétchène du renoncement et est désormais utilisé contre tous ceux qui critiquent le président Kadyrov en Russie (quels que soient l'appartenance ethnique et le statut social), en recourant parfois à la violence. Les victimes doivent s'excuser devant une caméra, vraisemblablement sous la contrainte ⁽¹⁹⁶⁾.

4.4.2 Militants des droits de l'homme

D'après Human Rights Watch, il est « pratiquement impossible » pour les défenseurs des droits de l'homme de travailler en Tchétchénie ⁽¹⁹⁷⁾. L'année 2009 ⁽¹⁹⁸⁾ a été marquée par plusieurs meurtres et disparitions ⁽¹⁹⁹⁾ de militants en Tchétchénie, mais aucune enquête n'a été réalisée. Depuis lors, de nombreux militants indépendants ont fui le pays ⁽²⁰⁰⁾. Un groupe mobile conjoint de défenseurs des droits humains en Tchétchénie (JMG) a été instauré. Celui-

⁽¹⁹¹⁾ HRW, "Like Walking a Minefield", August 2016 ([url](#)), p. 2.

⁽¹⁹²⁾ HRW, "Like Walking a Minefield", August 2016 ([url](#)), p. 42.

⁽¹⁹³⁾ International Crisis Group (The), Chechnya: The Inner Abroad, 30 June 2015 ([url](#)), p. 36.

⁽¹⁹⁴⁾ Rosbalt Inform Agency, Кадыров: Садулаев – не писатель и вообще не человек [Kadyrov: Sadoulaev is not a writer and not even a human], 1 November 2010 ([url](#)); International Crisis Group (The), Chechnya: The Inner Abroad, 30 June 2015 ([url](#)), p. 36.

⁽¹⁹⁵⁾ Caucasian Knot, В Чечне писатель подал иск о защите достоинства к председателю республиканского Союза журналистов [Writer filed a defamation lawsuit against the head of republic's Union of Journalists], 23 February 2011 ([url](#)); Caucasian Knot, На чеченского писателя Арслана Хасавова совершено покушение в Москве [A murder attempt has been committed against the Chechen writer Arslan Khasavov in Moscow], 9 March 2011 ([url](#)); International Crisis Group (The), Chechnya: The Inner Abroad, 30 June 2015 ([url](#)), p. 36.

⁽¹⁹⁶⁾ Meduza, Публичные извинения как новый жанр [Public Apologies as a New Genre], 23 December 2017 ([url](#)).

⁽¹⁹⁷⁾ HRW, "Like Walking a Minefield", August 2016 ([url](#)), p. 35.

⁽¹⁹⁸⁾ Dans sa décision du 12 mai 2016 rendue dans l'affaire de l'enlèvement de Zarema Gaysanova, un membre de l'organisation humanitaire du Conseil danois pour les Réfugiés, La Cour européenne des droits de l'homme a établi que la Russie avait violé plusieurs articles de la Convention européenne des droits de l'homme, ainsi que la responsabilité de l'Etat dans l'enlèvement. Committee against Torture (The), The European Court: "Russia violated Zarema Gaysanova's right to life", 12 May 2016 ([url](#)).

⁽¹⁹⁹⁾ New York Times (The), A Fearless Activist in a Land of Thugs, 17 July 2009 ([url](#)); International Crisis Group (The), Chechnya: The Inner Abroad, 30 June 2015 ([url](#)), pp. 36-38; Memorial Human Rights Center, Два года со дня убийства Заремы Садулаевой и Алика Джабраилова [Two years after the murder of Zarema Sadulayeva and Alik Dzhabrailov], 18 August 2011 ([url](#)); Committee against Torture (The), Последнее не китайское предупреждение Страсбургского суда [The last non-Chinese warning of the Strasbourg court], 24 September 2013 ([url](#)).

⁽²⁰⁰⁾ International Crisis Group (The), Chechnya: The Inner Abroad, 30 June 2015 ([url](#)), p. 37.

ci se compose d'avocats provenant de différentes régions de Russie. Le coordinateur de ce groupe est Igor Kalyapin, qui dirige aussi l'ONG Comité contre la torture ⁽²⁰¹⁾. Le JMG enquête sur des cas d'enlèvements et de tortures qui semblent impliquer des agents de sécurité tchétchènes ⁽²⁰²⁾. Cependant, depuis fin 2014, il est devenu évident, d'après Human Rights Watch, que les autorités tchétchènes ont décidé de chasser le JMG du pays. Depuis lors, les locaux du JMG ont été vandalisés et incendiés à trois reprises et ses militants font régulièrement l'objet d'intimidations. Ces agressions ont été accompagnées d'une campagne de propagande destinée à discréditer les défenseurs des droits de l'homme ⁽²⁰³⁾. Les dirigeants tchétchènes n'ont pas hésité à se lancer dans des attaques verbales en comparant les défenseurs de droits de l'homme à des extrémistes et en qualifiant les membres de l'organisation Memorial d'«ennemis du peuple, ennemis de la loi, ennemis de l'État» ⁽²⁰⁴⁾. Des partisans du président Kadyrov ont également jeté des œufs sur M. Kalyapin lors d'une conférence de presse organisée à Moscou pour parler des violations des droits de l'homme en Tchétchénie. Depuis le printemps 2016, le JMG n'est plus présent de façon permanente en Tchétchénie, pour des raisons de sécurité ⁽²⁰⁵⁾.

Les autorités tchétchènes ont également invoqué de fausses accusations de possession de stupéfiants pour emprisonner leurs opposants ⁽²⁰⁶⁾. D'après Human Rights Watch, «accuser des personnes de crimes liés à la drogue est devenu une tactique utilisée de plus en plus fréquemment par les autorités tchétchènes pour sanctionner et discréditer leurs opposants aux yeux de la société tchétchène conservatrice» ⁽²⁰⁷⁾. La présidente du Comité d'assistance civique, Svetlana Gannouchkina, est convaincue que les fausses accusations de détention de stupéfiants constituent un risque auquel sont exposés tous les opposants. Elle affirme que les autorités tchétchènes montent des dossiers inventés de toutes pièces contre leurs opposants, avec le soutien sans réserve du centre fédéral: «[L]es autorités savent qu'elles sont intouchables et qu'elles peuvent agir en toute impunité et de manière arbitraire» ⁽²⁰⁸⁾.

Ces dernières années, plusieurs militants des droits de l'homme ont été condamnés pour détention illégale de stupéfiants:

- durant l'été 2014, un tribunal tchétchène a condamné le militant local Rouslan Koutaev à quatre ans d'emprisonnement pour détention de stupéfiants, après que celui-ci ait dénoncé un ordre de Ramzan Kadyrov ⁽²⁰⁹⁾. On ignore si des stupéfiants avaient été placés subrepticement sur lui, étant donné que les preuves

⁽²⁰¹⁾ Le comité contre la torture est une ONG inter-régionale basée à Nizhny Novgorod et a des bureaux en Tchétchénie, dans la République des Maris, la République de Bachkirie, et dans la région d'Orenbourg. Leur principale activité est le soutien des personnes qui portent plainte pour torture et pour traitements inhumains et dégradants. Le comité enquête et fournit une assistance légale, entre autre en représentant les victimes au tribunal. Représenter les victimes devant la cour EDH fait partie des activités du comité. Site internet: www.pytkam.net.

⁽²⁰²⁾ International Crisis Group (The), Chechnya: The Inner Abroad, 30 June 2015 ([url](#)), pp. 36-38; Esquire, Кавказские борзые [Caucasian Greyhounds], 8 August 2011 ([url](#)).

⁽²⁰³⁾ HRW, "Like Walking a Minefield", August 2016 ([url](#)), pp. 35-41.

⁽²⁰⁴⁾ International Crisis Group (The), Chechnya: The Inner Abroad, 30 June 2015 ([url](#)), pp. 36-38.

⁽²⁰⁵⁾ HRW, "Like Walking a Minefield", August 2016 ([url](#)), pp. 36-40.

⁽²⁰⁶⁾ HRW, Waiting for Freedom in Chechnya, 20 March 2018 ([url](#)).

⁽²⁰⁷⁾ HRW, Human Rights Defender Arrested in Chechnya, 9 January 2018 ([url](#)).

⁽²⁰⁸⁾ Civic Assistance Committee (The), «Любой оппонент будет наказан» ["Every opponent will be punished"], 11 January 2018 ([url](#)).

⁽²⁰⁹⁾ Civic Assistance Committee (The), «Гражданское содействие», «Любой оппонент будет наказан» [Every opponent will be punished], 11 January 2018 ([url](#)); HRW, Russia: Chechen Activist Leader Arrested, Beaten, 8 July 2014 ([url](#)).

- ont disparu juste après avoir été consignées dans le procès-verbal d'arrestation ⁽²¹⁰⁾. Koutaev aurait été torturé durant sa garde à vue. Il a été libéré sur parole fin 2017 ⁽²¹¹⁾;
- à l'automne 2016, un tribunal tchétchène a condamné un journaliste du Caucasian Knot, Jalaoudi Gueriev – qui avait couvert l'affaire Koutaev ⁽²¹²⁾ – à trois ans d'emprisonnement pour détention de stupéfiants, sur la base d'accusations qui auraient été forgées de toutes pièces ⁽²¹³⁾. En avril 2017, un tribunal tchétchène a confirmé la condamnation de 2016 et, en juillet 2017, la Cour suprême a refusé la demande d'appel. D'après un groupe de défense des droits de l'homme, tant l'accusation que le verdict étaient des représailles au travail de M. Gueriev en tant que journaliste en Tchétchénie ⁽²¹⁴⁾. Gueriev a été torturé durant sa garde à vue. Il est toujours en prison ⁽²¹⁵⁾;
 - le 9 janvier 2018, les autorités tchétchènes ont arrêté le militant Oyoub Titiev, le directeur du bureau tchétchène du Centre des droits de l'homme «Memorial», qui a pris la tête du bureau régional après l'enlèvement et le meurtre de Natalia Estemirova en 2009. Lui aussi a été condamné pour détention illégale de stupéfiants. Le 20 mars 2018, il a perdu son recours contre le prolongement de sa détention préventive ⁽²¹⁶⁾.

En août 2017, une poursuite en diffamation a été intentée à la fois contre le Comité d'assistance civique, un résident tchétchène qui avait contacté l'ONG pour obtenir une aide, et le quotidien Novaya Gazeta, pour avoir «porté atteinte à la réputation du ministre tchétchène de l'intérieur», une poursuite qui a ensuite été accueillie par la Cour suprême de Tchétchénie ⁽²¹⁷⁾. Cette poursuite en diffamation portait sur la couverture de l'affaire de Ramazan Djalaldinov, un résident du village tchétchène de Kenkhi, qui avait été persécuté après s'être plaint au président russe, Vladimir Poutine, de la situation dans le village et de la corruption des fonctionnaires locaux. Pendant l'audience, 100 personnes se sont rassemblées devant la Cour suprême tchétchène à Grozny pour protester contre les journalistes et les militants des droits de l'homme, les qualifiant de «défenseurs de terroristes». D'après Radio Free Europe/Radio Liberty, certains des participants avaient été payés pour participer à la manifestation ⁽²¹⁸⁾.

Aucune information sur la situation des défenseurs des droits de l'homme d'origine tchétchène en dehors de la République de Tchétchénie n'a été portée à notre connaissance durant notre étude.

⁽²¹⁰⁾ Civic Assistance Committee (The), «Любой оппонент будет наказан» [“Every opponent will be punished“], 11 January 2018 ([url](#)).

⁽²¹¹⁾ HRW, Human Rights Defender Arrested in Chechnya, 9 January 2018 ([url](#)).

⁽²¹²⁾ HRW, Human Rights Defender Arrested in Chechnya, January 9 2018 ([url](#)).

⁽²¹³⁾ HRW, Human Rights Defender Arrested in Chechnya, 9 January 2018 ([url](#)).

⁽²¹⁴⁾ US DoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Russia, 20 April 2018 ([url](#)), p. 24.

⁽²¹⁵⁾ HRW, Human Rights Defender Arrested in Chechnya, 9 January 2018 ([url](#)).

⁽²¹⁶⁾ HRW, Waiting for Freedom in Chechnya, 20 March 2018 ([url](#)).

⁽²¹⁷⁾ Caucasian Knot, Rights defenders criticize the Chechen SC's decision on MIA's lawsuit, 10 November 2017 ([url](#)).

⁽²¹⁸⁾ RFE/RL, Chechnya's Interior Ministry Goes To Court To Defend Its Reputation, 13 November 2017 ([url](#)).

5. Le système judiciaire pénal

5.1 Traitement par les forces de police

De nombreuses sources affirment que la police russe est connue pour ses abus de pouvoir, ses mauvais traitements et son recours excessif à la force ⁽²¹⁹⁾. Des sources plus anciennes avaient dénoncé le manque de transparence de la police russe, et le grand nombre d'ordres informels venant «d'en haut» utilisés pour couvrir les crimes et la corruption, amplifiant la nature apparemment occulte des violences policières ⁽²²⁰⁾. D'après un rapport publié en 2017 par le groupe Helsinki de Moscou, les médias parlent régulièrement d'incidents relatifs à des abus de pouvoir de la police durant les enquêtes et les audiences judiciaires ⁽²²¹⁾.

Le rapport du Service d'immigration du Danemark de 2015 était arrivé à la conclusion que tous les peuples du Caucase du Nord, y compris les Tchétchènes, étaient des citoyens de la Fédération de Russie bien conscients de leurs droits et qu'ils n'étaient donc pas les cibles privilégiées des tentatives d'extorsion de la police. Par ailleurs, d'après un représentant de Dosh, un magazine spécialisé dans le Caucase du Nord, ces citoyens essaient généralement d'avoir tous les papiers nécessaires afin d'éviter les problèmes avec les autorités ⁽²²²⁾.

La police a le droit de mener des contrôles d'identité pour vérifier que tout est en ordre ⁽²²³⁾. L'article 13 de la loi fédérale sur la police précise que la police a le droit de procéder à des contrôles d'identité des citoyens:

- en cas de suspicion de crime ou d'infraction administrative;
- si une personne est recherchée par la police;
- s'il existe d'autres motifs de détention prévus par la loi fédérale ⁽²²⁴⁾.

Par ailleurs, la police n'est pas tenue de fournir une raison pour arrêter, interroger ou placer une personne en détention, dès lors que ses papiers ne sont pas en ordre ⁽²²⁵⁾. Une source signale que la police russe ne suit pas toujours rigoureusement cette procédure conformément à la loi, notamment lorsque les agents ne se présentent pas comme policiers et ont recours à la force ⁽²²⁶⁾.

⁽²¹⁹⁾ EASO, COI Report: Russian Federation – State Actors of Protection, April 2017 ([url](#)), p. 32; US DoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Russia, 20 April 2018 ([url](#)), p. 2ff; Amnesty International, Amnesty International Report 2017/18 - The State of the World's Human Rights - Russian Federation, 22 February 2018 ([url](#)).

⁽²²⁰⁾ Gladarev, В, Условия Службы И Социальное Положение Рядовых Сотрудников Полиции: Социологический Очерк К Юбилею [Terms and Conditions of the Service and the Social Position of Political Police Employees: Sociological Anniversary], 2008 ([url](#)), pp. 12-14. See also Chistyakov, Y., and Robertson, A., 'Youtube Cops and Power Without Limits : Understanding Police Violence in 21st Century Russia', 2012 ([url](#)).

⁽²²¹⁾ Moscow Helsinki Group, Права Человека В Российской Федерации - Сборник Докладов О Событиях 2017 Года [Human Rights in the Russian Federation, A collection of reports about the situation in 2017], 2018 ([url](#)).

⁽²²²⁾ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, January 2015 ([url](#)), pp. 84 – 85.

⁽²²³⁾ Russia Beyond, Stopped by the police in Russia? Here's what to do, 14 December 2017 ([url](#)).

⁽²²⁴⁾ Kodeksy I Zakony, Федеральный закон от 07.02.2011 N 3-ФЗ (ред. от 07.03.2018) "О полиции" [Federal Law of 07.02.2011 N 3-FZ (edited on 07.03.2018) "On the Police"], 1 March 2011 ([url](#)), article 13.

⁽²²⁵⁾ US State Department: Bureau of Diplomatic Security, Russia 2018 Crime & Safety Report: Moscow, 12 February 2018 ([url](#)); Russia Beyond, Stopped by the police in Russia? Here's what to do, 14 December 2017 ([url](#)).

⁽²²⁶⁾ Kavkaz.Realii, Воронежские полицейские задержали уроженцев Чечни после просьбы предъявить удостоверения [Voronezh police detained natives of Chechnya after a request to produce certificates], 28 July 2017 ([url](#)).

D'après un rapport de la FIDH, il existe une certaine «hiérarchie discriminatoire», qui fait que les Tchétchènes et les Daghestanais subissent plus de discriminations que les Arméniens ou les Géorgiens dans leurs rapports avec les forces de l'ordre ⁽²²⁷⁾.

En ce qui concerne les crimes de haine, Aleksander Verkhovsky, directeur du centre SOVA, a conclu, lors d'un entretien avec le DIS, que la police de Moscou s'était professionnalisée en ce qui concerne la lutte contre les groupes néonazis et leur surveillance, mais a néanmoins signalé que «certains meurtres à caractère raciste ne font pas l'objet d'enquêtes policières appropriées, car ils sont plus difficiles à résoudre et demandent plus de temps et de ressources que d'autres types d'affaires, telles que les cas de propagande ou d'incitation à la haine» ⁽²²⁸⁾. Dans une interview pour Radio Svoboda, M. Verkhovsky a de nouveau affirmé que le nombre de crimes de haine était en diminution, notamment grâce au travail de la police, mais aussi parce que le sentiment anti-caucasien des groupes haineux a laissé la place à un sentiment anti-occidental ⁽²²⁹⁾. Un autre interlocuteur du DIS interviewé dans le cadre d'un rapport publié en 2017, le journaliste Grigory Shvedov, a confirmé que la police russe avait peut-être amélioré sa manière de traiter les crimes haineux contre les Tchétchènes, mais aussi que, depuis 2014, les nationalistes sont davantage concentrés sur le conflit en Ukraine ⁽²³⁰⁾. D'après le Comité contre la torture, cité dans le même rapport, la police a établi des centres pour lutter contre l'extrémisme, considérés par l'organisation comme un outil plutôt répressif qui s'est néanmoins révélé efficace pour lutter contre les crimes haineux et les groupes d'extrême droite ⁽²³¹⁾.

5.2 Système pénitentiaire

Un rapport du Comité d'assistance civique révèle que, depuis les deux guerres tchétchènes, les Tchétchènes sont surreprésentés dans le système pénitentiaire. À l'inverse, de nombreux gardiens de prison étaient actifs du côté russe pendant la guerre et peuvent, par conséquent, avoir nourri une animosité contre les Tchétchènes. L'ONG constate que les Tchétchènes sont parmi ceux qui se plaignent le plus souvent de mauvais traitements au sein du système pénitentiaire et font souvent aussi l'objet de discriminations fondées sur la religion dans les prisons ⁽²³²⁾. Le ministère américain des affaires étrangères qualifie de «systémiques» les agressions physiques contre les détenus ⁽²³³⁾.

5.3 Procédures pénales à l'encontre de Tchétchènes

D'après un représentant de Dosh, consulté par le DIS, la prévalence d'affaires pénales montées de toutes pièces contre des Tchétchènes a diminué entre 2000 et 2015. Le

⁽²²⁷⁾ FIDH – International Federation for Human Rights, Report on discrimination on racial, ethnic and religious grounds, 18 July 2017 ([url](#)), p. 28.

⁽²²⁸⁾ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, January 2015 ([url](#)), p. 107.

⁽²²⁹⁾ FIDH – International Federation for Human Rights, Report on discrimination on racial, ethnic and religious grounds, 18 July 2017 ([url](#)), p. 28; Radio Svoboda, Центр "Сова": кто раньше ненавидел кавказцев, теперь ненавидит Запад [Sova Center: Who hated Caucasians in the past, now hates the West], 28 February 2018 ([url](#)).

⁽²³⁰⁾ DIS, Russia: Citizenship, Living Conditions, Protection from Refoulement and Consequences of Leaving for citizens from the Former Soviet Republics in Russia & Hate Crimes and racially motivated attacks against Non-Slav Citizens in Russia, August 2017 ([url](#)), p. 27.

⁽²³¹⁾ DIS, Russia: Citizenship, Living Conditions, Protection from Refoulement and Consequences of Leaving for citizens from the Former Soviet Republics in Russia & Hate Crimes and racially motivated attacks against Non-Slav Citizens in Russia, August 2017 ([url](#)), p. 27.

⁽²³²⁾ Civic Assistance Committee (The), On the situation of Chechen Republic and Republic of Ingushetia residents in the Russian penal system, September 2011 to August 2014, September 2014 ([url](#)).

⁽²³³⁾ US DoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Russia, 20 April 2018 ([url](#)), p. 8.

représentant de Dosh affirme en outre qu'aucune affaire de ce type visant des Tchétchènes hors de Tchétchénie n'a été signalée récemment, alors que la police a longtemps utilisé cette «stratégie délibérée», en se concentrant particulièrement sur les Nord-Caucasiens ⁽²³⁴⁾. En comparaison, d'après un rapport de 2017 de la FIDH, les migrants du Caucase étaient souvent présumés coupables par les forces de l'ordre, en particulier lorsqu'il était question de violence et d'utilisation d'armes. ⁽²³⁵⁾

En ce qui concerne l'organisation de procès équitables en général, et pas seulement pour les Tchétchènes, le rapport de 2017 du ministère américain des affaires étrangères indique que les juges subissent des pressions susceptibles d'avoir une incidence sur le résultat des affaires. Citant une déclaration de l'ancienne juge de la Cour suprême, Tamara Morchtchakova, le rapport indiquait également que «les juges s'inquiètent de savoir comment leurs jugements seront perçus par les tribunaux d'instance supérieure et consultent fréquemment leurs contacts au sein de ces tribunaux afin de prendre une décision qui ne risque pas de leur porter préjudice ou d'être annulée ultérieurement». D'après Tamara Morchtchakova, les personnes capables d'influencer les jugements des juges comprennent à la fois les supérieurs hiérarchiques et les responsables locaux ⁽²³⁶⁾.

On peut citer un certain nombre d'affaires très médiatisées survenues ces dernières années impliquant des Tchétchènes hors de Tchétchénie, et en particulier, celle des cinq Tchétchènes condamnés en février 2015 à des peines allant de 11 à 20 ans d'emprisonnement pour l'assassinat de Boris Nemtsov ⁽²³⁷⁾. Cependant, d'après plusieurs groupes et militants actifs dans la défense des droits de l'homme, les aveux de Zaour Dadaev, le tireur, et peut-être d'autres accusés, auraient été obtenus sous la torture ⁽²³⁸⁾. Une autre affaire dont on a beaucoup parlé impliquait plusieurs citoyens russes originaires du Caucase du Nord, y compris de Tchétchénie, condamnés en 2016 à des peines allant de 12 à 14 ans d'emprisonnement pour des faits liés au terrorisme, bien que, d'après leurs avocats, ces personnes auraient été torturées et les accusations de terrorisme auraient été fabriquées de toutes pièces ⁽²³⁹⁾. Les 15 prévenus ont été arrêtés à Moscou en novembre 2013. Ils ont été accusés de préparer un attentat terroriste contre le cinéma «Kirgizia» à Moscou et de faire partie de l'organisation interdite Al-Takfir wal-Hijra, considérée par l'État russe comme une organisation extrémiste. Cependant, un expert en matière d'extrémisme islamiste, qui travaille avec Memorial, a affirmé qu'il n'était même pas certain que le groupe Al-Takfir wal-Hijra existe. Par ailleurs, les preuves utilisées durant le procès étaient apparemment douteuses ⁽²⁴⁰⁾.

⁽²³⁴⁾ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, January 2015 ([url](#)), p. 85.

⁽²³⁵⁾ FIDH – International Federation for Human Rights, Report on discrimination on racial, ethnic and religious grounds, 18 July 2017 ([url](#)), p. 32.

⁽²³⁶⁾ US DoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Russia, 20 April 2018 ([url](#)), p. 13.

⁽²³⁷⁾ BBC, Boris Nemtsov murder: Five Chechens jailed for attack, 13 July 2017 ([url](#)).

⁽²³⁸⁾ RFE/RL, Russia: Activist barred from visiting Nemtsov slaying suspects after torture claim, 12 March 2015 ([url](#)); FIDH, Russia: The UN reviews dramatic crackdown on civil and political rights in Russia, 16 March 2015 ([url](#)).

⁽²³⁹⁾ Memorial Human Rights Center, Адвокаты заявили о фальсификациях в деле о подготовке теракта в Москве [Lawyers claimed terrorist charges to be fabricated], 19 April 2016 ([url](#)).

⁽²⁴⁰⁾ Caucasian Knot, Advocates report on frauds in case of planned terror act in Moscow, 19 April 2016 ([url](#)); Caucasian Knot, Natives of the Northern Caucasus to face trial on charge of plotting terror act, 13 October 2015 ([url](#)); Caucasian Knot, Russian MIA completes investigation into case of preparing terror act in Moscow, 20 April 2015 ([url](#)); Caucasian Knot, Witness denies investigation data in case of planned terror act in Moscow, 18 April 2016 ([url](#)).

5.4 Recours judiciaires

Le droit russe prévoit plusieurs mécanismes permettant aux citoyens d'engager des poursuites contre les autorités en cas de violations des droits de l'homme. Le rapport 2017 du ministère américain des affaires intérieures sur les droits de l'homme en Russie affirme toutefois que ces recours ne fonctionnent pas très bien dans la pratique. En particulier, le rapport explique que «d'après la loi, un accusé acquitté au terme d'un procès a le droit d'exiger une compensation de la part du gouvernement. Si ce mécanisme juridique existe en théorie, il est très compliqué à faire appliquer dans la pratique»⁽²⁴¹⁾. En ce qui concerne les recours déposés auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) portant sur la région du Caucase du Nord, la Fédération de Russie s'est généralement acquittée de ses obligations de manière satisfaisante, mais «l'exécution de mesures individuelles nécessitant de nouveaux efforts d'enquêtes reste problématique, au point que l'on peut se demander s'il existe une réelle volonté politique d'identifier et de poursuivre les auteurs de violations des droits de l'homme qui appartiennent aux forces de sécurité»⁽²⁴²⁾. Dans la plupart des cas individuels concernant des Tchétchènes, la Cour a régulièrement estimé que les autorités russes n'avaient pas mené d'enquête efficace⁽²⁴³⁾.

Lors d'un entretien avec le DIS, un représentant de Memorial a expliqué que les victimes pouvaient être dissuadées de porter plainte auprès de la CEDH, étant donné que leurs proches en Tchétchénie pourraient alors être soumis à des pressions⁽²⁴⁴⁾. Des pressions similaires peuvent être exercées en rapport avec d'autres initiatives juridiques également. En février 2018, le journal *Novaya Gazeta* a révélé que des résidents tchétchènes qui avaient déposé un recours auprès du Procureur général de la Fédération de Russie à propos de prétendues rafles collectives en Tchétchénie et de la prétendue torture de deux hommes soupçonnés par les forces de sécurité tchétchènes de préparer un départ pour la Syrie avaient été battus et menacés par des agents de police tchétchènes⁽²⁴⁵⁾.

Pour de plus amples informations, consultez également le rapport de l'EASO *Fédération de Russie – Les acteurs étatiques de la protection*⁽²⁴⁶⁾.

⁽²⁴¹⁾ US DoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Russia, 20 April 2018 ([url](#)), p. 15.

⁽²⁴²⁾ Council of Europe - Parliamentary Assembly, Human rights in the North Caucasus: what follow-up to Resolution 1738 (2010)?, 8 June 2016 ([url](#)), p. 17.

⁽²⁴³⁾ Council of Europe - Parliamentary Assembly, Human rights in the North Caucasus: what follow-up to Resolution 1738 (2010)?, 8 June 2016 ([url](#)), p. 15.

⁽²⁴⁴⁾ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, January 2015 ([url](#)), p. 177.

⁽²⁴⁵⁾ *Novaya Gazeta*, Итоги акции устрашения чеченского поселка Красная Турбина: жителей избили в РОВД за обращение к генпрокурору, задержанные признали свою вину [The results of the action of intimidation of the Chechen village of Krasnaya Turbina: residents were beaten in the ROVD for an appeal to the Prosecutor General, the detainees pleaded guilty], 17 August 2017 ([url](#)). See also: International Crisis Group (The), ISIS Returnees Bring Both Hope and Fear to Chechnya, 26 March 2018 ([url](#)).

⁽²⁴⁶⁾ EASO, COI Report: Russian Federation – State Actors of Protection, April 2017 ([url](#)).

6. Portée d'action des autorités tchétchènes hors de Tchétchénie

6.1 Influence sur les diasporas tchétchènes

6.1.1 Établissement de représentations du chef de la République de Tchétchénie dans d'autres régions de Russie

Certaines régions de Russie possèdent une représentation du chef de la République de Tchétchénie. Ces représentations ont été établies dans le but de «promouvoir le développement de liens commerciaux, économiques, scientifiques, techniques, humanitaires et autres entre la République de Tchétchénie et les sujets de la Fédération de Russie situés dans les districts fédéraux de la Fédération de Russie»⁽²⁴⁷⁾. Par exemple, le bureau de représentation du chef de la République de Tchétchénie dans l'oblast de Volgograd aide les Tchétchènes locaux:

«[...] en les consultant sur des questions concernant les organismes répressifs; en offrant une assistance en matière culturelle aux étudiants tchétchènes qui étudient dans les sujets de la Fédération de Russie; en menant des travaux idéologiques en matière d'éducation spirituelle et morale, tout en expliquant les fondements de la religion traditionnelle et de l'idéologie tchétchène aux Tchétchènes qui vivent dans les sujets de la Fédération de Russie, et bien plus encore»⁽²⁴⁸⁾.

Le site internet d'un représentant gouvernemental tchétchène de la région d'Ivanovo affirme que l'objectif du bureau de représentation est de maintenir des contacts et des liens avec les mouvements sociaux composés de personnes originaires de Tchétchénie et de protéger la propriété et les droits sociaux de leurs compatriotes qui vivent ou résident temporairement sur le territoire de l'oblast d'Ivanovo⁽²⁴⁹⁾.

Les représentations du chef de la République de Tchétchénie dans la Fédération de Russie forment un réseau relativement étendu⁽²⁵⁰⁾.

6.1.2 Le principe de la «responsabilité collective» du président Kadyrov

La loi fédérale de novembre 2013 impose aux proches de terroristes de payer une compensation financière pour les dégâts matériels causés⁽²⁵¹⁾. Cette loi a été critiquée par des défenseurs des droits de l'homme, qui y voient une sorte de punition collective⁽²⁵²⁾. En 2017, Kadyrov a prétendu, dans une interview, que l'application de la responsabilité

⁽²⁴⁷⁾ Grozny Inform, О жизни чеченцев и роли Представительства Главы ЧР в Волгоградской области [On the life of Chechen and the role of the Representative Office of the Head of the Chechen Republic in the Volgograd Region], 1 June 2016 ([url](#)).

⁽²⁴⁸⁾ Grozny Inform, О жизни чеченцев и роли Представительства Главы ЧР в Волгоградской области [On the life of Chechens and the role of the Representative Office of the Head of the Chechen Republic in the Volgograd Region], 1 June 2016 ([url](#)).

⁽²⁴⁹⁾ Ivanovskij Dom nacional'nostej, Представительство Главы Чеченской Республики в Ивановской области [Representation of the Head of the Chechen Republic in Ivanovo region], n.d. ([url](#)).

⁽²⁵⁰⁾ Ministry of the Chechen Republic on national policy, external relations, press and information, Адреса и телефоны представителей Главы Чеченской Республики в субъектах и федеральных округах Российской Федерации [Addresses and telephone numbers of representatives of the Head of the Chechen Republic in the subjects and federal districts of the Russian Federation], n.d. ([url](#)).

⁽²⁵¹⁾ RFE/RL, Russia To Hold Relatives Of 'Terrorists' Financially Responsible For Material Damage, 4 November 2013 ([url](#)).

⁽²⁵²⁾ US DoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Russia, 20 April 2018 ([url](#)), p. 19.

collective résoudrait «le problème des rebelles et des terroristes», en Tchétchénie et dans le reste de la Russie ⁽²⁵³⁾.

Plusieurs tactiques sont utilisées pour appliquer la responsabilité collective. L'une d'entre elles consiste à incendier la maison des proches de terroristes et à chasser ces derniers du pays. Le président Kadyrov a commenté cette politique en 2017: «[s]'ils [les proches des combattants] ont un fils ou un frère qui a choisi la voie du terrorisme et que sa famille l'aide [...], s'ils restent à la maison sans travailler, s'ils profitent des retraites et des allocations, s'ils couvrent leur fils ou leur frère, s'ils l'aident financièrement à continuer de nous tuer, alors nous les chasserons» ⁽²⁵⁴⁾.

D'après des défenseurs des droits de l'homme liés à Human Rights Watch et à l'International Crisis Group, l'expulsion des familles des insurgés est devenue plus fréquente ces dernières années en Tchétchénie, selon toute vraisemblance à l'initiative des dirigeants de la communauté locale ⁽²⁵⁵⁾. L'affaire Bakhartchiev est l'une de celles qui ont été le plus médiatisées ⁽²⁵⁶⁾. La famille de Zelimkhan Bakhartchiev, à savoir son père, ses frères et ses cousins, a fui en Ingouchie après avoir été chassée de Tchétchénie. Les intimidations des autorités tchétchènes se sont poursuivies, à tel point que la famille a fini par quitter la Russie ⁽²⁵⁷⁾.

Un représentant de Memorial, Oleg Orlov, a expliqué comment Ramzan Kadyrov essayait de propager la politique de la responsabilité collective à l'échelon fédéral:

«[...] dans différents débats télévisés, des programmes soi-disant analytiques, les intervenants serinent sans honte que la responsabilité collective est la norme. L'un des principaux moteurs de cette politique est Ramzan Kadyrov, qui tente de la poursuivre à l'échelon fédéral. Les tentatives d'intimidation contre les proches des combattants se répandent en Ingouchie et au Daghestan. Cette politique se propage également par l'intermédiaire d'assemblées de religieux musulmans en Tchétchénie, grâce aux contacts directs du président Kadyrov avec les dirigeants d'autres régions et par le truchement de personnalités publiques et politiques ⁽²⁵⁸⁾.

D'après Tanya Lokshina, les proches des personnes fichées en tant qu'insurgés par le gouvernement éprouvent souvent des problèmes à percevoir les allocations de protection sociale et à trouver un emploi en Tchétchénie. Par ailleurs, ils sont régulièrement arrêtés, fouillés et interrogés par la police. Ces affirmations sont confirmées par Ekaterina Sokirianskaia, anciennement membre de l'International Crisis Group, qui ajoute que les femmes de ces familles peuvent perdre leur emploi, tandis que les enfants peuvent être exclus de leur école. La communauté n'a pas le droit d'aider ces familles. Ces méthodes se poursuivent même après la mort ou l'arrestation de l'insurgé, puisque les responsables tchétchènes continuent de surveiller et d'intimider la famille, et en particulier les fils (y

⁽²⁵³⁾ RT, «Я не хочу войны»: Кадыров о безопасности в Чечне, помощи Сирии и критике в свой адрес ["I do not want war": Kadyrov on security in Chechnya, Syria's help and criticism in his address], 19 April 2017 ([url](#)). See also: OC Media, Kadyrov officially sanctions collective responsibility for families of terrorists, 20 April 2017 ([url](#)).

⁽²⁵⁴⁾ OC Media, Kadyrov officially sanctions collective responsibility for families of terrorists, 20 April 2017 ([url](#)).

⁽²⁵⁵⁾ Meduza, Guilty by blood, 31 October 2017 ([url](#)).

⁽²⁵⁶⁾ Meduza, Guilty by blood, 31 October 2017 ([url](#)).

⁽²⁵⁷⁾ Meduza, Guilty by blood, 31 October 2017 ([url](#)); OC Media, Kadyrov officially sanctions collective responsibility for families of terrorists, 20 April 2017 ([url](#)).

⁽²⁵⁸⁾ Kavkazkij Uzel, Правозащитники констатировали усиление влияния Кадырова на чеченские диаспоры [Human rights activists noted the strengthening of Kadyrov's influence on the Chechen diasporas], 27 October 2017 ([url](#)).

compris mineurs). D'après Tanya Lokshina, la seule solution consiste soit à quitter le pays, soit à renier publiquement – souvent à la télévision – le fils ou le frère en question. Dans les cas où les proches avaient fait le voyage jusqu'en Syrie pour ramener des combattants au pays, tous avaient été emprisonnés à leur retour en Tchétchénie, qu'un acte répréhensible ait été commis ou non ⁽²⁵⁹⁾.

6.2 La portée d'action des services répressifs tchétchènes dans d'autres parties de la Fédération de Russie

6.2.1 Mépris de la compétence fédérale et impunité des services répressifs tchétchènes (kadyrovtsy)

Ramzan Kadyrov est le seul dirigeant régional en Fédération de Russie qui contrôle l'intégralité des forces de sécurité, que l'on appelle les «kadyrovtsy». Initialement chargées d'assurer la sécurité personnelle de son père, Akhmad Kadyrov, ces troupes se sont transformées en une puissante force paramilitaire fonctionnant à la manière d'une armée privée. En 2014, les kadyrovtsy ont officiellement été rattachés au ministère de l'intérieur ⁽²⁶⁰⁾. Ils se composent «des milices et autres anciens combattants rebelles qui ont lutté aux côtés de la famille Kadyrov pendant la guerre» et regroupent à la fois des unités de police et des forces spéciales. Selon les estimations, leur nombre oscille entre 5 000 et 20 000 hommes, qui dépendent directement du ministère tchétchène de l'intérieur (et donc, du président Kadyrov). D'après un article publié dans le journal The Telegraph, ces forces sont dirigées par des hommes qui sont liés à Ramzan Kadyrov «par le sang, l'amitié et une expérience partagée du champ de bataille» ⁽²⁶¹⁾.

Certaines sources parlent de problèmes d'État de droit en Tchétchénie. Les Kadyrovtsy ont réussi à endiguer la révolution islamiste en laquelle le mouvement séparatiste tchétchène s'était transformé au fil du temps ⁽²⁶²⁾: l'Émirat du Caucase, le groupe d'insurgés local, a pratiquement été détruit et le nombre d'attentats terroristes dans la région a chuté de manière significative ⁽²⁶³⁾, avec seulement 16 décès en 2017 (14 au sein des forces de l'ordre/forces de sécurité et deux civils) ⁽²⁶⁴⁾. Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme ont accusé les forces de sécurité tchétchènes de recourir aux disparitions forcées, de pratiquer la torture, de procéder à des exécutions extrajudiciaires et d'user de représailles contre les proches des insurgés islamistes ⁽²⁶⁵⁾. Les cibles étaient des insurgés armés et des complices présumés, «des dissidents locaux, des journalistes indépendants, des musulmans salafistes, des toxicomanes et d'autres personnes jugées "indésirables" par les dirigeants tchétchènes» ⁽²⁶⁶⁾. Les forces de sécurité du président Kadyrov ont également été reliées,

⁽²⁵⁹⁾ Meduza, Guilty by blood, 31 October 2017 ([url](#)).

⁽²⁶⁰⁾ International Crisis Group (The), Chechnya: The Inner Abroad, 30 June 2015 ([url](#)), pp. 4, 29; Telegraph (The), Ramzan Kadyrov: Putin's 'sniper' in Chechnya, 24 February 2016 ([url](#)).

⁽²⁶¹⁾ Telegraph (The), Ramzan Kadyrov: Putin's 'sniper' in Chechnya, 24 February 2016 ([url](#)).

⁽²⁶²⁾ Telegraph (The), Ramzan Kadyrov: Putin's 'sniper' in Chechnya, 24 February 2016 ([url](#)).

⁽²⁶³⁾ Interpreter (The), Assassination Attempt on Kadyrov Revealed As He Sparks New Scandal with Call to Execute Drug Addicts, 3 October 2016 ([url](#)).

⁽²⁶⁴⁾ Caucasian Knot, Infographics. Statistics of victims in Northern Caucasus for 2017 under the data of the Caucasian Knot, 29 January ([url](#)).

⁽²⁶⁵⁾ Telegraph (The), Ramzan Kadyrov: Putin's 'sniper' in Chechnya, 24 February 2016 ([url](#)).

⁽²⁶⁶⁾ HRW, Russia: Anti-Gay Purge in Chechnya, 26 May 2017 ([url](#)).

directement ou indirectement, à un certain nombre de meurtres de rivaux politiques, de défenseurs des droits de l'homme ou de journalistes ⁽²⁶⁷⁾.

En 2013, le Comité européen pour la prévention de la torture a qualifié d'«aigu» le problème de l'impunité des forces de sécurité et autres fonctionnaires en Tchétchénie ⁽²⁶⁸⁾. Toutefois, les enquêtes sur les crimes commis par les services répressifs tchétchènes sont problématiques même à Moscou ⁽²⁶⁹⁾. D'après le Centre Carnegie de Moscou, le président Kadyrov «croit que lui et tous les autres Tchétchènes ont un droit à l'extraterritorialité et peuvent donc être punis ou, au contraire, exemptés de toute sanction pour une violation du droit russe quand ils le décident». Ce faisant, il se soustrait à la compétence des autorités et des services spéciaux russes, qui sont décrits comme «contrariés» par cette indépendance ⁽²⁷⁰⁾. Mark Galeotti, chercheur de haut rang à l'Institut des Relations internationales de Prague et président de son Centre pour la sécurité européenne, a confirmé cette situation dans un article pour Al Jazeera: «[...] Kadyrov est considéré avec méfiance et mépris par une grande partie de l'élite avec, parmi eux, les dirigeants de la plupart des organismes sécuritaires [...]» ⁽²⁷¹⁾.

Le journal The Telegraph a cité Nikolai Petrov, expert de la politique régionale russe à l'École supérieure d'économie de Moscou, qui affirmait que le président Kadyrov «serait capable de convoquer 1 000 à 2 000 hommes armés à Moscou à tout moment, ainsi que d'en déplacer quelque 20 000 autres assez facilement» ⁽²⁷²⁾. D'après une autre source, plusieurs centaines d'agents de sécurité tchétchènes se trouveraient actuellement à Moscou, où ils s'adonneraient «à la "taxation" d'entreprises et à d'autres activités illégales». La police russe locale semble apparemment incapable d'intervenir lorsque ses homologues tchétchènes procèdent à des arrestations en dehors de leur juridiction. De même, les autorités fédérales ont été empêchées d'enquêter sur des crimes graves impliquant des membres du cercle intime du président Kadyrov ⁽²⁷³⁾.

Après le meurtre de Boris Nemtsov, un collègue de ce dernier a publiquement affirmé qu'il pensait que le président Kadyrov avait souhaité l'éliminer ⁽²⁷⁴⁾. D'après l'International Crisis Group, certains agents de sécurité fédéraux auraient essayé d'identifier les commanditaires du meurtre de Boris Nemtsov, abattu le 27 février 2015 près du Kremlin. Cette enquête aurait été la preuve de «l'hostilité d'une partie des forces de sécurité à l'égard de Ramzan Kadyrov et [de leur] désaccord avec la manière dont le Kremlin traite la question tchétchène». Cependant, l'enquête autour de cet homicide s'est bornée à identifier les auteurs: cinq individus d'origine tchétchène ont été arrêtés et accusés de meurtre ⁽²⁷⁵⁾. Un témoin et auteur présumé a réussi à s'échapper grâce à des hommes armés qui ont bloqué les entrées de son village natal jusqu'à ce qu'il s'enfuit ⁽²⁷⁶⁾. D'après le Centre Carnegie de Moscou, «les

⁽²⁶⁷⁾ Telegraph (The), Ramzan Kadyrov: Putin's 'sniper' in Chechnya, 24 February 2016 ([url](#)).

⁽²⁶⁸⁾ Council of Europe, Report to the Russian Government on the visit to the North Caucasian region of the Russian Federation carried out by the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (CPT) from 27 April to 6 May 2011, 24 January 2013 ([url](#)).

⁽²⁶⁹⁾ International Crisis Group (The), Chechnya: The Inner Abroad, 30 June 2015 ([url](#)), p. 30.

⁽²⁷⁰⁾ Carnegie Moscow Centre (The), Will the Chechen Connection Lead to Ramzan Kadyrov?, 17 March 2015 ([url](#)).

⁽²⁷¹⁾ Galeotti, M., Chechnya's Kadyrov really 'dreaming' of quitting?, Al Jazeera, 28 November 2017 ([url](#)).

⁽²⁷²⁾ Telegraph (The), Ramzan Kadyrov: Putin's 'sniper' in Chechnya, 24 February 2016 ([url](#)).

⁽²⁷³⁾ Sokirianskaia, E., Is Chechnya taking over Russia?, The New York Times, 17 August 2017 ([url](#)).

⁽²⁷⁴⁾ Gazeta.ru, «Я догадываюсь, кто заказчик» [“I guess who ordered it”], 10 March 2015 ([url](#)); Guardian (The), Chechen leader Kadyrov 'threatens whole of Russia', opposition says, 23 February 2016 ([url](#)).

⁽²⁷⁵⁾ International Crisis Group (The), Chechnya: The Inner Abroad, 30 June 2015 ([url](#)), pp. 29-31.

⁽²⁷⁶⁾ International Crisis Group (The), Chechnya: The Inner Abroad, 30 June 2015 ([url](#)), pp. 29-31. url

manigances autour du meurtre de Boris Nemtsov prouvent une nouvelle fois que Kadyrov est un homme politique à l'échelle fédérale, dont l'influence s'étend bien au-delà des frontières tchétchènes» ⁽²⁷⁷⁾.

En avril 2015, la police de Stavropol et d'autres agents de services répressifs non tchétchènes ont mené, sans se coordonner avec les autorités tchétchènes, une opération à Grozny au cours de laquelle un suspect a été abattu. En réponse, le président Kadyrov a ordonné à la police tchétchène de tirer sur leurs collègues opérant en Tchétchénie sans autorisation ⁽²⁷⁸⁾. Il dira plus tard avoir parlé «sous le coup de l'émotion» ⁽²⁷⁹⁾.

Le président Kadyrov n'hésite pas à se montrer en compagnie d'individus recherchés par les autorités fédérales. Ainsi, le journal Novaya Gazeta affirme que Ramzan Kadyrov a publié sur le réseau social russe Vkontakte une vidéo de ses réunions avec son ancien conseiller Chaa Tourlaev, qui figure sur la liste fédérale et internationale des personnes recherchées en raison de sa possible implication dans une série de meurtres commandités ⁽²⁸⁰⁾.

Le journal The Telegraph conclut que «si l'objectif du FSB et d'autres agences était de renverser M. Kadyrov, force est de constater qu'ils ont échoué» ⁽²⁸¹⁾. Une source anonyme citée par l'International Crisis Group s'inquiète du fait que l'impunité des dirigeants et des services répressifs tchétchènes soit telle qu'il soit inutile de chercher à obtenir réparation en justice, étant donné que les autorités fédérales semblent couvrir tous les crimes perpétrés par la garde du président Kadyrov en Russie comme à l'étranger ⁽²⁸²⁾.

6.2.2 Localisation et transfert de personnes recherchées depuis des entités administratives russes vers la République tchétchène

Localisation

D'après un défenseur des droits de l'homme consulté par le DIS, «[e]n général, les citoyens tchétchènes peuvent facilement se déplacer et s'installer ailleurs dans la Fédération de Russie» ⁽²⁸³⁾.

La localisation d'une personne recherchée par les autorités tchétchènes peut survenir dans plusieurs cas. Par exemple, lorsqu'un individu souhaite trouver un emploi, étudier ou aller chez le médecin, il est tenu de montrer une preuve de son enregistrement. Une fois enregistrée, la personne pourra être retrouvée par les autorités tchétchènes, puisque les informations concernant la nouvelle adresse leur seront également envoyées ⁽²⁸⁴⁾. Invitée à expliquer comment cela fonctionne dans la pratique, Svetlana Gannouchkina, du Comité d'assistance civique, a précisé que, dès lors qu'une personne s'enregistre à une nouvelle adresse, cette information est automatiquement envoyée au service d'enregistrement de l'ancienne adresse. Une telle information peut «facilement être obtenue» par ses

⁽²⁷⁷⁾ Carnegie Moscow Centre (The), Will the Chechen Connection Lead to Ramzan Kadyrov? 17 March 2015 ([url](#)).

⁽²⁷⁸⁾ Gazeta.ru, Кадыров разрешил огонь на поражение [Kadyrov allowed shot to kill], 23 April 2015 ([url](#)).

⁽²⁷⁹⁾ Telegraph (The), Ramzan Kadyrov: Putin's 'sniper' in Chechnya, 24 February 2016 ([url](#)).

⁽²⁸⁰⁾ News.ru, "Новая газета": Кадыров опубликовал видео с разыскиваемым МВД бывшим советником Турлаевым ["Novaya Gazeta": Kadyrov published a video with the former Interior Minister's adviser Turlaev, wanted by the Ministry of Internal Affairs], 25 March 2018 ([url](#)).

⁽²⁸¹⁾ Telegraph (The), Ramzan Kadyrov: Putin's 'sniper' in Chechnya, 24 February 2016 ([url](#)).

⁽²⁸²⁾ International Crisis Group (The), Chechnya: The Inner Abroad, 30 June 2015 ([url](#)), pp. 32-34.

⁽²⁸³⁾ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, January 2015 ([url](#)), p. 71.

⁽²⁸⁴⁾ Memorial Human Rights Center and The Civic Assistance Committee, Chechens in Russia, 2014 ([url](#)), p. 4; Caucasian Knot, Чеченцы в России. Доклад Комитета «Гражданское содействие» и ПЦ «Мемориал» [Chechens in Russia. Report of the Committee "Civil Assistance" and HRC "Memorial"], 22 January 2015 ([url](#)).

poursuivants, qu'il s'agisse des autorités tchétchènes ou de particuliers ayant un contact dans la police ⁽²⁸⁵⁾. D'après les renseignements recueillis par le DIS à partir d'une source travaillant dans une ambassade occidentale, «le point de savoir si cette information sera effectivement utilisée, dans ce cas-ci par les autorités tchétchènes, est une autre question. Cela dépendra de l'importance que revêt pour elles la personne recherchée. Si cette dernière n'est guère importante, il ne se passera peut-être rien» ⁽²⁸⁶⁾.

D'après le rapport du DIS, une personne recherchée au niveau fédéral risque également d'être localisée dès lors qu'elle voyage en train:

«[à] bord de tous les trains et pour toutes les classes, il faut présenter le passeport intérieur pour acheter un ticket. Cependant, la qualité des échanges d'informations entre les différentes autorités de Russie est médiocre et il se peut qu'une personne recherchée parvienne à acheter un ticket de train sans être repérée, malgré le fait que son nom et son passeport intérieur soient fichés. Selon ce rapport également, la manière dont les autorités compétentes sont informées et réagissent aux informations reçues peut varier d'un cas à l'autre. Ici encore, cela dépend de l'autorité qui a lancé la recherche et de l'échelon auquel elle se situe: fédéral ou local. Si une personne recherchée à l'échelon fédéral tente de quitter la Russie en se rendant dans un aéroport international, il est probable que le FSB recevra l'information et y réagira. La police des frontières est un département qui dépend du FSB, alors que la police ordinaire dépend du ministère de l'intérieur» ⁽²⁸⁷⁾.

Après avoir purgé une peine d'emprisonnement en application de l'article 208 du Code pénal (*Constitution d'un groupe armé illégal ou participation à un tel groupe*), certains Tchétchènes n'osent plus retourner en Tchétchénie et s'installent donc dans une autre région de Russie. Cependant, d'après des informations fournies par Memorial et le Comité d'assistance civique, les Kadyrovtsy peuvent les retrouver où qu'ils se trouvent sur le territoire russe. Un autre facteur important qui contribue à la discrimination et à la persécution des Tchétchènes reconnus coupables au titre de l'article 208 est la loi n° 115-FZ du 7 août 2001 «sur la lutte contre la légalisation (le blanchiment) du produit du crime et le financement du terrorisme». D'après cette loi, le Service fédéral de contrôle financier de la Fédération de Russie (Rosfinmonitoring) compile et publie régulièrement, dans le journal gouvernemental Rossiyskaya Gazeta, une liste des organisations et des personnes reconnues coupables d'avoir participé à des activités extrémistes ou terroristes. Toutes les personnes condamnées au titre de l'article 208 figurent dans cette liste, qui est également disponible en ligne sous l'appellation «Liste des terroristes». Avoir son nom dans cette liste peut conduire à toutes sortes de conséquences, du simple fait de se voir refuser une carte de crédit jusqu'à une stigmatisation à vie en tant que terroriste, réduisant au final la personne en question au statut de paria et faisant d'elle «une cible de choix pour de nouvelles persécutions» ⁽²⁸⁸⁾.

⁽²⁸⁵⁾ Gannouchkina, Svetlana, e-mail, 22 Juin 2018. Svetlana Gannouchkina est la présidente et co-fondatrice du Comité d'assistance civique.

⁽²⁸⁶⁾ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, January 2015 ([url](#)), p. 70.

⁽²⁸⁷⁾ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, January 2015 ([url](#)), p. 70.

⁽²⁸⁸⁾ Memorial Human Rights Center and The Civic Assistance Committee, Chechens in Russia, 2014 ([url](#)), p. 7; Caucasian Knot, Чеченцы в России. Доклад Комитета «Гражданское содействие» и ПЦ «Мемориал» [Chechens in Russia. Report of the Committee "Civil Assistance" and HRC "Memorial"], 22 January 2015 ([url](#)).

Transfert

Une ambassade occidentale citée par le DIS dans le rapport de sa mission d'information en Fédération de Russie en 2014 avait évoqué le sujet des personnes recherchées et de leur transfert vers la Tchétchénie: «[l]es autorités tchétchènes n'utilisent pas forcément les canaux officiels pour rechercher des individus dans d'autres régions de Russie [...]. Les procédures officielles pour ces transferts sont relativement longues et exigent que le dossier s'appuie sur des preuves» ⁽²⁸⁹⁾.

Soit les sources consultées par le DIS n'étaient pas au courant des transferts judiciaires ayant impliqué des proches ou des partisans présumés des insurgés tchétchènes depuis d'autres régions de la Fédération de Russie, soit elles faisaient référence uniquement à des affaires plus anciennes, survenues entre 2008 et 2011 ⁽²⁹⁰⁾.

Un analyste de l'International Crisis Group à Moscou a déclaré qu'«il arrive que la police tchétchène arrête des individus séjournant dans d'autres régions [de Russie], parfois avec l'aide des services répressifs locaux. Le service du ministère tchétchène de l'intérieur chargé de la lutte contre l'extrémisme est désormais sous le contrôle des hommes du président Kadyrov. Ce service est capable d'opérer dans tout le pays» ⁽²⁹¹⁾.

Dans un article publié en juin 2017, Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) attirait l'attention sur le cas d'un jeune Tchétchène qui a failli être arrêté à Briansk par les services répressifs tchétchènes en vue d'être transféré en Tchétchénie. D'après RFE/RL, «les efforts déployés pour ramener Amriev en Tchétchénie ont relancé le débat au sujet de la portée d'action des forces de sécurité du dirigeant tchétchène soutenu par le Kremlin, Ramzan Kadyrov, qui a suscité l'inquiétude à plusieurs reprises en menant des opérations à Moscou et dans d'autres régions éloignées de la Tchétchénie» ⁽²⁹²⁾.

Amriev avait été arrêté par la police de Briansk le 4 juin 2017 alors qu'il se trouvait dans un train en direction de Moscou. D'après son avocat, lorsque la police a officiellement relâché Amriev le 6 juin, celui-ci a été emmené au Bureau des services juridiques des transports, où l'attendaient des agents des services répressifs tchétchènes avec une demande de transfert. Amriev est parvenu à s'enfuir à l'étranger, mais a de nouveau été appréhendé plus tard, lors d'un retour en Russie dans le but de faire renouveler son passeport ⁽²⁹³⁾.

⁽²⁸⁹⁾ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, January 2015 ([url](#)), p. 181.

⁽²⁹⁰⁾ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, January 2015 ([url](#)), pp. 68-69.

⁽²⁹¹⁾ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, January 2015 ([url](#)), p. 69.

⁽²⁹²⁾ RFE/RL, Activists: Chechen Man Who Claimed Torture Narrowly Escapes Transfer To Grozny, 6 June 2017 ([url](#)).

⁽²⁹³⁾ RFE/RL, Activists: Chechen Man Who Claimed Torture Narrowly Escapes Transfer To Grozny, 6 June 2017 ([url](#)).

7. Accueil des rapatriés tchétchènes

D'après les autorités russes, pas moins de 150 000 Russes ont quitté l'étranger en 2016 pour revenir vivre en Fédération de Russie ⁽²⁹⁴⁾. Le nombre de personnes originaires de Tchétchénie ou d'autres régions du Caucase du Nord revenues vivre en Fédération de Russie en 2017 est inconnu.

7.1 Aspects juridiques

Le système juridique russe prévoit une liberté de circulation comprenant le droit à l'émigration et au rapatriement ⁽²⁹⁵⁾. D'après la fiche pays élaborée conjointement par le Bureau fédéral allemand pour la migration et les réfugiés (BAMF) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), aucun programme ou allocation spécifique n'est prévu pour les rapatriés, qui ne sont «pas considérés comme formant un groupe spécial ou vulnérable». Comme tous les citoyens russes, les rapatriés ont accès à une protection sociale et à des soins de santé gratuits et peuvent faire une demande de papiers et d'enregistrement auprès des autorités russes. Certains documents ou services publics sont accessibles en ligne via le Gosuslugi, le portail des services publics de la Fédération de Russie, ou en se présentant en personne dans un centre multifonctionnel ⁽²⁹⁶⁾.

En cas de perte des papiers d'identification, par exemple des documents de voyage, les représentations russes à l'étranger peuvent délivrer une attestation de rapatriement, c'est-à-dire un document de voyage temporaire permettant d'effectuer un aller simple vers la Russie ⁽²⁹⁷⁾.

Les autorités russes ont fourni une certaine assistance dans le cadre du Programme d'État pour l'aide à la réinstallation volontaire de compatriotes vivant à l'étranger vers la Fédération de Russie, qui vise les citoyens russes installés à l'étranger ⁽²⁹⁸⁾. Cependant, l'aide fournie dans le cadre de ce programme s'adresse essentiellement aux citoyens russes ou à leurs descendants vivant dans les anciennes républiques soviétiques ⁽²⁹⁹⁾.

7.2 Traitement des rapatriés par les autorités

Selon un rapport rédigé par le ministère allemand des affaires étrangères et cité par le Centre autrichien de recherche et de documentation sur les pays d'origine et les demandeurs d'asile (ACCORD), de manière générale, aucun élément ne permet de penser que les autorités russes ciblent systématiquement les citoyens russes qui reviennent de l'étranger ou demandent l'asile. Cependant, certains groupes sociaux spécifiques et des demandeurs d'asile ont été pris

⁽²⁹⁴⁾ Izvestiya, Россияне разочаровались в Европе и возвращаются домой [Russians disappointed in Europe returned home], 9 March 2017 ([url](#)).

⁽²⁹⁵⁾ US DoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Russia, 20 April 2018 ([url](#)), p. 36; ACCORD – Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation, Query response on the Russian Federation: Situation of people who have returned after a negative asylum decision, 31 May 2016 ([url](#)).

⁽²⁹⁶⁾ BAMF, IOM, Zif, Country Fact Sheet Russian Federation, 2017 ([url](#)), pp. 2, 6; Multifunctional Centres, n.d. ([url](#)); Gosuslugi, n.d. ([url](#)).

⁽²⁹⁷⁾ Embassy of the Russian Federation - Washington DC, Свидетельство на возвращение в Россию [Certificate for return to the Russian Federation], n.d. ([url](#)).

⁽²⁹⁸⁾ Government of the Russian Federation, Государственная программа по оказанию содействия добровольному переселению в Российскую Федерацию соотечественников, проживающих за рубежом [The State Program for the Promotion of Voluntary Resettlement to the Russian Federation of Compatriots Living Abroad], n.d. ([url](#)).

⁽²⁹⁹⁾ Karelia Officialnaya, В 2018 году Карелия планирует принять не менее 300 соотечественников (In 2018, Karelia plans to take at least 300 compatriots), 22 March 2018 ([url](#)); PA Resettlement, Who is eligible to become a participant of the State Program of Resettlement of Compatriots to the Russian Federation?, n.d. ([url](#)).

pour cible et surveillés par les autorités. Les Tchétchènes ne sont généralement pas visés, mais les personnes soupçonnées d'être des insurgés sont susceptibles de faire l'objet d'une répression au moment de leur retour ⁽³⁰⁰⁾. Dans le cas des retours volontaires, le bureau de l'OIM à Moscou n'a, d'après les informations transmises au DIS en 2014, reçu aucun retour de rapatriés tchétchènes concernant un quelconque problème ou conflit avec les autorités locales après leur retour en Tchétchénie ⁽³⁰¹⁾. Certaines sources mentionnent toutefois des difficultés que les rapatriés tchétchènes sont susceptibles de rencontrer, même s'il faut distinguer les rapatriés volontaires des rapatriés non volontaires, les premiers ne rencontrant généralement pas de problèmes ⁽³⁰²⁾. Ekkehard Maass, président de la Société germano-caucasienne, a expliqué que la première crainte des Tchétchènes vivant en Allemagne est d'être rapatriés de force en Russie et d'y être exposés à des violences et à des mauvais traitements de la part des autorités ⁽³⁰³⁾, par exemple dans le cadre des programmes de rééducation pour les femmes ⁽³⁰⁴⁾.

Les anciens combattants de l'État islamique sont surveillés par les autorités, même s'il n'existe pas de chiffres officiels concernant les rapatriés de sexe masculin ⁽³⁰⁵⁾. Dans un rapport de 2016, Memorial affirmait:

«[d]ans l'ensemble, le faible flux de "rapatriés" reste relativement bien contrôlé par les services de sécurité russes. Le nombre de ressortissants russes qui ont fait l'objet de poursuites pénales après avoir quitté le territoire afin de lutter aux côtés de musulmans radicalisés est entouré d'une grande incertitude, et varie entre 477 et 800 en fonction des autorités citées» ⁽³⁰⁶⁾.

Contrairement au Daghestan voisin et à la politique radicale russe, le gouvernement tchétchène et les militants locaux ont pris des mesures pour permettre la réinsertion des enfants et des femmes de retour de Syrie, ainsi que, dans une certaine mesure, de certains combattants ⁽³⁰⁷⁾, même si, selon certains, les autorités tchétchènes utiliseraient ces mesures

⁽³⁰⁰⁾ ACCORD, Query response on the Russian Federation, 31 May 2016 ([url](#)); Caucasus Knot, How to go to Europe and receive an "escapee" status there, 6 April 2016 ([url](#)); DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, January 2015 ([url](#)), p. 64; RFI, Больше не убежище: как Франция начала выселять чеченцев [No more shelter: how France began to expel the Chechens], 2 March 2018 ([url](#)).

⁽³⁰¹⁾ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, January 2015 ([url](#)), p. 64.

⁽³⁰²⁾ AA (Auswärtiges Amt), Bericht über die asyl- und abschiebungsrelevante Lage in der Russischen Föderation, 5 January 2016, quoted in: BVwG, Entscheidungstext W215 1402384-5/12E, 7 April 2016 ([url](#)).

⁽³⁰³⁾ Meduza, 'We will set them straight' In Berlin, an anonymous gang is terrorizing Chechen refugees for 'choosing the wrong path', 25 May 2017 ([url](#)).

⁽³⁰⁴⁾ Caucasian Knot, Кавказоведы назвали нетрадиционным "перевоспитание" европейских чеченков [Caucasians called non-traditional "re-education" of European Chechens], 30 January 2018 ([url](#)).

⁽³⁰⁵⁾ International Crisis Group (The), ISIS Returnees Bring Both Hope and Fear to Chechnya, 26 March 2018 ([url](#)).

⁽³⁰⁶⁾ Memorial Human Rights Center, Counter-terrorism in the North Caucasus: a human rights perspective. 2014 – first half of 2016, 2016 ([url](#)), p. 15.

⁽³⁰⁷⁾ Meduza, A mother repatriated from ISIS territory is sentenced to eight years in prison by a Dagestani court, 15 February 2018 ([url](#)); Jamestown Foundation (The), Ending Islamic State: Dealing With Women and Children Returnees in the North Caucasus, 26 February 2018 ([url](#)); International Crisis Group (The), ISIS Returnees Bring Both Hope and Fear to Chechnya, 26 March 2018 ([url](#)).

pour se présenter comme pacifistes⁽³⁰⁸⁾ et rassembler des renseignements sur l'État islamique⁽³⁰⁹⁾. 97 enfants et femmes ont été rapatriés en Russie depuis février 2018⁽³¹⁰⁾.

En général, le retour de ces personnes s'accompagne de nombreux défis techniques et juridiques pour les autorités, notamment pour ce qui est de la vérification de l'identité des enfants nés en Syrie ou en Irak⁽³¹¹⁾. La procédure de retour et de réinsertion n'est pas sans risque pour les rapatriés de Syrie. En effet, d'après une analyse de l'International Crisis Group, les rapatriés eux-mêmes, leur famille ou même leurs amis peuvent également être pris pour cibles par les autorités tchétchènes. Néanmoins, un centre de réinsertion va être construit à Grozny, avec le soutien timide des autorités locales, afin d'appliquer une approche plus individuelle pour les femmes rapatriées de Syrie⁽³¹²⁾. Ces femmes seraient toutefois tenues de signer un document les engageant à comparaître devant un tribunal dans le cas où elles viendraient à être accusées d'une quelconque activité criminelle. Les agences répressives sont censées passer des accords informels avec les membres de la famille et les amis assurant que les rapatriés ne seront pas poursuivis au moment de leur retour, mais malgré ces accords, des poursuites ont eu lieu⁽³¹³⁾.

Depuis 2015, les médias ont fait état de plusieurs cas de rapatriés en provenance d'Europe qui ont disparu après leur retour en Fédération de Russie, qui ont subi des mauvais traitements ou qui sont considérés comme menacés de quelque manière que ce soit depuis leur retour⁽³¹⁴⁾. Voir également la [section 6.2.2](#). Par ailleurs, d'après un rapport interne du ministère allemand des affaires étrangères, cité dans un jugement de la Cour administrative d'Autriche, les rapatriés tchétchènes pourraient potentiellement être la cible de procédures pénales forgées de toutes pièces par les autorités dans le but d'améliorer les statistiques en matière de lutte contre la criminalité ou encore être soupçonnés d'avoir participé à des activités militantes⁽³¹⁵⁾.

⁽³⁰⁸⁾ Jamestown Foundation (The), Ending Islamic State: Dealing With Women and Children Returnees in the North Caucasus, Terrorism Monitor, 26 February 2018 ([url](#)).

⁽³⁰⁹⁾ Aliyev, H., Families of ISIS Fighters Return to North Caucasus, The Central Asia-Caucasus Analyst, 23 May 2018 ([url](#)).

⁽³¹⁰⁾ New York Times (The), Raised by ISIS, Returned to Chechnya: 'These Children Saw Terrible Things', 24 February 2018 ([url](#)).

⁽³¹¹⁾ Jamestown Foundation (The), Ending Islamic State: Dealing With Women and Children Returnees in the North Caucasus, Terrorism Monitor, 26 February 2018 ([url](#)).

⁽³¹²⁾ International Crisis Group (The), ISIS Returnees Bring Both Hope and Fear to Chechnya, 26 March 2018 ([url](#)).

⁽³¹³⁾ BBC Russia, Спасенную из Сирии уроженку Дагестана осудили на восемь лет с отсрочкой [Woman from Dagestan saved from Syria was given 8-year suspension sentence], 15 February 2018 ([url](#)); Caucasus Knot, Seven Chechen women from Syria released from criminal liability, 24 October 2017 ([url](#)).

⁽³¹⁴⁾ RFI, Больше не убежище: как Франция начала высылать чеченцев [No more shelter: how France began to expel the Chechens], 2 March 2018 ([url](#)); Caucasus Knot, Rights defenders report disappearance of Chechen native in Moscow, 22 July 2015 ([url](#)); Caucasus Knot, Natives of Chechnya deported to Russia not let out of Domodedovo for three days, 1 March 2016 ([url](#)); Snob, Пропавшие: как и куда исчезают россияне [Missing: how and where the Russians disappear], 20 July 2016 ([url](#)); ACCORD, Query response on the Russian Federation, 31 May 2016 ([url](#)).

⁽³¹⁵⁾ AA (Auswärtiges Amt), Bericht über die asyl- und abschiebungsrelevante Lage in der Russischen Föderation, 5 January 2016, quoted in: BVwG, Entscheidungstext W215 1402384-5/12E, 7 April 2016 ([url](#)).

Bibliographie

Sources publiques

ACCORD (Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation), *Query response on the Russian Federation: Situation of people who have returned after a negative asylum decision*, 31 May 2016 (<https://www.ecoi.net/en/document/1394806.html>), accessed 13 April 2018.

Aliyev, H., *Families of ISIS Fighters Return to North Caucasus*, The Central Asia-Caucasus Analyst, 23 May 2018 (<https://www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/13519-families-of-isis-fighters-return-to-north-caucasus.html>), accessed 31 May 2018.

Amnesty International, *Amnesty International Report 2017/18 - The State of the World's Human Rights - Russian Federation*, 22 February 2018 (<https://www.ecoi.net/en/document/1425089.html>), accessed 4 April 2018.

AP news, *Family of arrested Chechen activist pressured amid arrest*, January 11 2018 (<https://apnews.com/d85a3557ffd440b8ab3f8a8cb2aa5de0>), accessed 13 June 2018.

BAMF (Bundesamt für Migration und Flüchtlinge), IOM (International Organization for Migration, Zirn), *Country Fact Sheet Russian Federation*, 2017 (https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/18858981/Russland_-_Country_Fact_Sheet_2017%2C_englisch.pdf?func=doc.Fetch&nodeid=18858981), accessed 12 April 2018.

base.garant.ru ,

Постановление Правительства РФ от 8 июля 1997 г. N 828 "Об утверждении Положения о паспорте гражданина Российской Федерации, образца бланка и описания паспорта гражданина Российской Федерации" (с изменениями и дополнениями) [Internal Passport Regulations], 8 July 1997 (<http://base.garant.ru/11900262/>), accessed 19 April 2018.

Закон об образовании [Federal law of the Russian federation nr 273-FZ on Education], 29 December 2012 (<http://base.garant.ru/70291362/5633a92d35b966c2ba2f1e859e7bdd69/>), accessed 6 June 2018.

Закон РФ от 25 июня 1993 г. N 5242-1 "О праве граждан Российской Федерации на свободу передвижения, выбор места пребывания и жительства в пределах Российской Федерации" (с изменениями и дополнениями) [Law of the Russian Federation nr 5242-1 "On the Right of the Citizens of the Russian Federation to the Freedom of Movement, the Choice of the Place of Stay and Residence within the Russian Federation" (as amended)], 25 June 1993 (<http://base.garant.ru/10102748/5ac206a89ea76855804609cd950fcdf7/>), accessed 17 April 2018.

Постановление Правительства РФ от 8 июля 1997 г. N 828 "Об утверждении Положения о паспорте гражданина Российской Федерации, образца бланка и описания паспорта гражданина Российской Федерации" (с изменениями и дополнениями) [Internal Passport Regulations], 8 July 1997 (<http://base.garant.ru/11900262/>), accessed 19 April 2018.

Трудовой кодекс [Labour Code], 30 December 2001 (<http://base.garant.ru/12125268/8e5cab37391b571c12c39a49736d35f9/>), accessed 23 April 2018.

Уголовный кодекс [Criminal Code of the Russian Federation], 21 December 2013 (<http://base.garant.ru/10108000/4968afd4d23522656a5d7ab009c5ec5e/>), accessed 18 April 2018.

Федеральный закон N 143-ФЗ "Об актах гражданского состояния" (с изменениями и дополнениями) [Federal law of the Russian Federation nr 143-FZ "On civil registry acts"], 15 November 1997 (<http://base.garant.ru/173972/a293b837c00eadeaea9c90c1f7b4f466/>), accessed 19 April 2018.

BBC Russia, *Спасенную из Сирии уроженку Дагестана осудили на восемь лет с отсрочкой [Woman from Dagestan saved from Syria was given 8-year suspension sentence]*, 15 February 2018 (<https://www.bbc.com/russian/news-42349156>), accessed 11 April 2018.

BBC,

Boris Nemtsov murder: Five Chechens jailed for attack, 13 July 2017 (<https://www.bbc.com/news/world-europe-40592248>), accessed 4 April 2018.

Gay Chechens flee threats, beatings and exorcism, 6 April 2018 (<https://www.bbc.com/news/world-europe-43658689>), accessed 12 June 2018.

Bolshoi Gorod, *Чеченцы [Chechens]*, 16 May 2012 (<http://bg.ru/diaspora/chechentsy/>), accessed 5 April 2018.

BVwG (Bundesverwaltungsgerichts), *Entscheidungstext W215 1402384-5/12E*, 7 April 2016 (https://www.ris.bka.gv.at/Dokumente/Bvwg/BVWGT_20160407_W215_1402384_5_00/BVWGT_20160407_W215_1402384_5_00.html), accessed 13 April 2018.

Carnegie Moscow Centre (The), *Will the Chechen Connection Lead to Ramzan Kadyrov?*, 17 March 2015 (<http://carnegie.ru/commentary/?fa=59387>), accessed April 13 2018.

Caucasian Knot,

Advocates report on frauds in case of planned terror act in Moscow, 19 April 2016 (<http://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/35291/>), accessed 13 April 2018.

Infographics. Statistics of victims in Northern Caucasus for 2017 under the data of the Caucasian Knot, 29 January (<http://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/42208/>), accessed 14 June 2018.

Natives of the Northern Caucasus to face trial on charge of plotting terror act, 13 October 2015 (<http://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/33282/>), accessed 13 April 2018.

Rights defenders criticize the Chechen SC's decision on MIA's lawsuit, 10 November 2017 (<http://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/41436/>), accessed 14 June 2018.

Russian MIA completes investigation into case of preparing terror act in Moscow, 20 April 2015 (<http://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/31482/>), accessed 13 April 2018.

Caucasian Knot, *Witness denies investigation data in case of planned terror act in Moscow*, 18 April 2016 (<http://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/35286/>), accessed 13 April 2018.

В Чечне писатель подал иск о защите достоинства к председателю республиканского Союза журналистов [Writer filed a defamation lawsuit against the head of republic's Union of Journalists], 23 February 2011 (<http://www.kavkaz-uzel.eu/articles/181421/>), accessed 13 April 2018.

Кавказоведы назвали нетрадиционным "перевоспитание" европейских чеченок [Experts of Caucasus called "re-education" of European Chechen girls unconventional], 30 January 2018 (<http://www.kavkaz-uzel.eu/articles/315825/>), accessed 31 May 2018.

Кавказоведы назвали нетрадиционным "перевоспитание" европейских чеченок [Caucasians called non-traditional "re-education" of European Chechens], 30 January 2018 (<https://www.kavkaz-uzel.eu/articles/315825/>), accessed 10 April 2018.

Местонахождение пропавшего в Адыгее военнослужащего из Чечни не установлено [The location of the missing serviceman from Adygea from Chechnya has not been established], 13 May 2016 (<http://www.kavkaz-uzel.eu/articles/282398/>), accessed 20 March 2018.

На чеченского писателя Арслана Хасавова совершено покушение в Москве [A murder attempt has been committed against the Chechen writer Arslan Khasavov in Moscow], 9 March 2011 (<http://www.kavkaz-uzel.eu/articles/181421/>), accessed 13 April 2018.

Первые призывники отправлены в армию из Чечни [The first conscripts sent to the army from Chechnya], 18 October 2017 (<http://www.kavkaz-uzel.eu/articles/311239/>), accessed 5 April 2018.

Правозащитники: беженцы из Чечни стремятся в Германию из-за репрессий в республике [Human rights activists: Chechnya's refugees seek asylum in Germany because of repressions in the Republic], 3 June 2016 (<http://www.kavkaz-uzel.eu/articles/283530/>), accessed 22 May 2018.

Чеченцы в России. Доклад Комитета «Гражданское содействие» и ПЦ «Мемориал» [Chechens in Russia. Report of the Committee "Civil Assistance" and HRC "Memorial"], 22 January 2015 (<http://www.kavkaz-uzel.eu/articles/255974/>), accessed 5 April 2018.

How to go to Europe and receive an "escapee" status there, 6 April 2016 (<http://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/35126/>), accessed 12 April 2018.

Natives of Chechnya deported to Russia not let out of Domodedovo for three days, 1 March 2016 (<http://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/34776/>), accessed 11 April 2018.

Rights defenders report disappearance of Chechen native in Moscow, 22 July 2015 (<http://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/32424/>), accessed 12 April 2018.

Seven Chechen women from Syria released from criminal liability, 24 October 2017 (<http://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/41262/>), accessed 12 April 2018.

Chistyakov, Y., and Robertson, A., 'Youtube Cops and Power Without Limits : Understanding Police Violence in 21st Century Russia', in: *PIPSS The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies*, Issue 13, 2012 (<https://journals.openedition.org/pipss/3949#ftn33>), accessed 9 July 2018.

Civic Assistance Committee (The),

«Любой оппонент будет наказан» [“Every opponent will be punished“], 11 January 2018 (<https://refugee.ru/news/lyuboj-opponent-budet-nakazan/>), accessed 19 April 2018.

On the situation of Chechen Republic and Republic of Ingushetia residents in the Russian penal system, September 2011 to August 2014, September 2014 (http://refugee.ru/wp-content/uploads/2015/09/prison-report_eng.pdf), accessed 5 April 2018.

Committee against Torture (The),

The European Court: “Russia violated Zarema Gaysanova’s right to life”, 12 May 2016 (<http://www.pytkam.net/mass-media.news/1393>), accessed 15 April 2018.

Последнее не китайское предупреждение Страсбургского суда [The last non-Chinese warning of the Strasbourg court], 24 September 2013 (<http://www.pytkam.net/press-centr.novosti/3955/images>), accessed 13 April 2018.

Consultant Plus, *Федеральный закон от 21.11.2011 N 323-ФЗ (ред. от 19.07.2018) “Об основах охраны здоровья граждан в Российской Федерации” [Federal Law of the Russian Federation nr FZ-323 on “The rights of citizens in the field of occupational health and safety and their State guarantees”]*, 21 November 2011 (http://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_121895/8b2fc1a75cd7096871d24cd31ef9b04f5cbbcd17/), accessed 5 June 2018.

Council of Europe - Parliamentary Assembly, *Human rights in the North Caucasus: what follow-up to Resolution 1738 (2010)?*, 8 June 2016 (<http://semanticpace.net/tools/pdf.aspx?doc=aHR0cDovL2Fzc2VtYmx5LmNvZS5pbmQvbnVvcveG1sL1hSZWYvW DJILURXLWV4dHluYXNwP2ZpbGVpZD0yMjc3MSZsYW5nPUVO&xsl=aHR0cDovL3NlbWFudGljcGFjZS5uZXQvWHNsdC9QZGYvWFJlZi1XRRC1BVC1YTUwyUERGLnhzbA=&xslparams=ZmlsZWlkPTlyNzcx>), accessed 11 April 2018.

Council of Europe, *Report to the Russian Government on the visit to the North Caucasian region of the Russian Federation carried out by the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (CPT) from 27 April to 6 May 2011*, 24 January 2013 (<https://rm.coe.int/1680697bd2>), accessed 4 April 2018.

Crime Russia, *Armed Kadyrov fighters in Moscow as Chechen phenomenon*, 27 April 2016 (<https://en.crimerussia.com/gromkie-dela/armed-kadyrov-fighters-in-moscow-as-chechen-phenomenon/>), accessed 13 April 2018.

DIS (The Danish Immigration Service),

Russia: Citizenship, Living Conditions, Protection from Refoulement and Consequences of Leaving for citizens from the Former Soviet Republics in Russia & Hate Crimes and racially motivated attacks against Non-Slav Citizens in Russia, August 2017 (<https://www.ecoi.net/en/document/1406450.html>), accessed 10 April 2018.

Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation – residence registration, racism and false accusations, Report from the Danish Immigration Service’s fact finding mission to Moscow, Grozny and Volgograd, the Russian Federation From 23 April to 13 May 2014 and Paris, France 3 June 2014, January 2015 (<http://www.refworld.org/docid/54fee1964.html>), accessed 5 April 2018.

DAPТАR, *Развод По-Чеченски: А Дети Чьи?* [Divorce in Chechnya: and whose children?], 11 October 2017 (<https://daptar.ru/2017/10/11/развод-по-чеченски-а-дети-чьи/>), accessed 11 June 2018.

EASO,

Country of Origin Information Report: Chechnya Women, Marriage, Divorce and Child Custody, September 2014 (<https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/public/COI-Report-Chechnya.pdf>), accessed 11 June 2018.

Country of Origin Information Report: Russian Federation – State Actors of Protection, April 2017 (https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/EASOCOI_Russia_State_actors_of_protection.pdf), accessed 23 April 2018.

Embassy of the Russian Federation - Washington DC, *Свидетельство на возвращение в Россию* [Certificate for return to the Russian Federation], n.d. (<https://washington.mid.ru/ru/consular-services/citizens-russia/return-russia-cert/>), accessed 12 April 2018.

Esquire, *Кавказские борзые* [Caucasian Greyhounds], 8 August 2011 (<https://esquire.ru/articles/47522-global-russians/>), accessed 13 April 2018.

Euobserver, *The Chechnya LGBT crisis – one year on*, 12 March 2018 (<https://euobserver.com/opinion/141268>), accessed 12 June 2018.

Euroobserver, *Only five countries are helping gay Chechens leave Russia*, 3 August 2017 (<https://euobserver.com/lgbti/138680>), accessed 18 March 2018.

Fadeev, P.V., 'Этнические группы Санкт-Петербурга в представлении СМИ [Ethnic groups of St. Petersburg in the media presentation]', in: *Мир России* [Universe of Russia], vol. 26, № 1, pp. 103–126, 2017 (<https://cyberleninka.ru/article/v/etnicheskie-gruppy-sankt-peterburga-v-predstavlenii-smi>), accessed 5 April 2018.

Federal State Statistics Service (Rosstat),

Информационные материалы об окончательных итогах Всероссийской переписи населения 2010 года, Приложение 7, Национальный состав населения по субъектам РОССИЙСКОЙ ФЕДЕРАЦИИ [Information materials on the final results of the All-Russia Population Census of 2010, Appendix 7, National composition of population in subjects of the Russian Federation], n.d. (http://www.gks.ru/free_doc/new_site/perepis2010/perepis_itogi1612.htm), accessed 20 March 2018.

Информационные материалы об окончательных итогах Всероссийской переписи населения 2010 года, Об итогах Всероссийской переписи населения 2010 года (презентация) [Information materials on the final results of the All-Russian Population Census 2010, On the Results of the All-Russian Population Census of 2010 (presentation)], n.d. (http://www.gks.ru/free_doc/new_site/perepis2010/perepis_itogi1612.htm), accessed 20 March 2018.

FIDH – International Federation for Human Rights, *Report on discrimination on racial, ethnic and religious grounds (racially motivated violence; discrimination against Ukrainians and Tatars in Crimea; migrants from the Caucasus; Roma population)*, 18 July 2017 (http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CERD/Shared%20Documents/RUS/INT_CERD_NGO_RUS_28206_E.pdf), accessed 6 April 2018.

FIDH, *Russia: The UN reviews dramatic crackdown on civil and political rights in Russia*, 16 March 2015 (<http://www.refworld.org/docid/552cd9c13a.html>), accessed 4 April 2018.

Freedom House, *Freedom in the World 2018*, 2018 (<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2018/russia>), accessed 17 April 2018.

Galeotti, M., *Chechnya's Kadyrov really 'dreaming' of quitting?*, Al Jazeera, 28 November 2017 (<https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/chechnya-kadyrov-dreaming-quitting-171128063011120.html>), accessed 13 March 2018.

garant.ru,

№889 "Об Утверждении Административного Регламента Министерства Внутренних Дел Российской Федерации По Предоставлению Государственной Услуги По Оформлению И Выдаче Паспортов Гражданина Российской Федерации, Удостоверяющих Личность Гражданина Российской Федерации За Пределами Территории Российской Федерации, Содержащих Электронный Носитель Информации" [Administrative rules of the MVD RF on delivering the state service of producing and issuing passports for citizens of the Russian Federation, confirming their identity outside the territory of the Russian Federation, containing an electronic information chip], 27 November 2017 (<https://www.garant.ru/products/ipo/prime/doc/71736826/>), accessed 6 June 2018.

Кодекс Российской Федерации об административных правонарушениях [Code of the Russian Federation nr 195-FZ on Administrative Offenses], 30 December 2001 (<http://ivo.garant.ru/#/document/57424117/paragraph/869580380:0>), accessed 19 April 2018.

Нарушение права на получение медицинской помощи [Violation of the right to receive medical care], n.d. (www.garant.ru/actual/registraciya/instrukciya/med_pomosh/), accessed 24 April 2018.

Приказ МВД России от 13 ноября 2017 г. N 851 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по выдаче, замене паспортов гражданина Российской Федерации, удостоверяющих личность гражданина Российской Федерации на территории Российской Федерации" [Administrative rules of the MVD RF for issuing and replacing passports for citizens of the Russian Federation in the Russian Federation], 13 November 2017 (<http://ivo.garant.ru/#/document/71826616/paragraph/234:0>), accessed 19 April 2018.

Приказ МВД России от 16 ноября 2017 г. N 864 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по оформлению и выдаче паспортов гражданина Российской Федерации, удостоверяющих личность гражданина Российской Федерации за пределами территории Российской Федерации" [Administrative rules of the MVD RF on delivering the state service of producing and issuing passports for citizens of the Russian Federation, confirming their identity outside the territory of the Russian Federation], 16 November 2017 (<http://ivo.garant.ru/#/document/71833448/paragraph/271:0>), accessed 6 June 2018.

Приказ МВД России от 31 декабря 2017 г. № 984 "Об утверждении Административного регламента Министерства внутренних дел Российской Федерации по предоставлению государственной услуги по регистрационному учету граждан Российской Федерации по месту пребывания и по месту жительства в пределах Российской Федерации" [Administrative rules of MVD RF concerning the registration of citizens of the Russian Federation at a temporary or permanent residence within the Russian Federation], 31 December 2017 (<https://www.garant.ru/products/ipo/prime/doc/71816154/>), accessed 18 April 2018.

Федеральный закон от 15 августа 1996 г. N 114-ФЗ "О порядке выезда из Российской Федерации и въезда в Российскую Федерацию" (с изменениями и дополнениями) [Federal Law of the Russian Federation 114-FZ on exit from the Russian Federation and entry to the Russian Federation], 15 August 1996 (<http://ivo.garant.ru/#/document/10135803/paragraph/357238:0>), accessed 6 June 2018.

Федеральный закон от 21 декабря 2013 г. N 376-ФЗ "О внесении изменений в отдельные законодательные акты Российской Федерации" [Survey of document – Federal Law of 21 December 2013 nr 376-FZ "On implementing changes in different legislative acts of the Russian Federation"], 23 December 2013 (<http://www.garant.ru/hotlaw/federal/516191/>), accessed 19 April 2018.

Gazeta.ru,

«В части сейчас большой шухер» ["In this unit, there is disorder"], 27 February 2016 (https://www.gazeta.ru/politics/2016/02/26_a_8095793.shtml), accessed 22 April 2018.

«Я догадываюсь, кто заказчик» ["I guess who ordered it"], 10 March 2015 (<https://www.gazeta.ru/social/2015/03/10/6450777.shtml>), accessed 4 April 2018.

«Я еврейка и пациенток в платочках не буду принимать» ["I am jewish and I will not see a patient in a headscarf"], 23 July 2013 (<https://www.gazeta.ru/social/2013/07/23/5506057.shtml>), accessed 24 April 2018.

Кадыров разрешил огонь на поражение [Kadyrov allowed shot to kill], 23 April 2015 (<https://www.gazeta.ru/social/2015/04/23/6652073.shtml>), accessed 13 April 2018.

Gladarev, В, Условия Службы И Социальное Положение Рядовых Сотрудников Милиции: Социологический Очерк К Юбилею [Terms and Conditions of the Service and the Social Position of Political Police Employees: Sociological Anniversary], Teleskop no 1, 2008 (https://web.archive.org/web/20150923013013/http://www.cisr.ru/files/publ/Gladarev/Gladarev_Teleskop_Militia.pdf), accessed 9 July 2018.

Gosuslugi, n.d. (<https://www.gosuslugi.ru/>), accessed 12 April 2018.

Government of the Russian Federation, Государственная программа по оказанию содействия добровольному переселению в Российскую Федерацию соотечественников, проживающих за рубежом [The State Program for the Promotion of Voluntary Resettlement to the Russian Federation of Compatriots Living Abroad], n.d. (<http://government.ru/programs/471/events/>), accessed 12 April 2018.

Grozny Inform, О жизни чеченцев и роли Представительства Главы ЧР в Волгоградской области [On the life of Chechens and the role of the Representative Office of the Head of the Chechen Republic in the Volgograd Region], 1 June 2016 (<http://www.grozny-inform.ru/news/society/73216/>), accessed 5 April 2018.

Guardian (The), *Chechen leader Kadyrov 'threatens whole of Russia', opposition says*, 23 February 2016 (<https://www.theguardian.com/world/2016/feb/23/chechen-leader-ramzan-kadyrov-threatens-whole-of-russia-opposition-warns>), accessed 13 April 2018.

HRW (Human Rights Watch),

Belarus Police Stop a Chechen Woman En Route To Safety in Norway, 7 September 2017 (<https://www.hrw.org/news/2017/09/07/belarus-police-stop-chechen-woman-en-route-safety-norway>), accessed 20 April 2018.

Human Rights Defender Arrested in Chechnya - Another Attempt to Fraudulently Frame a Critic on Drugs Charges, 9 January 2018 (<https://www.hrw.org/news/2018/01/09/human-rights-defender-arrested-chechnya>), accessed 18 March 2018.

"Like Walking a Minefield" Vicious Crackdown on Critics in Russia's Chechen Republic, August 2016 (https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/chechnya0816_2.pdf) accessed 15 April 2018.

Russia: Anti-Gay Purge in Chechnya - Victims of Punitive Round-Ups Still in Danger, 26 May 2017 (<https://www.hrw.org/news/2017/05/26/russia-anti-gay-purge-chechnya>), accessed 20 April 2018.

Russia: Chechen Activist Leader Arrested, Beaten, 8 July 2014 (<https://www.hrw.org/news/2014/07/08/russia-chechen-activist-leader-arrested-beaten>), accessed 19 April 2018.

"They Have Long Arms and They Can Find Me" - Anti-Gay Purge by Local Authorities in Russia's Chechen Republic, 26 May 2017 (<http://www.refworld.org/docid/593006544.html>), accessed 20 April 2018.

Waiting for Freedom in Chechnya - FIFA Should Speak up on Framed Human Rights Activist Oyub Titiev, 20 March 2018 (<https://www.hrw.org/news/2018/03/20/waiting-freedom-chechnya>), accessed March 19 2018.

Infox.ru, *Кадыров призвал чеченцев брать по второй жене [Kadyrov appealed to Chechens to get a second wife]*, 7 April 2009 (<https://www.infox.ru/news/32/social/law/13647-kadyrov-prizval-cecencev-brat-po-vtoroj-zene/print>), accessed 5 April 2018.

Insurance Portal, *О праве застрахованного лица на выбор медицинской организации по ОМС и механизме его реализации [On the right of insured persons to choose a medical organization according to their insurance and the mechanism to realise this]*, n.d. (<https://insur-portal.ru/oms/pravo-vybora-medorganizacii-po-oms>), accessed 5 June 2018.

Interfax, *В ЛГБТ-сообществе заявили о вывозе из Чечни 114 подвергшихся преследованию людей [The LGBT community announced the removal of 114 people from Chechnya who were persecuted]*, 3 апреля 2018 (<http://www.interfax.ru/russia/606704>), accessed 20 April 2018.

International Crisis Group (The),

Chechnya: The Inner Abroad, Europe Report N°236, 30 June 2015 (<https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/236-chechnya-the-inner-abroad.pdf>), accessed 5 April 2018.

ISIS Returnees Bring Both Hope and Fear to Chechnya, 26 March 2018 (<https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/caucasus/chechnya-russia/isis-returnees-bring-both-hope-and-fear-chechnya>), accessed 12 April 2018.

Interpreter (The), *Assassination Attempt on Kadyrov Revealed As He Sparks New Scandal with Call to Execute Drug Addicts*, 3 October 2016 (<http://www.interpretermag.com/russia-update-october-3-2016/>), accessed 4 April 2018.

Ivanovskij Dom nacional'nostej, *Представительство Главы Чеченской Республики в Ивановской области [Representation of the Head of the Chechen Republic in Ivanovo region]*, n.d. (<http://idn37.ru/chechnya>), accessed 19 April 2018.

Izvestiya, *Россияне разочаровались в Европе и возвращаются домой [Russians disappointed in Europe returned home]*, 9 March 2017 (<https://iz.ru/news/669132>), accessed 13 April 2018.

Jamestown Foundation (The),

Ending Islamic State: Dealing With Women and Children Returnees in the North Caucasus, Terrorism Monitor, 26 February 2018 (<https://jamestown.org/program/ending-islamic-state-dealing-women-children-returnees-north-caucasus/>), accessed 10 April 2018.

Irreconcilable Differences?, Eurasia Daily Monitor, 25 February 2015 (<https://jamestown.org/program/chechen-conscripts-and-their-russian-commanders-irreconcilable-differences-2/>), accessed 2 April 2018.

KakProsto!, *Совет 1: Как по временной регистрации встать на учет в военкомат [Tip 1: How to register with the military commissariat for temporary registration]*, n.d (<https://www.kakprosto.ru/kak-829388-kak-po-vremennoy-registracii-vstat-na-uchet-v-voenkomat>), accessed 19 March 2018.

Kaliszewska, I., *Everyday life in North Caucasus*, Poland: COI Unit – The Office for Foreigners, December 2010 (printed in April 2011) (http://wikip.udsc.gov.pl/images/Raporty_ekspertow/Binder1_Kaukaz_ang.pdf), accessed 4 June 2018.

Karelia Officialnaya, *В 2018 году Карелия планирует принять не менее 300 соотечественников (In 2018, Karelia plans to take at least 300 compatriots)*, 22 March 2018 (http://gov.karelia.ru/gov/News/2018/03/0322_17.html), accessed 9 July 2018.

Kavkaz.Realii,

"Не может российская армия состоять полностью из кавказцев" ["The Russian army cannot consist only out of Kavkaz people"], 3 October 2016 (https://www.kavkazr.com/a/severny_kavkaz_prizyv_v_armiu/28028378.html), accessed 19 March 2018.

Воронежские полицейские задержали уроженцев Чечни после просьбы предъявить удостоверения [Voronezh police detained natives of Chechnya after a request to produce certificates], 28 July 2017 (<https://www.kavkazr.com/a/28644524.html>), accessed 6 April 2018.

Дагестанец? Давай, до свидания [From Dagestan? Goodbye], 16 January 2017 (<https://www.kavkazr.com/a/dagestanets-davai-do-svidaniya/28235681.html>), accessed 23 April 2018.

Кавказцы в России [Caucasians in Russia], 30 October 2016 (<https://www.kavkazr.com/a/kavkaztsy-v-rossii/28083314.html>), accessed 3 April 2018.

Перепечатывается с разрешения Радио Свободная Европа / Радио Свобода, Прирост населения Чечни сокращается из года в год [Increment of the population of Chechnya is declining from year to year], 19 February 2017 (<https://www.kavkazr.com/a/prirost-naseleniya-chechni-sokrashetsya-iz-goda-v-goda-v-god/28314899.html>), accessed 22 May 2018.

Чеченец? Давай, до свидания! [From Chechnya? Goodbye], 3 March 2017 (<https://www.kavkazr.com/a/chechenets-davai-do-svidaniya/28349476.html>), accessed 18 April 2018.

Kavkazkij Uzel, *Правозащитники констатировали усиление влияния Кадырова на чеченские диаспоры [Human rights activists noted the strengthening of Kadyrov's influence on the Chechen diasporas]*, 27 October 2017 (<http://www.kavkaz-uzel.eu/articles/295531/>), accessed 5 April 2018.

Codeksy i Zakony, *Федеральный закон от 07.02.2011 N 3-ФЗ (ред. от 07.03.2018) "О полиции" [Federal Law of 07.02.2011 N 3-FZ (edited on 07.03.2018) "On the Police"]*, 1 March 2011 (<https://www.zakonrf.info/zakon-o-policii/>), accessed 6 April 2018.

Kommersant,

«Кого сейчас может заинтересовать судьба нескольких девочек, удерживаемых семьей?» [“Who now can be interested on the fate of a couple of girls that are detained by their families”], 27 January 2018 (<https://www.kommersant.ru/doc/3533007>), accessed 20 April 2018.

МВД включилось в школьную программу [MVD got involved in the school program], 12 August 2017 (<https://www.kommersant.ru/doc/3383423>), accessed 18 April 2018.

Komsomolskaya Pravda, *Рамзан Кадыров: ‘Россия – это матушка родная’ [Ramzan Kadyrov: ‘Russia is our dear mummy’]*, 24 October 2008 (<https://kp.ua/incidents/58490-ramzan-kadyrov-rossyia-eto-matushka-rodnaia>), accessed 5 April 2018.

Legal dialogue, *Чеченские беженцы в Европе: причины бегства из России и трудности получения статуса [Chechen refugees in Europe: the reasons for fleeing Russia and the difficulty in obtaining a status]*, 26 April 2017 (<http://legal-dialogue.org/ru/chechen-refugees-europe-reasons-flee-russia-asylum-problems>), accessed 22 May 2018

Lenta.ru,

«Их хоронят отдельно, как самоубийц» Почему на Кавказе не прекращаются убийства чести [“They are buried separately, like suicides” Why the honor killings do not stop in the Caucasus], 25 March 2016 (<https://lenta.ru/articles/2016/03/25/honorkilling/>), accessed 11 June 2018.

Салам, шайтаны! Кто настоящие враги Рамзана Кадырова [Hello, shaitans. Who are Kadyrov's real enemies], 7 September 2018 (https://lenta.ru/articles/2017/09/07/kadyrov_95), accessed 14 March 2018.

Levada-center, *The level of xenophobia in Russia has reached a minimum*, 23 August 2017 (<https://www.levada.ru/2017/08/23/uroven-ksenofobii-v-rossii-dostig-minimuma/>), accessed 3 April 2018.

Main Directorate for Migration Affairs of the Ministry of the Interior of the Russian Federation (The),

Регистрационный учет [Registration], n.d.

(<https://мвд.рф/Deljatelnost/emvd/guvm/регистрационный-учет>), accessed on 1 June 2018.

Выдача паспорта гражданина Российской Федерации [Issuance of internal passports to citizens of the Russian Federation], n.d.

(<https://мвд.рф/Deljatelnost/emvd/guvm/выдача-паспорта-гражданина-рф>), accessed 19 April 2018.

Оформление загранпаспорта [Obtaining a foreign passport], n.d. (<https://xn--b1aew.xn--p1ai/Deljatelnost/emvd/guvm/оформление-загранпаспорта>), accessed 16 April 2018.

MediaZona, «По селу ходили слухи». Почему на Северном Кавказе женщин убивают их родственники, и как расследуют «убийства чести», 28 July 2017

(<https://zona.media/article/2017/07/28/honour>), accessed 11 June 2018.

Meduza,

'We will set them straight' In Berlin, an anonymous gang is terrorizing Chechen refugees for 'choosing the wrong path', 25 May 2017

(<https://meduza.io/en/feature/2017/05/25/we-will-set-them-straight>), accessed 10 April 2018.

A mother repatriated from ISIS territory is sentenced to eight years in prison by a Dagestani court, 15 February 2018

(<https://meduza.io/en/news/2018/02/15/a-mother-repatriated-from-isis-territory-is-sentenced-to-eight-years-in-prison-by-a-dagestani-court>), accessed 10 April 2018.

Guilty by blood - How state officials in Russia's North Caucasus police, provoke, and persecute the people with ties to armed insurgents, 31 October 2017

(<https://meduza.io/en/feature/2017/10/31/guilty-by-blood>), accessed 14 June 2018.

Возьмут ли в школу ребенка без регистрации? [Will they take a child to school without registration?], 29 August 2015

(<https://meduza.io/cards/vozmuet-li-v-shkolu-rebenka-bez-registratsii>), accessed 24 April 2018.

Если узнаю, что вайнахская семья убила свою дочь за проступок, то буду стоя хлопать им [If I find out that a Vainakh family killed its daughter for a misconduct, then I'll applaud them standing], 12 September 2017

(<https://meduza.io/feature/2017/09/12/esli-uznayu-cto-vaynahskaya-semya-ubila-svoyu-doch-za-prostupok-to-budu-stoya-hlopat-im>), accessed 17 April 2018.

Когда вернетесь, мы вас убьем [When you return, we will kill you], 6 December 2016

(<https://meduza.io/feature/2016/12/06/kogda-vernetes-my-vas-ubiem>), accessed 20 May 2018.

Куда бежать Почему российские школы отказываются принимать детей мигрантов [Where to run Why Russian schools refuse to accept the children of migrants], 5 August 2015

(<https://meduza.io/feature/2015/08/05/kuda-bezhat>), accessed 24 April 2018.

Мы всех их поправим [We will fix them all], 22 May 2017

(<https://meduza.io/feature/2017/05/22/my-vseh-ih-popravim>), accessed 11 June 2018.

Паблик «Карфаген» заблокировали за экстремизм [Group "Carthage" was blocked for extremism, 12 September 2017
(<https://meduza.io/news/2017/09/12/pablik-karfagen-zablokirovali-za-ekstremizm-aktivisty-ustravali-travlyu-beznravstvenno-odetyh-devushek>), accessed 17 April 2018.

Публичные извинения как новый жанр [Public Apologies as a New Genre], 23 December 2017 (<https://meduza.io/video/2017/12/23/publichnye-izviniya-kak-novyy-zhanr>), accessed 19 March 2018.

Memorial Human Rights Center and The Civic Assistance Committee, *Chechens in Russia*, 2014
(https://memohrc.org/sites/all/themes/memo/templates/pdf.php?pdf=/sites/default/files/chechens_in_russia_eng_1.pdfhttps://memohrc.org/sites/all/themes/memo/templates/pdf.php?pdf=/sites/default/files/chechens_in_russia_eng_1.pdf), accessed 5 April 2018.

Memorial Human Rights Center,

Counter-terrorism in the North Caucasus: a human rights perspective. 2014 – first half of 2016, 2016
(https://memohrc.org/sites/default/files/doklad_severnny_kavkaz_-_angl_source.pdf), accessed 9 April 2018.

Адвокаты заявили о фальсификациях в деле о подготовке теракта в Москве [Lawyers claimed terrorist charges to be fabricated], 19 April 2016
(<https://memohrc.org/ru/monitorings/advokaty-zayavili-o-falsifikaciyah-v-dele-o-podgotovke-terakta-v-moskve>), accessed 13 April 2018.

Два года со дня убийства Заремы Садулаевой и Алика Джабраилова [Two years after the murder of Zarema Sadulayeva and Alik Dzhabrailov], 18 August 2011
(<https://hrcmemorial.livejournal.com/47716.html>), accessed 13 April 2018.

Miloserdie.ru, *Национальный квартирный вопрос [National apartment issue]*, 20 February 2018 (<https://www.miloserdie.ru/article/natsionalnyj-kvartirnyj-vopros/>), accessed 3 April 2018.

Ministry of the Chechen Republic on national policy, external relations, press and information, *Адреса и телефоны представителей Главы Чеченской Республики в субъектах и федеральных округах Российской Федерации [Addresses and telephone numbers of representatives of the Head of the Chechen Republic in the subjects and federal districts of the Russian Federation]*, n.d. (<http://minnac-chr.ru/ministerstvo/podvedomstvennye-organizatsii>), accessed 14 June 2018.

Moi dokumenty, gosudarstvennye i municipal'nye uslugi [My Documents – Municipal and State Services], Как прописаться через МФЦ [How to register through an MFC], 18 January 2018 (<https://mfcgos.ru/instrukcii/kak-propisatsya-cherez-mfc>), accessed 17 April 2018.

Moscow Helsinki Group, *Права Человека В Российской Федерации - Сборник Докладов О Событиях 2017 Года [Human Rights in the Russian Federation, A collection of reports about the situation in 2017]*, 2018 (<https://mhg.ru/sites/default/files/inline/files/doklad-mhg-pch-rf-v-2017.pdf>), accessed 1 June 2018.

Moscow Times (The),

Chechnya's 'First Transgender Woman' Comes Forward, 18 May 2017
(<https://themoscowtimes.com/news/chechnyas-first-transgender-woman-comes-forward-58031>), accessed 12 June 2018.

Moscow's Most Racist Landlords Revealed, 21 June 2017

(<https://themoscowtimes.com/articles/new-research-reveals-moscows-most-racist-landlords-58240>), accessed 5 April 2018.

Multifunctional Centres, n.d. (<http://мфц.рф>), accessed 12 April 2018.

New York Times (The),

Chechnya Pushes Divorced Couples to Reunite 'for the Children', 26 August 2017

(<https://www.nytimes.com/2017/08/26/world/europe/chechnya-divorce-ramzan-kadyrov.html>), accessed 11 June 2018.

Raised by ISIS, Returned to Chechnya: 'These Children Saw Terrible Things', 24

February 2018 (<https://www.nytimes.com/2018/02/24/world/europe/chechnya-russia-isis-children-return.html>), accessed 11 April 2018.

A Fearless Activist in a Land of Thugs, 17 July 2009

(<https://www.nytimes.com/2009/07/18/world/europe/18estemirova.html>), accessed 13 April 2018.

News.ru, "Новая газета": Кадыров опубликовал видео с разыскиваемым МВД бывшим советником Турлаевым [*"Novaya Gazeta": Kadyrov published a video with the former Interior Minister's adviser Turlaev, wanted by the Ministry of Internal Affairs*], 25 March 2018 (<https://www.newsru.com/russia/25mar2018/turlaev.html>), accessed 15 April 2018.

Novaya Gazeta,

Кадыров вновь подтвердил свадьбу 17-летней чеченки с начальником РОВД [*Kadyrov again confirmed the wedding of a 17-year-old Chechen woman with the head of the ROVD*], 14 May 2015

(<https://www.novayagazeta.ru/news/2015/05/14/112202-kadyrov-vnov-podtverdil-svadbu-17-letney-chechenki-s-nachalnikom-rovd>), accessed 5 April 2018.

Итоги акции устрашения чеченского поселка Красная Турбина: жителей избili в РОВД за обращение к генпрокурору, задержанные признали свою вину [*The results of the action of intimidation of the Chechen village of Krasnaya Turbina: residents were beaten in the ROVD for an appeal to the Prosecutor General, the detainees pleaded guilty*], 17 August 2017

(<https://www.novayagazeta.ru/news/2017/08/17/134493-byut-byut-byut>), accessed 12 April 2018.

Москва-Юрт [*Moscow yurt*], 24 March 2013

(<https://www.novayagazeta.ru/articles/2013/03/25/54083-moskva-yurt>), accessed 4 April 2018.

OC Media, *Kadyrov officially sanctions collective responsibility for families of terrorists*, 20 April 2017 (<http://oc-media.org/kadyrov-officially-sanctions-collective-responsibility-for-families-of-terrorists/>), accessed 14 June 2018.

Ombudsman of Chechnya, *Доклад О Деятельности Уполномоченного По Правам Человека В Чеченской Республике В 2014 Году* [*Annual Report of the Chechen Ombudsman for 2014/2015*], 2015 (<http://www.chechenombudsman.ru/downloads/doklad2014.pdf>), accessed 5 June 2018.

On Kavkaz, *Чеченцам, дагестанцам, ингушам в России не место. От кавказцев зачищают силовые структуры и офисы* [*There is no place in Russia for people from Chechnya, Dagestan, Ingushetiya. Power structures and offices are cleansed from Caucasians*], 11 March 2017 (<https://onkavkaz.com/news/1580-chechencam-dagestancam->

[ingusham-v-rossii-ne-mesto-ot-kavkazcev-zachischayut-silovye-struktury-i.html](#)), accessed 23 April 2018.

Online 812, *Насколько петербургские чеченцы зависят от Рамзана Кадырова [The extent to which the Chechens of Chechnya depend on Ramzan Kadyrov]*, 27 April 2016 (<http://www.online812.ru/2016/04/27/007/>), accessed 5 April 2018.

openDemocracy,

Convert and love: Russia's Muslim wives, 1 March 2017 (<https://www.opendemocracy.net/od-russia/ekaterina-neroznikova/convert-and-love-russia-s-muslim-wives>), accessed 5 April 2018.

"Honour killings" in Russia's North Caucasus, 16 August 2017 (<https://www.opendemocracy.net/od-russia/maria-klimova-yulia-sugueva/honour-killings-in-russia-s-north-caucasus>), accessed 11 June 2018.

In Chechnya, a ruthless strongman orders family reunification, 4 September 2017 (<https://www.opendemocracy.net/od-russia/tanya-lokshina/in-chechnya-ruthless-strongman-orders-family-reunification>), accessed 11 June 2018.

PA Resettlement, *Who is eligible to become a participant of the State Program of Resettlement of Compatriots to the Russian Federation?*, n.d. (<http://pereselenie.moscow/en/who-is-eligible-to-become-a-participant-of-the-state-program-of-resettlement-of-compatriots-to-the-russian-federation.html>), accessed 9 July 2018.

Polovinka, A., *Three Essays on Informal Payments in the Health Care Sector in Russia*, Western Michigan University ScholarWorks at WMU, 2016 (<https://scholarworks.wmich.edu/cgi/viewcontent.cgi?referer=https://www.google.com/&httpsredir=1&article=2935&context=dissertations>), accessed 24 April 2018.

Primorsky Kray Administration, *«Резиновые квартиры» обнаружены во Владивостоке, Уссурийске и Артеме [“Rubber apartments” found in Vladivostok, Ussuriysk and Artem]*, 28 January 2018 (<http://primorsky.ru/news/139342/>), accessed 19 April 2018.

RFE/RL (Radio Free Europe/Radio Liberty),

Activists: Chechen Man Who Claimed Torture Narrowly Escapes Transfer To Grozny, 6 June 2017 (<https://www.rferl.org/a/chechen-man-torture-escapes-grozny-russia/28531798.html>), accessed 5 April 2018.

Chechnya's Interior Ministry Goes To Court To Defend Its Reputation, 13 November 2017 (<https://www.rferl.org/a/chechnya-interior-ministry-court-dzhalaldinov-milashina-gannushkina-kadyrov/28851549.html>), accessed 19 April 2018.

Russia To Hold Relatives Of 'Terrorists' Financially Responsible For Material Damage, 4 November 2013 (<https://www.rferl.org/a/russia-terrorism-law-terrorists-financial-liability/25157756.html>), accessed 5 April 2018.

Russia: Activist barred from visiting Nemtsov slaying suspects after torture claim, 12 March 2015 (<https://www.rferl.org/a/babushkin-barred-from-visiting-dadayev/26896264.html>), accessed 4 April 2018.

Radio Svoboda,

Признан виновным автор видеоролика о полиции Твери [Author of video about Tver police found guilty], 11 August 2016 (<https://www.svoboda.org/a/27915432.html>), accessed 5 June 2018.

Центр "Сова": кто раньше ненавидел кавказцев, теперь ненавидит Запад [*Sova Center: Who hated Caucasians in the past, now hates the West*], 28 February 2018 (<https://www.svoboda.org/a/29068113.html>), accessed 9 April 2018.

Rambler, *Почему за 200 лет чеченцы с русскими так и не ассимилировались?* [*Why were Chechens not assimilated with Russians for 200 years?*], 4 September 2017 (https://news.rambler.ru/other/37811600/?utm_content=rnews&utm_medium=read_more&utm_source=copylink), accessed 5 April 2018.

RBC, *Исследование РБК: 20 главных фактов о Чечне* [*Study of RBC: 20 main facts about Chechnya*], 1 February 2016 (<https://www.rbc.ru/research/society/01/02/2016/56ae68679a7947d73142182d>), accessed 20 March 2018.

RBC, *Что изменилось в Чечне за 10 лет правления Рамзана Кадырова* [*What has changed in Chechnya during the 10 years of Ramzan Kadyrov's rule*], 15 February 2017 (<https://www.rbc.ru/politics/15/02/2017/58a3225e9a79471999a56e2d>), accessed 28 May 2018.

RFI, *Больше не убежище: как Франция начала высылать чеченцев* [*No more shelter: how France began to expel the Chechens*], 2 March 2018 (<http://ru.rfi.fr/rossiya/20180302-bolshe-ne-ubezhishche-kak-frantsiya-nachala-vysylat-chechenskikh-bezhentsev>), accessed 5 April 2018.

Robustory, *Рассмотрим славян - Карта ксенофобии Москвы в шаговой доступности* [*Consider the Slavs - A Map of Moscow xenophobia within walking distance*], n.d. (<http://considertheslavs.tilda.ws/>), accessed 7 June 2018.

Rosbalt Inform Agency, *Кадыров: Садулаев – не писатель и вообще не человек* [*Kadyrov: Sadulayev is not a writer and not even a human*], 1 November 2010 (<http://www.rosbalt.ru/russia/2010/11/01/785965.html>), accessed 13 April 2018.

Rossiyskaya Gazeta,

Приказ Министерства образования и науки Российской Федерации (Минобрнауки России) от 22 января 2014 г. N 32 г. Москва "Об утверждении Порядка приема граждан на обучение по образовательным программам начального общего, основного общего и среднего общего образования" [*Decree of the Ministry of Education and Science of the Russian Federation nr 32 "On confirmation of the order of acceptance of citizens for education at primary and secondary schools"*], 22 January 2014 (<https://rg.ru/2014/04/11/priem-dok.html>), accessed 18 April 2018.

Стол меняет адрес [*The Desk changes its address*], 27 September 2016 (<https://rg.ru/2016/09/27/mfc-budut-vydavay-pasporta-grazhdanam-rf-s-1-fevralia.html>), accessed 19 April 2018.

RT, *«Я не хочу войны»: Кадыров о безопасности в Чечне, помощи Сирии и критике в свой адрес* [*"I do not want war": Kadyrov on security in Chechnya, Syria's help and criticism in his address*], 19 April 2017 (<https://russian.rt.com/russia/article/380581-kadyrov-intervyu-chechnya-siriya>), accessed 20 April 2018.

Russia Beyond,

Caucasian edicts of the mountains, 20 July 2015 (https://www.rbth.com/arts/2015/07/20/caucasian_edicts_of_the_mountains_44309), accessed 11 June 2018.

Stopped by the police in Russia? Here's what to do, 14 December 2017 (<https://www.rbth.com/lifestyle/327017-what-to-do-police-stop-russia>), accessed 6 April 2018.

Russian LGBT Network and Novaya Gazeta, *LGBT Persecution in the North Caucasus: a Report*, 2017 (https://www.ilga-europe.org/sites/default/files/chechnya_report_by_rus_lgbt_n_31_july_2017.pdf), accessed 20 April 2018.

Snob,

Москва чеченская [Moscow is Chechen], 31 July 2017 (https://snob.ru/selected/entry/127515?utm_source=facebook&utm_medium=social&utm_campaign=snob&utm_content=rss_news), accessed 11 June 2018.

Пропавшие: как и куда исчезают россияне [Missing: how and where the Russians disappear], 20 July 2016 (<https://snob.ru/profile/30118/blog/111063>), accessed 11 April 2018.

Sokirianskaia, E., *Is Chechnya taking over Russia?*, The New York Times, 17 August 2017 (<https://www.nytimes.com/2017/08/17/opinion/chechnya-ramzan-kadyrov-russia.html?ref=opinion>), accessed April 13 2018.

SOVA Center for Information and Analysis, Crimea SOS, FIDH, ADC Memorial, *Racism, discrimination and fight against "extremism" in contemporary Russia and its controlled territories, Alternative Report on the Implementation of the UN Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination By the Russian Federation, For the 93rd Session of the UN CERD July 31 – August 11, 2017* (<https://www.fidh.org/IMG/pdf/cerdengen.pdf>), accessed 3 April 2018.

SOVA Center for Information and Analysis,

Xenophobia in Figures: Hate Crime in Russia and Efforts to Counteract It in 2017, 12 February 2018 (<http://www.sova-center.ru/en/xenophobia/reports-analyses/2018/02/d38830/>), accessed 20 March 2018.

В Твери мусульманина судят за комментарий об отказе в приеме на работу в полицию [In Tver, a Muslim is judged for commenting on the refusal to apply for a job in the police], 24 June 2016 (<https://www.sova-center.ru/misuse/news/persecution/2016/06/d34884/>), accessed 23 April 2018.

Sushchiy, S. Ya., *Этнодемографический Потенциал и Миграционная Динамика в Волгоградской Области: Тренды и Прогнозы [Ethnodemographic Potential and Migratory Dynamics in the Volgograd Region: Trends and Forcasts]*, 2016 (<https://cyberleninka.ru/article/n/etnodemograficheskiy-potentsial-i-migratsionnaya-dinamika-v-volgogradskoy-oblasti-trendy-i-prognozy>), accessed 4 June 2018.

TASS, *Количество "резиновых квартир" сократилось в России почти в 200 раз [The number of 'rubber appartments' in Russia has fallen by almost 200 times]*, 6 May 2017 (<http://tass.ru/obschestvo/4236271>), accessed April 19 2018.

Telegraph (The), *Ramzan Kadyrov: Putin's 'sniper' in Chechnya*, 24 February 2016 (<http://s.telegraph.co.uk/graphics/projects/Putin-Ramzan-Kadyrov-Boris-Nemtsov-Chechnya-opposition-Kremlin/index.html>), accessed April 13 2018.

Territorial body of the Federal State Statistics Service for the Chechen Republic (The) (Chechenstat), *Численность населения Чеченской Республики на 1 апреля 2018 года, [Population of the Chechen Republic, as of April 1, 2018]*, 28 May 2018

(http://chechenstat.gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat_ts/chechenstat/ru/statistics/population/), accessed 28 May 2018.

United Nations Research Institute for Social Development, *Constraints on Universal Health Care in the Russian Federation. Inequality, Informality and the Failures of Mandatory Health Insurance Reforms*, February 2015

([www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/\(httpAuxPages\)/3C45C5A972BF063BC1257DF1004C5420/\\$file/Cook.pdf](http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/(httpAuxPages)/3C45C5A972BF063BC1257DF1004C5420/$file/Cook.pdf)), accessed 5 June 2018.

UN (United Nations), Geospatial Information Section, *Russian Federation*, Map No. 3840 Rev. 2, January 2004 (<http://www.un.org/Depts/Cartographic/map/profile/russia.pdf>), accessed 25 April 2018.

ura.ru, *Пули свистели повсюду [Bullets whistled everywhere]*, 6 February 2015

(<https://ura.news/news/1052200450>), accessed 5 April 2018.

US DoS (US Department of State), *Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Russia*, 20 April 2018 (<https://www.state.gov/documents/organization/277455.pdf>), accessed 25 April 2018.

US State Department: Bureau of Diplomatic Security, *Russia 2018 Crime & Safety Report: Moscow*, 12 February 2018

(<https://www.osac.gov/pages/ContentReportDetails.aspx?cid=23502>), accessed 6 April 2018.

USA Today, *In this ultra-conservative Russian region, women are being forced back into bad marriages*, 7 October 2017

(<https://eu.usatoday.com/story/news/world/2017/10/03/women-pressured-back-into-marriages-ultra-conservative-russian-region/703902001/>), accessed 11 June 2018.

Village (The), *Как всё устроено. Чеченская девушка [How everything works. The Chechen girl]*, 1 July 2015 (<https://www.the-village.ru/village/people/howtobe/217375-girl>), accessed 11 June 2018.

Военное обозрение, *Давнее "табу" на чеченских призывников ведёт к осложнениям? [Does an old taboo on Chechen Conscripts Leads to Complications?]*, 21 August 2014

(<https://topwar.ru/56518-davnee-tabu-na-chechenskih-prizyvnikov-vedet-k-oslozhneniyam.html>), accessed 19 March 2018.

Sources non publiques et anonymes

Gannouchkina, Svetlana, e-mail, 22 Juin 2018. Svetlana Gannouchkina est la présidente et co-fondatrice du Comité d'assistance civique.

AA (Auswärtiges Amt), *Bericht über die asyl- und abschiebungsrelevante Lage in der Russischen Föderation*, 5 January 2016.

Annexe 1. Termes de référence

Tchétchènes en Russie

1. Vue générale de la communauté tchétchène en Russie (hors Caucase du Nord)
 - a. Nombre de Tchétchènes résidant hors du Caucase du Nord en Russie ;
 - b. Répartition géographique ;
 - c. Caractéristiques des communautés Tchétchènes les plus importantes

2. Exigences juridiques :
 - a. Renouvellement du passeport intérieur ;
 - i. Procédure ;
 - ii. Dans la pratique ;
 - b. Passeport extérieur
 - i. Procédure ;
 - ii. Dans la pratique ;
 - c. Enregistrement de résidence
 - i. Procédure ;
 - ii. Dans la pratique

3. Conditions socio-économiques
 - a. Introduction
 - b. Logement
 - i. Enregistrement de résidence ;
 - ii. Marché immobilier en Russie ;
 - iii. Conditions de logement des Tchétchènes ;
 - c. Éducation
 - i. Enregistrement de résidence ;
 - ii. Système éducatif en Russie ;
 - iii. Accès à l'éducation pour les Tchétchènes ;
 - d. Marché du travail
 - i. Enregistrement de résidence ;
 - ii. Marché du travail en Russie ;
 - iii. Accès au travail pour les Tchétchènes ;
 - e. Soins de santé
 - i. Enregistrement de résidence ;
 - ii. Système de soins de santé en Russie ;
 - iii. Accès aux soins pour les Tchétchènes ;

4. Groupes vulnérables
 - a. Femmes
 - i. Les femmes mariées
 - ii. Les femmes célibataires
 - b. LGBT
 - c. Enfants
 - d. Tchétchènes aptes au service militaire
 - e. Militants des droits de l'homme

5. Le système judiciaire pénal
 - i. Traitement par les forces de police (y compris les contrôles d'identité)

- ii. Procédures pénales à l'encontre de Tchétchènes
 - iii. Signaler un crime
 - iv. Procédure pour déposer plainte contre les forces de police
 - v. Recours judiciaires
 - vi. Accès aux avocats
 - vii. Droit d'appel
6. Les autorités Tchétchènes
- a. Echange d'informations avec les autorités russes
 - b. Rôle de la communauté tchétchène dans ces échanges d'information
 - c. Coopération avec les autorités russes
7. Soutien non-gouvernemental aux Tchétchènes en Russie
8. Situations des rapatriés tchétchènes



Publications Office

doi: 10.2847/282238